

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2014/29203]

**21 NOVEMBRE 2013. — Décret organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE 1<sup>er</sup>. — Champ d'application, objet et définitionsCHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Du champ d'application*

**Article 1<sup>er</sup>.** L'emploi dans le présent décret des noms masculins pour les différents titres et fonctions est épicène en vue d'assurer la lisibilité du texte nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier.

**Art. 2.** Sauf stipulation contraire, le présent décret s'applique aux établissements d'enseignement fondamental et secondaire, ordinaires et spécialisés, organisés ou subventionnés par la Communauté française, ainsi qu'aux centres-psycho-médico-sociaux.

CHAPITRE II. — *De l'objet*

**Art. 3.** Le présent décret a pour objet de favoriser, au sein des établissements visés à l'article 2:

- 1° le bien-être des jeunes à l'école;
- 2° l'accrochage scolaire, notamment par la prévention du décrochage scolaire de l'absentéisme et de l'exclusion;
- 3° la prévention de la violence à l'école;
- 4° l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire.

CHAPITRE III. — *Des définitions*

**Art. 4.** Dans le cadre du présent décret, on entend par:

- 1° absentéisme: comportement d'un élève qui, bien que régulièrement inscrit, s'absente fréquemment des cours sans motif valable;
- 2° situation de crise : situation affectant l'établissement scolaire à la suite d'un fait précis;
- 3° décrochage scolaire :
  - a) situation d'un élève soumis à l'obligation scolaire qui :
    - 1° est inscrit dans un établissement mais ne l'a pas de fait fréquenté sans motif valable;
    - 2° n'est inscrit dans aucun établissement et qui n'est pas instruit à domicile.
  - b) situation d'un élève soumis à l'obligation scolaire, inscrit dans un établissement mais qui s'en est absenté si fréquemment sans motif valable qu'il compte plus de 20 demi-jours d'absence injustifiée;
- 4° abandon scolaire précoce : situation d'un élève qui quitte l'école ou la formation en n'ayant achevé que l'enseignement secondaire du premier cycle ou moins et ne poursuit ni études, ni formation;
- 5° équipe éducative : l'ensemble des membres du personnel exerçant toute ou partie de leur(s) fonction(s) dans un même établissement ou dans une même implantation, à l'exclusion des personnels administratifs, de maîtrise, gens de métier et de service;
- 6° Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire : le Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire créé par l'article 1<sup>er</sup>, du décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire;
- 7° organe de représentation et de coordination : tout organe de représentation et de coordination reconnu conformément à l'article 5bis de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement;
- 8° centre psycho-médico-social : centre tel que visé au titre 1<sup>er</sup> du décret du 14 juillet 2006 relatif aux missions, programmes et rapport d'activités des centres psycho-médico-sociaux;
- 9° Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse : l'organe créé par le décret du 12 mai 2004 portant création de l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse;
- 10° services d'accrochage scolaire (SAS) : les structures créées par le titre I, chapitre 3, du décret du 21 novembre 2013 organisant des politiques conjointes de l'Enseignement obligatoire et de l'Aide à la Jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation et qui accueillent les mineurs visés aux articles 31, 32 et 33;
- 11° Commission de pilotage : la Commission créée par le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française;
- 12° Cellule de concertation locale : la cellule visée à l'article 4, § 3, du décret du 21 novembre 2013 organisant des politiques conjointes de l'Enseignement obligatoire et de l'Aide à la Jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation;
- 13° facilitateurs : les membres de l'équipe visée à l'article 18 du décret du 21 novembre 2013 organisant des politiques conjointes de l'Enseignement obligatoire et de l'Aide à la Jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation;
- 14° zone : les zones de concertation constituées par l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 mars 1993 fixant les obligations de concertation entre établissements de même caractère dans l'enseignement secondaire de plein exercice, en application de l'article 24 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice;

15° conseiller de l'Aide à la Jeunesse : le conseiller visé à l'article 1<sup>er</sup> du décret du 4 mars 1991 relatif à l'Aide à la Jeunesse;

16° directeur de l'Aide à la Jeunesse : le directeur visé à l'article 1<sup>er</sup> du décret du 4 mars 1991 relatif à l'Aide à la Jeunesse;

17° décret « congés pour mission » : le décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française;

18° décret « Missions » : le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre;

19° décret « encadrement différencié » : le décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, les établissements en encadrement différencié;

20° décret « intersectoriel » Enseignement – Aide à la Jeunesse : le décret du 21 novembre 2013 organisant des politiques conjointes de l'Enseignement obligatoire et de l'Aide à la Jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation.

TITRE II. — Des dispositifs favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Du rôle et de l'articulation des différents acteurs scolaires*

*Section I<sup>re</sup>. — Du chef d'établissement et de l'équipe éducative*

**Art. 5.** Le chef d'établissement et l'équipe éducative développent un climat d'école favorisant le bien-être des élèves, le vivre ensemble et la sérénité propice à l'apprentissage. Ils cherchent à améliorer la situation des élèves, tant sur le plan de leur devenir scolaire que de leur épanouissement personnel.

*Section II. — Du centre psycho-médico-social et du Service de promotion de la santé à l'école*

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. L'équipe du centre psycho-médico-social et le service de la promotion de la santé à l'école contribuent pour leur part aux objectifs visés à l'article 5.

§ 2. L'équipe du centre psycho-médico-social collabore à ces objectifs, à l'interface entre le monde scolaire et les intervenants extérieurs à l'école.

Elle accompagne, à sa demande, tout élève, tout parent, tout membre de l'équipe éducative.

Elle soutient toute démarche collective visant à améliorer le climat scolaire.

Elle répond par des interventions adaptées à des situations identifiées comme problématiques.

§ 3. Annuellement, le chef d'établissement organise une rencontre entre des délégués de l'équipe éducative, du centre psycho-médicosocial et du service de promotion de la santé à l'école. La rencontre peut être ouverte à d'autres acteurs collaborant avec l'école.

Le médiateur scolaire affecté à un établissement déterminé est associé à la rencontre.

Cette rencontre vise à :

1° échanger sur :

a) les projets éducatif, pédagogique et d'établissement de l'école, visés aux articles 63, 65 et 67 du décret « Missions »;

b) le projet du centre psycho-médico-social visé à l'article 36 décret du 14 juillet 2006 relatif aux missions, programmes et rapport d'activité des centres-psycho-médico-sociaux et, en particulier sur l'accompagnement des démarches d'orientation visé à l'article 41;

c) le projet de service visé à l'article 5 du décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école;

d) le projet de service du Service de médiation scolaire lorsqu'un médiateur est affecté à l'établissement;

2° établir les besoins spécifiques de l'école en matière de bien-être des jeunes, d'accrochage scolaire, de prévention de la violence à l'école et d'accompagnement des démarches d'orientation scolaire;

3° définir des priorités pour les années ultérieures;

4° identifier les ressources internes et externes mobilisables;

5° préciser le rôle de chacun et, en particulier, identifier une personne de référence pour chaque priorité retenue;

6° définir, dans le cas où un médiateur scolaire est affecté à un établissement, un protocole de collaboration entre les acteurs concernés;

7° établir un bilan des actions entreprises et des collaborations développées.

§ 4. Lorsque la Cellule de concertation locale a été mise en place, c'est notamment en son sein que s'organisent la concertation et les actions visées par le paragraphe 3.

*Section III. — De la médiation scolaire*

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Il est créé, au sein de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire, un Service de médiation scolaire chargé de prévenir, par des actions de médiation en position de tiers, la violence, le décrochage et l'absentéisme scolaires dans les établissements d'enseignement secondaire.

La médiation vise à favoriser, à conserver ou à rétablir le climat de confiance qui doit prévaloir dans les relations entre élève(s) et membre(s) de l'équipe éducative, entre élève(s) et direction de l'établissement, entre l'élève et ses parents, ainsi que entre l'élève, ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale, s'il est mineur, et l'établissement scolaire.

Le Service de médiation est structurellement indépendant des chefs d'établissement et des centres PMS.

§ 2. Le Service de médiation intervient à la demande du pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné et, à la demande du Gouvernement ou du chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française, le cas échéant sur proposition adressée au chef d'établissement ou au pouvoir organisateur par les services du Gouvernement lorsqu'ils sont saisis, notamment par des parents ou des élèves, d'une difficulté survenue dans l'établissement.

Lorsqu'un médiateur est affecté à un établissement, dans le cadre d'une action de médiation en position de tiers entre les parties, tel que précisé au § 1<sup>er</sup>, une demande d'intervention peut lui être adressée directement, notamment par des parents ou des élèves. Il la traitera conformément au protocole de collaboration visé à l'article 6, § 3, alinéa 3, 6°.

A la demande du Gouvernement ou du chef d'établissement, le Service de médiation peut organiser des actions de sensibilisation à la gestion des conflits.

§ 3. Dans des circonstances exceptionnelles, la Direction générale de l'Enseignement obligatoire peut, sous réserve d'avoir obtenu l'accord préalable du chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou du pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné, solliciter l'intervention du Service de médiation dans un établissement d'enseignement fondamental.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Le Service de médiation comprend des médiateurs et trois coordonnateurs, tous désignés par le Gouvernement et placés sous l'autorité hiérarchique de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire. Le Gouvernement détermine le nombre et les modalités d'affectation des médiateurs.

§ 2. Les médiateurs sont :

1° soit des membres du personnel mis en congé pour mission, conformément à l'article 6 du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française;

2° soit des agents des Services du Gouvernement;

3° soit des agents engagés sous contrat dans le cadre d'une mission d'expertise.

§ 3. Le Gouvernement affecte les médiateurs soit à un ensemble d'établissements soit à un établissement. L'affectation se fait sur demande du pouvoir organisateur de cet (ces) établissement(s). Pour l'établissement organisé par la Communauté française, la demande est faite par le chef d'établissement.

Lorsque le médiateur est affecté à un établissement, son mandat est de trois ans; ce mandat est renouvelable après évaluation.

Les coordonnateurs communiquent au chef d'établissement l'horaire normal de travail du ou des médiateurs affecté(s) à son établissement.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Les coordonnateurs sont :

1° soit des membres du personnel mis en congé pour mission, conformément à l'article 6 du décret « congés pour mission »;

2° soit des agents des Services du Gouvernement;

3° soit des agents engagés sous contrat dans le cadre d'une mission d'expertise.

§ 2. Deux coordonnateurs ont en charge la médiation dans la Région de Bruxelles-Capitale, le troisième coordonnateur a en charge la médiation en Région wallonne.

§ 3. Les coordonnateurs sont chargés, notamment, de :

1° assurer l'accompagnement des médiateurs;

2° gérer et développer les ressources susceptibles d'aider les médiateurs dans leur travail;

3° évaluer le travail des médiateurs à partir d'un ensemble d'indicateurs mis au point par le service et arrêtés par le Gouvernement sur proposition du Conseil de la médiation visé à l'article 12;

4° contrôler le respect de l'horaire de travail et l'accomplissement des tâches par chaque médiateur;

5° participer à l'évaluation du service en lien avec les services du Gouvernement;

6° assurer l'interface entre le service et les responsables des établissements scolaires et des centres-psycho-médico-sociaux;

7° représenter le service;

8° adresser annuellement un rapport au Gouvernement sur les résultats obtenus en matière de :

a) prévention de la violence;

b) lutte contre le décrochage scolaire et l'absentéisme;

c) collaboration avec les services d'Aide à la Jeunesse.

**Art. 10.** Les médiateurs et les coordonnateurs sont soumis au secret professionnel concernant leurs rapports avec les élèves, les établissements scolaires et les autres intervenants.

Le médiateur veille à conserver la confiance qu'il a pu obtenir des élèves. A cet égard, il n'est pas tenu de révéler au chef d'établissement des faits dont il estime avoir connaissance sous le sceau du secret attaché à cette confiance. Le cas échéant, il prend conseil auprès de son coordonnateur et suit les directives qu'il en reçoit.

Le médiateur veille à éviter tout acte, tout propos, toute initiative qui pourrait nuire à l'autorité du chef d'établissement.

Dans les situations de maltraitance, le médiateur interpelle une des instances ou services spécifiques visés à l'article 3, § 2, du décret du 12 mai 2004 relatif à l'aide aux enfants victimes de maltraitance, et prioritairement les équipes du Centre psycho-médico-social et du service de promotion de la santé à l'école (Service PSE).

**Art. 11.** Lorsque les coordonnateurs et les médiateurs sont amenés, dans le cadre de leur mission, à prendre des contacts avec les travailleurs du secteur de l'éducation permanente, les différents services d'Aide à la Jeunesse dont les conseillers de l'Aide à la Jeunesse et avec les intervenants sociaux engagés par les villes et communes dans le cadre des contrats de sécurité, des contrats de société et des actions de prévention des toxicomanies, ils en informent le chef d'établissement et les membres de l'équipe du centre psycho-médicosocial attaché à l'établissement. Ces actions sont menées en cohérence avec les stratégies globales définies entre les acteurs concernés, le cas échéant au sein de la Cellule de concertation locale et, là où un médiateur est affecté à un établissement, conformément aux dispositions de l'article 6.

**Art. 12.** Le Service de médiation bénéficie des avis et propositions du Conseil de la médiation, présidé par le Directeur général de l'enseignement obligatoire et composé de celui-ci, des trois coordonnateurs du service de médiation scolaire, du coordonnateur des équipes mobiles visé à l'article 14, § 3, ainsi que de quatre membres désignés par le Gouvernement sur proposition du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire.

**Art. 13.** Le Gouvernement peut arrêter des modalités complémentaires de fonctionnement du Service de médiation.

#### Section IV. — Des équipes mobiles

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. Il est créé un Service d'équipes mobiles au sein de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire.

§ 2. Par équipe mobile, on entend un ensemble de personnes spécialisées dans la gestion de situations de crise affectant un établissement scolaire suite à un fait particulier et aptes à intervenir dans ce type de situation ainsi que dans le cadre de la lutte contre le décrochage scolaire au sens de l'article 4, 3<sup>o</sup>, a), dans les établissements d'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé. En outre, elles sont amenées à intervenir dans le cadre de la lutte contre l'absentéisme au sens de l'article 4, 1<sup>o</sup>, dans les établissements d'enseignement fondamental.

§ 3. Le Service d'équipes mobiles comprend vingt-six intervenants et un coordonnateur, tous désignés par le Gouvernement, placés sous l'autorité de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire.

**Art. 15.** Les intervenants des équipes mobiles sont :

1<sup>o</sup> soit des membres du personnel mis en congé pour mission, conformément à l'article 6 du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française;

2<sup>o</sup> soit des agents des Services du Gouvernement;

3<sup>o</sup> soit des agents engagés sous contrat dans le cadre d'une mission d'expertise.

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Les équipes mobiles interviennent à la demande du pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné et, à la demande du Gouvernement ou du chef d'un établissement scolaire dans l'enseignement organisé par la Communauté française :

1<sup>o</sup> en cas de situation de crise dans l'école;

2<sup>o</sup> afin de permettre la reprise du dialogue au sein de l'établissement qui a connu une situation de crise;

3<sup>o</sup> de manière anticipative, au cas où l'équipe éducative souhaite se préparer à réagir en situation de crise.

§ 2. Dans le cadre de leurs interventions, les équipes mobiles mettent leur expertise à la disposition de l'équipe éducative de l'établissement scolaire concerné, du centre psycho-médico-social attaché à l'établissement et des autres services concernés.

Elles tiennent informées l'équipe éducative et l'équipe du centre psycho-médico-social de l'objet de leurs interventions.

§ 3. Lorsqu'elle a connaissance d'une situation de décrochage scolaire d'un mineur visé à l'article 4, 3<sup>o</sup>, a), la Direction générale de l'Enseignement obligatoire peut solliciter une intervention des équipes mobiles auprès de ce mineur et ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale.

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. Le coordonnateur visé à l'article 14, § 3, est :

1<sup>o</sup> soit un membre du personnel mis en congé pour mission, conformément à l'article 6 du décret « congés pour mission »;

2<sup>o</sup> soit un agent des Services du Gouvernement;

3<sup>o</sup> soit un agent engagé sous contrat dans le cadre d'une mission d'expertise.

§ 2. Le coordonnateur est, notamment, chargé de :

1<sup>o</sup> gérer et développer les ressources susceptibles d'aider les agents dans leur travail;

2<sup>o</sup> attribuer les demandes d'intervention, visées à l'article 16, § 1<sup>er</sup>, aux agents compétents et veiller à leur suivi;

3<sup>o</sup> assurer l'accompagnement des intervenants;

4<sup>o</sup> contrôler le respect de l'horaire de travail et l'accomplissement des tâches par chaque intervenant;

5<sup>o</sup> évaluer le travail des intervenants à partir d'un ensemble d'indicateurs mis au point par le service et arrêtés par le Gouvernement;

6<sup>o</sup> participer à l'évaluation du service;

7<sup>o</sup> assurer l'interface entre le Service et les responsables d'établissement scolaire et de centres psycho-médico-sociaux, ainsi qu'entre le service et les autres services du Gouvernement;

8<sup>o</sup> représenter le Service;

9<sup>o</sup> adresser annuellement un rapport au Gouvernement sur les résultats obtenus dans le cadre des missions des équipes mobiles visées à l'article 16.

**Art. 18.** Les équipes mobiles ainsi que le coordonnateur sont soumis au secret professionnel concernant leurs rapports avec les élèves, les établissements scolaires et les autres intervenants.

Dans les situations de maltraitance, les équipes mobiles interpellent une des instances ou services spécifiques visés à l'article 3, § 2, du décret du 12 mai 2004 relatif à l'aide aux enfants victimes de maltraitance, et prioritairement les équipes du centre psycho-médico-social et du Service PSE.

*Section V. — De la formation des élèves à la médiation ou à la délégation d'élève*

**Art. 19.** La formation à la délégation d'élèves ou à la médiation par les pairs vise à construire une dynamique positive et à faire émerger des pratiques démocratiques au sein des établissements scolaires.

Dans la limite des crédits disponibles, le Gouvernement de la Communauté française assure le financement de formations d'élèves visées à l'alinéa précédent.

Dans le cadre de leur projet général d'action d'encadrement différencié (PGAED), visé à l'article 8 du décret « encadrement différencié » les établissements en encadrement différencié peuvent utiliser une partie des crédits supplémentaires visés à l'article 7 du même décret pour financer les formations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement fixe les critères de sélection des opérateurs de formation et définit la liste des opérateurs pouvant être subventionnés, notamment sur base de l'expertise dont ils peuvent témoigner et en veillant à une répartition équilibrée de ceux-ci.

§ 2. Comme suite à un appel à candidatures, il sélectionne, sur proposition de la Commission visée au paragraphe 3, les établissements scolaires dont des représentants seront admis à suivre la formation visée à l'article 19, en veillant à une juste répartition entre les réseaux et en privilégiant les établissements scolaires n'ayant pas encore bénéficié de cette formation.

Il fixe les critères de sélection des candidatures d'établissements scolaires.

§ 3. Il est créé une Commission de sélection des candidatures visées au paragraphe 2.

Elle est composée, dans le respect de l'équilibre des caractères, de sept représentants proposés par les organes de représentation et de coordination visés à l'article 5bis de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, d'un représentant proposé par le Service général de l'Enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, ainsi que du Directeur général de l'Enseignement obligatoire ou son délégué, qui la préside.

Le Gouvernement en désigne les membres, en fixe les modalités de fonctionnement.

Le secrétariat de la Commission est assuré par les services du Gouvernement.

*Section VI. — De l'Observatoire de la violence et du décrochage en milieu scolaire*

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. Il est créé au sein de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire un Observatoire de la violence et du décrochage en milieu scolaire composé de la manière suivante :

1° deux agents de niveau 1;

2° un agent de niveau 2 +.

§ 2. L'Observatoire visé au paragraphe 1<sup>er</sup> est chargé, notamment, de :

1° analyser, quantitativement et qualitativement, les données sur la violence, l'absentéisme, le décrochage scolaire et les abandons scolaires précoces, dont disposent les différents services du Gouvernement;

2° formuler des recommandations à l'attention de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire en vue de :

a) permettre l'utilisation par tous les services des résultats des analyses visées au 1°;

b) mettre en évidence des actions ou des réflexions qui pourraient être menées par les services pour améliorer la qualité du travail réalisé.

3° adresser aux services de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire toutes informations utiles et recommandations leur permettant d'émettre des propositions ou de modifications de la réglementation à l'attention du Ministre de l'Enseignement obligatoire et du Gouvernement;

4° étudier, en concertation avec l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse, les phénomènes de violence et de décrochage en milieu scolaire, au travers notamment d'une enquête de victimisation;

5° communiquer au Service général du Pilotage du Système éducatif les données nécessaires à l'élaboration d'indicateurs de violence en milieu scolaire, d'absentéisme, de décrochage scolaire et d'abandon scolaire précoce;

6° formuler, à l'attention de la Commission de Pilotage, pour le 15 septembre de chaque année, des recommandations pour la définition annuelle des orientations et des thèmes prioritaires des formations, dans le cadre de la mission visée à l'article 3, point 4 du décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française;

7° procéder à un recensement régulier des études et des recherches scientifiques sur le phénomène de violence en milieu scolaire, d'absentéisme, de décrochage scolaire et d'abandon scolaire précoce, principalement en Belgique et en Europe;

8° promouvoir et faire connaître auprès des acteurs de l'enseignement des initiatives dont l'objet est la prévention et la gestion des violences en milieu scolaire, compte tenu des orientations proposées par le Comité de pilotage, visé à l'article 11 du décret « intersectoriel » Enseignement – Aide à la Jeunesse;

9° rédiger tous les trois ans un rapport d'évaluation des dispositifs visés aux sections 3 à 6 du présent chapitre et à la section 1<sup>re</sup> du chapitre 2 du présent titre et, pour la première fois, avant le 31 décembre 2014; ce rapport est transmis au Gouvernement et à la Commission de Pilotage.

*Section VII. — De la Cellule administrative de coordination des actions de prévention de la violence en milieu scolaire, de l'absentéisme, du décrochage scolaire et de l'abandon scolaire précoce*

**Art. 22.** § 1<sup>er</sup>. Il est créé au sein de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire une Cellule administrative de coordination des actions de prévention de la violence en milieu scolaire, de l'absentéisme, du décrochage scolaire et de l'abandon scolaire précoce, composée de la manière suivante :

1° deux agents de niveau 1;

2° un agent de niveau 2 +;

3° un agent de niveau 2.

§ 2. La cellule est chargée, notamment, de :

- 1° assurer la coordination et le suivi administratifs de l'action des services visés au titre II, chapitre 1<sup>er</sup>, sections 3 à 6 et au chapitre 2, section 1<sup>re</sup>;
- 2° assurer le suivi administratif de l'action des services d'accrochage scolaire (SAS);
- 3° coordonner et soutenir administrativement la formation des élèves à la médiation ou à la délégation d'élève telle que prévue à l'article 19 afin de préparer les jeunes à participer à la prévention de la violence scolaire.

#### CHAPITRE II. — *De l'accrochage scolaire*

##### *Section I<sup>re</sup>. — De la prévention du décrochage scolaire*

**Art. 23.** Au plus tard à partir du dixième demi-jour d'absence injustifiée d'un élève, le chef d'établissement ou son délégué convoque l'élève et ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale, s'il est mineur, par courrier recommandé avec accusé de réception, selon les modalités précises fixées par le Gouvernement.

Le chef d'établissement ou son délégué rappelle les dispositions relatives aux absences scolaires à l'élève et à ses parents ou à la personne investie de l'autorité parentale s'il est mineur. Il envisage avec eux des actions visant à prévenir les absences et leur rappelle leurs responsabilités.

Le Gouvernement détermine la nature et la durée des absences qui sont considérées comme justifiées, telles que maladie de l'élève couverte par un certificat médical, convocation par une autorité publique, décès d'un parent, participation à des compétitions pour les sportifs de haut niveau. Il détermine également la nature et la durée des absences dont la justification peut être laissée à l'appréciation du chef d'établissement notamment les cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles, liés à des problèmes familiaux, de santé mentale ou physique de l'élève, de transports. Le règlement d'ordre intérieur de l'établissement mentionne ces dispositions.

**Art. 24.** A défaut de présentation à la convocation visée à l'article 23 et chaque fois qu'il l'estime utile après évaluation de la situation, le chef d'établissement :

- 1° soit délègue au domicile ou au lieu de résidence de l'élève un membre du personnel auxiliaire d'éducation ou le mandate pour prendre contact avec la famille par tout autre moyen;
- 2° soit sollicite, du coordonnateur compétent du service de médiation visé à l'article 11, l'intervention d'un médiateur;
- 3° soit sollicite, du directeur du centre psycho-médico-social, l'intervention d'un membre de son équipe.

**Art. 25.** Lorsque le chef d'établissement constate à propos d'un élève mineur soumis à l'obligation scolaire soit qu'il est en difficulté, soit que sa santé ou sa sécurité sont en danger, soit que ses conditions d'éducation sont compromises par son comportement, celui de sa famille ou de ses familiers, notamment en cas d'absentéisme suspect, il est tenu de signaler cet état de fait au Conseiller de l'Aide à la Jeunesse selon les modalités de communication et de motivation préalablement définies avec ce dernier.

Dans l'enseignement secondaire, lorsqu'un élève mineur soumis à l'obligation scolaire compte plus de 20 demi-journées d'absence injustifiée, le chef d'établissement est tenu de le signaler à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire.

Toute nouvelle absence injustifiée est signalée mensuellement selon les mêmes procédures.

Les absences sont prises en compte à partir du 5<sup>ème</sup> jour ouvrable de septembre.

**Art. 26.** A partir du deuxième degré de l'enseignement secondaire, l'élève qui compte, au cours d'une même année scolaire plus de 20 demi-jours d'absence injustifiée perd la qualité d'élève régulier sauf dérogation accordée par le Ministre en raison de circonstances exceptionnelles.

L'élève majeur qui compte, au cours d'une même année scolaire, plus de 20 demi-jours d'absence injustifiée peut être exclu de l'établissement selon les modalités fixées aux articles 81, § 2, et 82 du décret « Missions ».

Pour l'application des alinéas 1<sup>er</sup> et 2, les absences non justifiées relevées dans l'enseignement ordinaire de plein exercice ne sont pas prises en compte lorsqu'un élève s'inscrit dans l'enseignement spécialisé ou dans l'enseignement secondaire en alternance au cours de la même année scolaire.

**Art. 27.** Au plus tard le 31 août de l'année scolaire écoulée, la Direction générale de l'Enseignement obligatoire transmet au Gouvernement, le relevé, le cas échéant, par pouvoir organisateur et par établissement :

- 1° des élèves soumis à l'obligation scolaire, non inscrits dans un établissement scolaire organisé ou subventionné par la Communauté française et non autorisés à suivre un enseignement à domicile;
- 2° des élèves signalés à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire en vertu de l'article 25, alinéa 2;
- 3° des absences des élèves qui ont fait l'objet d'une dérogation ministérielle pour arrivée tardive sur la base de l'article 79, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret « Missions ».

##### *Section II. — Du dispositif interne d'accrochage scolaire (DIAS)*

**Art. 28.** § 1<sup>er</sup>. Dans le cadre de leur projet d'établissement visé à l'article 67 du décret « Missions » et, le cas échéant, de leur projet général d'action d'encadrement différencié (PGAED), visé à l'article 8 du décret « encadrement différencié », les établissements d'enseignement secondaire ordinaire peuvent mettre en place un dispositif interne d'accrochage scolaire (DIAS).

§ 2. L'objectif du DIAS est de :

- 1° prévenir le décrochage scolaire visé à l'article 4, 3<sup>o</sup>, b), d'élèves en difficulté avec l'école;
- 2° aider les élèves qui en bénéficient à reconstruire la confiance et l'estime de soi et à développer tant un projet personnel qu'un projet de formation.

Ce dispositif s'inscrit dans le cadre d'une politique globale d'établissement en vue d'instaurer un climat de bien-être dans l'école, laquelle est définie, s'il échet, au sein de la Cellule de concertation locale.

§ 3. La conception et la gestion du DIAS sont confiées à une équipe pluridisciplinaire, qui peut être composée d'enseignants, de membres du personnel auxiliaire d'éducation, de membres de l'équipe du Centre psycho-médico-social. Il peut également faire appel à des partenaires extérieurs.

**Art. 29.** Le Conseil de classe décide des élèves qui peuvent bénéficier du DIAS.

Pour les élèves mineurs, l'accord de leurs parents ou de la personne investie de l'autorité parentale est requis.

Les élèves qui bénéficient du DIAS restent inscrits dans leur classe d'origine; leur situation administrative n'est en rien modifiée.

**Art. 30.** § 1<sup>er</sup>. Avec l'aide du centre psycho-médicosocial et de membres de l'équipe en charge du DIAS, le Conseil de classe construit un plan personnalisé pour chacun des élèves visés à l'article 29, après concertation avec l'élève et avec ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale, s'il est mineur.

§ 2. Le plan personnalisé, construit pour et avec le jeune, peut comprendre :

- 1° des cours de formation commune;
- 2° des activités complémentaires;
- 3° des ateliers de coopération, de socialisation, de communication ou d'expression;
- 4° des temps et démarches consacrés à l'orientation scolaire, à la construction d'un projet personnel;
- 5° des stages d'observation et d'initiation;
- 6° des activités visant à faire croître la motivation, la confiance, l'estime de soi;
- 7° des stages d'immersion dans diverses formes et filières d'enseignement;
- 8° la réalisation d'un projet disciplinaire, interdisciplinaire, artistique, technologique, sportif ou autre;
- 9° des moments de prise en charge par un service externe;
- 10° des actions sociales, citoyennes, (inter)culturelles;
- 11° la préparation à la présentation d'un jury externe.

§ 3. Le Conseil de classe est chargé d'évaluer, de préciser voire d'amender le plan personnalisé.

§ 4. Le plan personnalisé est établi pour une durée d'un mois, avec pour but, au terme de la période déterminée, de réintégrer l'élève, dans sa classe ou dans un autre parcours scolaire, dans le respect des conditions d'admission.

§ 5. Après évaluation, le plan personnalisé peut être reconduit mois par mois, par le Conseil de classe. Les parents ou la personne investie de l'autorité parentale en sont tenus informés.

§ 6. Il reste possible que l'élève concerné soit pris en charge à tout moment par un des services d'accrochage scolaire (SAS), dans le respect des conditions d'admission.

§ 7. Le plan personnalisé est tenu à la disposition du service de l'Inspection et des services du Gouvernement.

§ 8. Chaque élève faisant l'objet d'un plan personnalisé dans le cadre du DIAS bénéficie de l'accompagnement d'une personne de référence.

§ 9. L'encadrement des activités liées au plan personnalisé peut être attribué dans le cadre de sa fonction à tout membre du personnel directeur et enseignant ou du personnel auxiliaire d'éducation.

### *Section III. — Des dispositifs externes d'accrochage scolaire*

**Art. 31.** Lorsqu'un mineur exclu ne peut être réinscrit dans un établissement scolaire, conformément aux articles 82, alinéa 4, et 90, § 2, alinéa 5, du décret « Missions », le Ministre peut considérer comme satisfaisant aux obligations relatives à la fréquentation scolaire :

1° la prise en charge, pour une période ne pouvant dépasser trois mois, renouvelable une fois, du jeune par des services qui apportent leur concours à l'exécution de décisions individuelles dans le cadre des programmes d'aide élaborés soit par le conseiller de l'Aide à la Jeunesse, soit par le directeur de l'Aide à la Jeunesse, soit par le Tribunal de la jeunesse;

2° la prise en charge, pour une période ne pouvant dépasser trois mois, renouvelable une fois, du jeune par un des services d'accrochage scolaire (SAS).

Sur base d'une demande motivée adressée par le service d'accrochage scolaire (SAS) à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire, le Ministre qui a l'Enseignement obligatoire dans ses attributions peut accorder à un jeune une dérogation pour qu'il puisse bénéficier d'une prise en charge par le SAS prolongée au-delà du 15 avril et jusqu'à la fin de l'année scolaire en cours, même si la durée totale de cette prise en charge excède la durée maximale fixée à l'article 34.

Le conseiller de l'Aide à la Jeunesse, le directeur de l'Aide à la Jeunesse, le Tribunal de la jeunesse ou le service d'accrochage scolaire (SAS) notifient à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire la date de début et de fin de prise en charge prévue, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

**Art. 32.** Dans les situations visées à l'article 4, 1°, 2°, et 3°, b), sur demande conjointe du mineur, de ses parents ou de la personne investie de l'autorité parentale, du chef d'établissement pour l'enseignement de la Communauté française, du pouvoir organisateur ou de son délégué pour l'enseignement subventionné, après avoir pris l'avis du conseil de classe et du Centre psycho-médicosocial, le Ministre peut aussi autoriser un élève, qui reste régulièrement inscrit dans son établissement, à être pris en charge, pour une période ne dépassant pas trois mois, renouvelable une fois, par :

1° des services qui apportent leur concours à l'exécution de décisions individuelles dans le cadre des programmes d'aide élaborés, soit par le conseiller de l'Aide à la Jeunesse, soit par le directeur de l'Aide à la Jeunesse, soit par le Tribunal de la jeunesse;

2° un des services d'accrochage scolaire (SAS).

A défaut pour le centre psycho-médico-social d'avoir rendu l'avis visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> dans les 10 jours ouvrables de la demande, l'avis est réputé favorable.

Sur base d'une demande motivée adressée par le service d'accrochage scolaire (SAS) à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire, le Ministre qui a l'Enseignement obligatoire dans ses attributions peut accorder à un jeune une dérogation pour qu'il puisse bénéficier d'une prise en charge par le SAS prolongée au-delà du 15 avril et jusqu'à la fin de l'année scolaire en cours, même si la durée totale de cette prise en charge excède la durée maximale fixée à l'article 34.

Le conseiller de l'Aide à la Jeunesse, le directeur de l'Aide à la Jeunesse, le Tribunal de la jeunesse ou le service d'accrochage scolaire (SAS) notifie à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire la date de début et de fin de prise en charge prévue, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

**Art. 33.** Dans les situations visées à l'article 4, 3<sup>o</sup>, a), 1) ou 2), sur demande conjointe du mineur et de ses parents ou de la personne investie de l'autorité parentale, et après avis favorable de la Commission zonale des inscriptions ou de la Commission décentralisée ou à défaut de l'organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs compétents, le ministre peut aussi autoriser un élève à être pris en charge, pour une période ne dépassant pas trois mois, renouvelable une fois, par :

1<sup>o</sup> des services qui apportent leur concours à l'exécution de décisions individuelles dans le cadre des programmes d'aide élaborés, soit par le conseiller de l'Aide à la Jeunesse, soit par le directeur de l'Aide à la Jeunesse, soit par le Tribunal de la jeunesse;

2<sup>o</sup> un des services d'accrochage scolaire (SAS).

Sur base d'une demande motivée adressée par le service d'accrochage scolaire (SAS) à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire, le Ministre qui a l'Enseignement obligatoire dans ses attributions peut accorder à un jeune une dérogation pour qu'il puisse bénéficier d'une prise en charge par le SAS prolongée au-delà du 15 avril et jusqu'à la fin de l'année scolaire en cours, même si la durée totale de cette prise en charge excède la durée maximale fixée à l'article 34.

Le conseiller de l'Aide à la Jeunesse, le directeur de l'Aide à la Jeunesse, le Tribunal de la jeunesse ou le service d'accrochage scolaire visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, notifie à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire la date de début et de fin de prise en charge prévue, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

**Art. 34.** La prise en charge d'un mineur par un des services visés aux articles 31, 32 et 33 ne peut dépasser au total six mois par année scolaire et une année sur l'ensemble de la scolarité du mineur. La période de prise en charge située pendant les congés et les vacances scolaires n'est pas prise en considération dans le calcul de la durée de prise en charge du mineur.

#### *Section IV. — Du dispositif favorisant le retour réussi à l'école*

**Art. 35.** § 1<sup>er</sup>. Le chef d'établissement définit les dispositions qui, tant au niveau collectif qu'individuel, permettront à un mineur qui a bénéficié des services d'un des services d'accrochage scolaire (SAS), de reprendre sa scolarité dans les meilleures conditions.

§ 2. Il prend les dispositions visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, en concertation avec les acteurs concernés, au sein de la cellule de concertation locale si elle a été mise en place.

Pour leur mise en œuvre,

1<sup>o</sup> il s'appuie sur les services internes tels que définis à l'article 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, du décret « intersectoriel » Enseignement – Aide à la Jeunesse;

2<sup>o</sup> il travaille en concertation étroite avec le centre psycho-médico-social, afin d'articuler au mieux les mesures relevant de l'accompagnement pédagogique, qui sont du ressort de l'équipe éducative, et la prise en compte de la dimension psycho-médico-sociale, qui est du ressort de l'équipe du centre psycho-médico-social.

§ 3. Les membres de l'équipe du centre psycho-médico-social facilitent l'intervention des services externes, tels que définis dans l'article 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, du décret « intersectoriel » Enseignement – Aide à la Jeunesse, auxquels l'école peut recourir pour faciliter l'intégration ou la réintégration du jeune dans l'établissement et le processus de construction d'un projet personnel.

**Art. 36.** Une fois intégré ou réintégré dans un établissement scolaire à l'issue de la prise en charge prévue aux articles 31, 32 et 33, l'élève peut fréquenter le service d'accrochage scolaire qui a assuré sa prise en charge, à raison de maximum deux demi-jours par semaine au cours des deux mois qui suivent son intégration ou sa réintégration.

La fréquentation du service d'accrochage scolaire durant cette période fait l'objet d'une convention entre le chef d'établissement, l'élève, ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale, le centre psycho-médico-social et le service d'accrochage scolaire concernés.

**Art. 37.** § 1<sup>er</sup>. Pour assurer l'accompagnement dans les meilleures conditions possibles, de l'intégration ou de la réintégration des élèves dont la prise en charge par un service d'accrochage scolaire a pris fin, l'établissement scolaire qui accueille en premier un jeune à l'issue de sa prise en charge, se voit octroyer, pour chaque élève (ré)intégré, six périodes supplémentaires au nombre total de périodes-professeur dans l'enseignement ordinaire ou six périodes supplémentaires au capital-périodes dans l'enseignement spécialisé, sans jamais dépasser un total de vingt-quatre périodes par établissement.

Lorsqu'un élève a été pris en charge par un service d'accrochage scolaire jusqu'au 30 juin d'une année scolaire et est réintégré dans un établissement scolaire au début de l'année scolaire suivante, l'établissement qui l'accueille peut demander l'activation de ces moyens complémentaires à ce moment.

Le chef d'établissement informe la Direction générale de l'Enseignement obligatoire de sa demande d'activation de ces moyens supplémentaires.

Dès lors que la demande visée à l'alinéa précédent a été transmise selon les modalités fixées par le Gouvernement, les moyens supplémentaires peuvent être utilisés, pour une période de deux mois (compte non tenu des périodes de vacances et congés scolaires entre le 1<sup>er</sup> septembre et le 30 juin), dès le onzième jour scolaire qui suit l'intégration ou la réintégration du jeune dans l'établissement scolaire.

§ 2. Un membre du personnel de l'établissement scolaire peut être affecté à l'accompagnement de l'intégration ou de la réintégration des élèves visés au paragraphe 1<sup>er</sup>.

Les moyens supplémentaires visés au paragraphe 1<sup>er</sup> permettent l'affectation à l'accompagnement de l'élève ou des élèves accueilli(s) :

1<sup>o</sup> d'un membre du personnel enseignant ou auxiliaire d'éducation détaché à titre temporaire de tout ou partie de la fonction qu'il exerce à titre définitif dans l'établissement, lui-même étant remplacé à concurrence du nombre d'heures de détachement par un membre du personnel engagé à titre temporaire;

2<sup>o</sup> d'un membre du personnel enseignant ou auxiliaire d'éducation engagé ou désigné à titre temporaire.



§ 3. Lorsqu'un établissement scolaire, qui bénéficie déjà, pour un premier élève, de six périodes supplémentaires conformément au paragraphe 1<sup>er</sup>, accueille un second élève dont la prise en charge par un service d'accrochage scolaire a pris fin, le membre du personnel chargé de l'accompagnement conformément au paragraphe 2, peut voir cette charge étendue.

Lorsque ce membre du personnel a été désigné ou engagé à titre temporaire, sa désignation ou son engagement à titre temporaire, est prolongé(e) de telle sorte que le second élève accueilli bénéficie de l'accompagnement pour une période de deux mois.

Le même mécanisme est appliqué pour tout élève supplémentaire accueilli, sans toutefois que le détachement, la désignation ou l'engagement visés aux alinéas précédents, puisse dépasser le 30 juin de l'année scolaire en cours.

**Art. 38.** Le membre du personnel enseignant ou du personnel auxiliaire d'éducation, affecté à l'accompagnement de l'intégration ou de la réintégration d'un ou de plusieurs élèves conformément à l'article 37, peut accompagner un élève au sein du service d'accrochage scolaire, lorsque ce dernier le fréquente en application de la convention visée à l'article 36.

**Art. 39.** Des établissements scolaires peuvent mettre en commun les moyens supplémentaires promérités en vertu de l'article 37 et s'engager par convention à les attribuer à un membre du personnel de l'un des établissements partenaires de ladite convention.

**Art. 40.** Les facilitateurs visés par l'article 18 du décret « intersectoriel » Enseignement – Aide à la Jeunesse du 21 novembre 2013 prêtent leur concours à la bonne articulation globale des actions menées dans la zone à laquelle ils ont été affectés, tant dans les établissements scolaires que dans les services d'accrochage scolaire (SAS), à l'égard des élèves pris en charge par un des services d'accrochage scolaire (SAS) au cours de cette prise en charge et après la (ré)intégration de l'élève à l'école.

#### CHAPITRE III. — *De l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire*

**Art. 41.** § 1<sup>er</sup> En ce qui concerne l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire, les rencontres prévues à l'article 6, § 3, portent, entre autres, sur la manière :

- 1° de placer l'élève au cœur du processus d'apprentissage, comme sujet et non comme objet d'orientation;
- 2° de permettre à l'élève de prendre conscience de ses caractéristiques personnelles et de les développer avec le souci conjoint tant du devenir collectif solidaire que de l'épanouissement de sa personnalité et de sa responsabilité;
- 3° de favoriser la découverte et l'expérimentation comme condition nécessaire à l'élaboration de la capacité d'opérer des choix scolaires et des choix de vie qui font sens pour les élèves;
- 4° d'encourager les élèves à élargir le champ des possibles, d'éveiller leur curiosité et leur envie de découvrir des alternatives;
- 5° de les accompagner dans leur(s) questionnement(s) sur les valeurs et les enjeux liés aux choix auxquels ils sont confrontés;
- 6° d'envisager l'orientation comme un processus continu d'appui aux personnes tout au long de leur vie pour qu'elles élaborent et mettent en œuvre leur projet personnel, scolaire et professionnel en clarifiant leurs aspirations et leur compétences par l'information et le conseil sur les réalités du travail, l'évolution des métiers et professions, du marché de l'emploi, des réalités économiques et de l'offre de formation ainsi que des mutations sociétales.

§ 2. Les actions entreprises et les collaborations développées visent à articuler une orientation positive, globale, prenant en compte la diversité et la complexité, ouvrant le champ des possibles et se développant tout au long de la scolarité avec une orientation ciblée, focalisée sur les moments-charnières du parcours scolaire, centrée, notamment, sur la prise de décision liée au choix d'option, d'école, ou de profession.

#### TITRE III. — Mesures modificatives, abrogatoires et finales

##### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Mesures modificatives*

*Section I<sup>re</sup>.* — Des modifications du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre

**Art. 42.** Dans le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, l'intitulé du chapitre VIII est remplacé par ces mots :

« De l'accès aux établissements ».

**Art. 43.** Dans le décret « Missions », l'article 74, abrogé par le décret du 14 novembre 2002 est rétabli en ces termes :

« Article 74. Les membres du personnel, les élèves ainsi que les membres des centres-psycho-médico-sociaux et du Service promotion de la santé à l'école œuvrant dans l'établissement ont accès aux locaux pendant et hors des heures de classe, en fonction des nécessités du service et des activités pédagogiques, selon les modalités définies par le chef d'établissement dans l'enseignement de la Communauté, par le pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné.

Les parents et les personnes investies de l'autorité parentale ont également accès à l'établissement selon les modalités définies par le chef d'établissement dans l'enseignement de la Communauté, par le pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné.

Sauf autorisation expresse du chef d'établissement pour l'enseignement de la Communauté française, du pouvoir organisateur pour l'enseignement subventionné ou de leurs délégués, les parents n'ont pas accès aux locaux où se donnent les cours et les différentes activités pédagogiques pendant la durée de ceux-ci. ».

**Art. 44.** Dans le décret « Missions », l'article 75, abrogé par le décret du 14 novembre 2002 est rétabli en ces termes :

« Article 75. § 1<sup>er</sup>. Dans l'exercice de leurs fonctions, ont également accès aux établissements scolaires :

- 1° les délégués du Gouvernement;
- 2° les délégués du pouvoir organisateur pour l'enseignement qu'il organise;
- 3° les inspecteurs et vérificateurs dûment désignés à cet effet par la Communauté française;

4° les inspecteurs et délégués des différents services de l'Etat chargés des inspections en matière de santé publique et de respect de la législation du travail;

5° le bourgmestre et ses délégués en matière de prévention des incendies;

6° les officiers de police judiciaire, les officiers du ministère public, les services de police et de gendarmerie dûment munis d'un mandat d'amener, d'un mandat d'arrêt ou d'un mandat de perquisition ou dans les cas de flagrant délit ou crime;

7° le personnel médical et infirmier dont l'intervention a été demandée.

Hors le cas d'urgence ou de flagrant délit ou de flagrant crime, toute personne visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> se présente d'abord auprès du chef d'établissement ou de son délégué.

§ 2. Dans l'enseignement de caractère non confessionnel, les chefs de culte et leurs délégués ont accès de droit aux locaux où se donnent les cours de leur religion, pendant la durée de ceux-ci. Ils se présentent d'abord au chef d'établissement ou à son délégué. ».

**Art. 45.** Dans le décret « Missions », il est inséré un nouvel article 75bis rédigé comme suit :

« Article 75bis. § 1<sup>er</sup>. Toute personne qui ne se trouve pas dans les conditions des articles 74 et 75 doit solliciter du chef d'établissement ou de son délégué l'autorisation de pénétrer dans les locaux.

§ 2. Toute personne s'introduisant dans les locaux d'un établissement scolaire contre la volonté du chef d'établissement ou de son délégué, soit à l'aide de menaces ou de violences contre les personnes, soit au moyen d'effraction, d'escalade ou de fausses clefs est passible de tomber sous l'application de l'article 439 du Code pénal.

§ 3. Lors des journées portes ouvertes, les établissements scolaires perdent la protection accordée à leur qualité de domicile. ».

**Art. 46.** Dans le décret « Missions », il est inséré un article 79bis rédigé comme suit :

« Article 79bis. § 1<sup>er</sup>. Les mineurs séjournant illégalement sur le territoire, pour autant qu'ils y accompagnent leurs parents ou la personne investie de l'autorité parentale, sont admis dans les établissements scolaires.

Les chefs d'établissement reçoivent aussi l'inscription des mineurs non accompagnés. Dans ce cas, ils veillent à ce que le mineur entreprenne les démarches conduisant à sa prise en charge par une institution de manière à ce que l'autorité parentale soit exercée en sa faveur.

§ 2. L'élève mineur visé au paragraphe 1<sup>er</sup> est pris en considération pour le calcul de l'encadrement, des subventions ou des dotations au sein de l'établissement dans lequel il est scolarisé.

§ 3. En cas de doute, le Gouvernement décide :

1° si l'élève dont les parents ne peuvent prouver l'âge est ou non considéré comme mineur;

2° si l'élève est considéré comme accompagnant ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale;

3° si la fréquentation de l'élève est considérée comme régulière.

§ 4. Lorsqu'il devient majeur, l'élève mineur visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, scolarisé dans un établissement scolaire bénéficiant de la disposition visée au paragraphe 2, est pris en considération pour le calcul de l'encadrement, des subventions ou des dotations au sein de cet établissement, ou s'il le quitte, de tout autre établissement d'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française où il est inscrit, sous réserve qu'il remplisse les conditions pour être élève régulier au moment du comptage. ».

**Art. 47.** Dans le décret « Missions », à l'article 81,

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est complété par les mots « tels qu'énoncés au paragraphe 1<sup>er</sup>/1 »;

2° il est inséré un paragraphe 1<sup>er</sup>/1 rédigé comme suit :

« § 1<sup>er</sup>/1. Sont, notamment, considérés comme faits portant atteinte à l'intégrité physique, psychologique ou morale d'un membre du personnel ou d'un élève ou compromettant l'organisation ou la bonne marche d'un établissement scolaire et pouvant justifier l'exclusion définitive :

1° tout coup et blessure porté sciemment par un élève à un autre élève ou à un membre du personnel, dans l'enceinte de l'établissement ou hors de celle-ci, ayant entraîné une incapacité même limitée dans le temps de travail ou de suivre les cours;

2° tout coup et blessure porté sciemment par un élève à un délégué du pouvoir organisateur, à un membre des services d'inspection ou de vérification, à un délégué de la Communauté française, dans l'enceinte de l'établissement ou hors de celle-ci, ayant entraîné une incapacité de travail même limitée dans le temps;

3° tout coup et blessure porté sciemment par un élève à une personne autorisée à pénétrer au sein de l'établissement lorsqu'ils sont portés dans l'enceinte de l'établissement, ayant entraîné une incapacité de travail même limitée dans le temps;

4° l'introduction ou la détention par un élève au sein d'un établissement scolaire ou dans le voisinage immédiat de cet établissement de quelque arme que ce soit visée, sous quelque catégorie que ce soit, à l'article 3 de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions;

5° toute manipulation hors de son usage didactique d'un instrument utilisé dans le cadre de certains cours ou activités pédagogiques lorsque cet instrument peut causer des blessures;

6° l'introduction ou la détention, sans raison légitime, par un élève au sein d'un établissement scolaire ou dans le voisinage immédiat de cet établissement de tout instrument, outil, objet tranchant, contondant ou blessant;

7° l'introduction ou la détention par un élève au sein d'un établissement ou dans le voisinage immédiat de cet établissement de substances inflammables sauf dans les cas où celles-ci sont nécessaires aux activités pédagogiques et utilisées exclusivement dans le cadre de celles-ci;

8° l'introduction ou la détention par un élève au sein d'un établissement ou dans le voisinage immédiat de cet établissement de substances visées à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques, en violation des règles fixées pour l'usage, le commerce et le stockage de ces substances;

9° le fait d'extorquer, à l'aide de violences ou de menaces, des fonds, valeurs, objets, promesses d'un autre élève ou d'un membre du personnel dans l'enceinte de l'établissement ou hors de celle-ci;

10° le fait d'exercer sciemment et de manière répétée sur un autre élève ou un membre du personnel une pression psychologique insupportable, par insultes, injures, calomnies ou diffamation.

Le Gouvernement arrête des modalités particulières pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, dans les établissements organisant une option « armurerie ». ».

**Art. 48.** Dans le décret « Missions », il est inséré à l'article 81 un paragraphe 1<sup>er</sup> /2 rédigé comme suit :

« § 1<sup>er</sup>/2. Lorsqu'il peut être apporté la preuve qu'une personne étrangère à l'établissement a commis un des faits graves visés au paragraphe 1<sup>er</sup>/1, sur l'instigation ou avec la complicité d'un élève de l'établissement, ce dernier est considéré comme ayant commis un fait portant atteinte à l'intégrité physique, psychologique ou morale d'un membre du personnel ou d'un élève ou compromettant l'organisation ou la bonne marche d'un établissement scolaire et pouvant justifier l'exclusion définitive prévue aux articles 81 et 89 du décret.

L'alinéa 1<sup>er</sup> n'est pas applicable à l'élève mineur pour un fait commis par ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale. ».

**Art. 49.** Dans le décret « Missions », les articles 84, 85, 92 et 93 sont abrogés.

**Art. 50.** Dans le décret « Missions », à l'article 89,

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est complété par les mots « tels qu'énoncés au paragraphe 1<sup>er</sup> /1 »;

2° il est inséré un paragraphe 1<sup>er</sup>/1 rédigé comme suit :

« § 1<sup>er</sup>/1. Sont, notamment, considérés comme faits portant atteinte à l'intégrité physique, psychologique ou morale d'un membre du personnel ou d'un élève ou compromettant l'organisation ou la bonne marche d'un établissement scolaire et pouvant justifier l'exclusion définitive :

1° tout coup et blessure porté sciemment par un élève à un autre élève ou à un membre du personnel, dans l'enceinte de l'établissement ou hors de celle-ci, ayant entraîné une incapacité même limitée dans le temps de travail ou de suivre les cours;

2° tout coup et blessure porté sciemment par un élève à un délégué du pouvoir organisateur, à un membre des services d'inspection ou de vérification, à un délégué de la Communauté française, dans l'enceinte de l'établissement ou hors de celle-ci, ayant entraîné une incapacité de travail même limitée dans le temps;

3° tout coup et blessure porté sciemment par un élève à une personne autorisée à pénétrer au sein de l'établissement lorsqu'ils sont portés dans l'enceinte de l'établissement, avant entraîné une incapacité de travail même limitée dans le temps;

4° l'introduction ou la détention par un élève au sein d'un établissement scolaire ou dans le voisinage immédiat de cet établissement de quelque arme que ce soit visée, sous quelque catégorie que ce soit, à l'article 3 de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions;

5° toute manipulation hors de son usage didactique d'un instrument utilisé dans le cadre de certains cours ou activités pédagogiques lorsque cet instrument peut causer des blessures;

6° l'introduction ou la détention, sans raison légitime, par un élève au sein d'un établissement scolaire ou dans le voisinage immédiat de cet établissement de tout instrument, outil, objet tranchant, contondant ou blessant;

7° l'introduction ou la détention par un élève au sein d'un établissement ou dans le voisinage immédiat de cet établissement de substances inflammables sauf dans les cas où celles-ci sont nécessaires aux activités pédagogiques et utilisées exclusivement dans le cadre de celles-ci;

8° l'introduction ou la détention par un élève au sein d'un établissement ou dans le voisinage immédiat de cet établissement de substances visées à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques, en violation des règles fixées pour l'usage, le commerce et le stockage de ces substances;

9° le fait d'extorquer, à l'aide de violences ou de menaces, des fonds, valeurs, objets, promesses d'un autre élève ou d'un membre du personnel dans l'enceinte de l'établissement ou hors de celle-ci;

10° le fait d'exercer sciemment et de manière répétée sur un autre élève ou un membre du personnel une pression psychologique insupportable, par insultes, injures, calomnies ou diffamation.

Le Gouvernement arrête des modalités particulières pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, dans les établissements organisant une option « armurerie ». ».

**Art. 51.** Dans le décret « Missions », il est inséré à l'article 89, un paragraphe 1<sup>er</sup>/2, rédigé comme suit :

« § 1<sup>er</sup>/2. Lorsqu'il peut être apporté la preuve qu'une personne étrangère à l'établissement a commis un des faits graves visés au paragraphe 1<sup>er</sup>/1 1<sup>er</sup>, sur l'instigation ou avec la complicité d'un élève de l'établissement, ce dernier est considéré comme ayant commis un fait portant atteinte à l'intégrité physique, psychologique ou morale d'un membre du personnel ou d'un élève ou compromettant l'organisation ou la bonne marche d'un établissement scolaire et pouvant justifier l'exclusion définitive prévue aux articles 81 et 89.

L'alinéa 1<sup>er</sup> n'est pas applicable à l'élève mineur pour un fait commis par ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale. ».

*Section II. — Modification du décret du 14 juillet 2006 relatif aux missions, programmes et rapport d'activités des Centres psycho-médico-sociaux*

**Art. 52.** Dans le décret du 14 juillet 2006 relatif aux missions, programmes et rapport d'activités des Centres psycho-médico-sociaux, est inséré un article 9/1, rédigé comme suit :

« Article 9/1. Les centres psycho-médico-sociaux apportent leur collaboration aux politiques et dispositifs mis en place par le décret du 21 novembre 2013 organisant des politiques conjointes de l'enseignement obligatoire et de l'aide à la jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation et par le décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire. ».

**Art. 53.** Dans le même décret, à l'article 10,

1° l'alinéa unique devient le paragraphe 1<sup>er</sup>;

2° il est inséré un paragraphe 2, rédigé comme suit :

« § 2. Le centre psycho-médico-social exerce ces activités à l'interface :

1° entre les ressources internes à l'école et celles disponibles dans l'environnement familial et personnel de l'élève;

2° entre les ressources internes à l'école et les ressources du monde extrascolaire qui peuvent être mobilisées tant au niveau individuel que collectif. ».

**Art. 54.** Dans le même décret, le titre de la section IX du Chapitre II « L'éducation à la santé » est remplacé par « L'éducation à la santé et au bien-être des jeunes à l'école et leur promotion ».

**Art. 55.** Dans le même décret, l'article 31 est remplacé par un texte rédigé comme suit :

« § 1<sup>er</sup> Le centre met en place ou assume, en collaboration avec la direction de l'établissement scolaire et avec l'équipe éducative ainsi que, le cas échéant, avec le Service PSE, un projet et des actions visant à promouvoir la santé et le bien-être des jeunes à l'école.

§ 2 Les projets et actions visées au paragraphe 1<sup>er</sup> ont pour objectif de développer un climat d'école favorisant le bien-être des élèves, le vivre ensemble et la sérénité propice aux apprentissages, particulièrement en permettant :

1° d'éclairer le choix et de développer le potentiel de choix des élèves;

2° d'augmenter le potentiel d'action collective de sorte que la communauté scolaire prenne elle-même en charge les modifications favorables à son milieu de vie.

§ 3 La priorité est donnée aux projets qui privilégient une approche globale et durable de la santé et du bien-être des jeunes, intégrant notamment les dimensions physiques, mentales et sociales.

§ 4 Les activités consistent tant en l'accompagnement individuel qu'en la mise en place d'actions collectives. Elles s'inscrivent tout à la fois dans une perspective de recherche de solution à un problème détecté que dans une visée de prévention. ».

#### CHAPITRE II. — Des modifications aux décrets et arrêtés fixant le statut des membres du personnel de l'enseignement

Sous-section 1<sup>re</sup>. — Des modifications à l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements

**Art. 56.** A l'alinéa 3 de l'article 51bis de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, le mot « octies » est remplacé par le mot : « quindécies ».

**Art. 57.** Dans le même arrêté royal du 22 mars 1969, il est inséré dans le chapitre IIIbis une section 7 intitulée comme suit : « De l'assistance en justice et de l'assistance psychologique ».

**Art. 58.** Dans le même arrêté royal du 22 mars 1969, il est inséré une section 7 rédigée comme suit :

« Article 51nonies. Dans la présente section, on entend par « victime » le « membre du personnel victime d'un acte de violence » tel que défini à l'article 51bis, alinéa 2 du présent arrêté.

Article 51decies. § 1<sup>er</sup>. La victime peut bénéficier d'une assistance en justice visée au § 2 et/ou de l'assistance psychologique visée au § 3.

§ 2. L'assistance en justice consiste en la prise en charge totale ou partielle des honoraires et des frais d'avocat et de procédure.

§ 3. L'assistance psychologique consiste en la prise en charge de maximum douze séances de consultation auprès d'un psychologue et/ou d'un psychiatre dans le but de fournir une aide immédiate à la victime d'un acte de violence.

§ 4. La victime recourt au prestataire de l'assistance de son choix.

Le cas échéant, le Service concerné visé à l'article 51terdecies lui communique, à sa demande et à titre indicatif, une liste de prestataires à contacter en cas d'agression.

La victime communique à ce Service concerné le nom du/des prestataire(s) de son choix qui prend/prennent en charge son dossier.

Article 51undecies. § 1<sup>er</sup>. Sauf cas de force majeure dûment justifiée, la victime introduit la demande d'assistance en justice visée à l'article 51decies, § 2, et/ou psychologique visée à l'article 51decies, § 3, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans le mois qui suit la survenance des faits.

Lorsque la victime exerce ses fonctions dans l'Enseignement obligatoire, la demande visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est introduite auprès de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire. Celle-ci vérifie si les conditions de la présente section sont remplies.

Lorsque la victime exerce sa fonction au sein d'un établissement d'enseignement supérieur non universitaire, la demande visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est introduite auprès de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire.

§ 2. Dans le même délai, la victime envoie également par lettre recommandée avec accusé de réception, copie de la demande au chef d'établissement pour les établissements, au directeur du centre pour les Centres-psycho-médico-sociaux.

§ 3. La demande indique, dans la mesure du possible, les causes, les circonstances et les conséquences probables de l'acte de violence.

§ 4. Le chef d'établissement ou le directeur du centre, selon le cas, dont relève la victime, fait parvenir son avis à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou à la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire, dans les trois jours ouvrables de la réception de la copie de la demande visée au § 1<sup>er</sup>.

Il remet à la victime une copie de son avis.

Article 51*duodecies*. § 1<sup>er</sup>. La décision d'octroi d'assistance est prise dans les 15 jours ouvrables qui suivent la réception de la demande visée à l'article 51*undecies*, § 1<sup>er</sup>, par la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire selon le cas.

§ 2. En cas de refus, le membre du personnel ou, en cas de force majeure dûment justifié, son représentant, peut introduire, via la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire, un recours auprès du Ministre fonctionnel.

Le recours est introduit par lettre recommandée dans les 15 jours ouvrables qui suivent la notification du refus d'octroi d'assistance.

Article 51*terdecies*. § 1<sup>er</sup>. La gestion de l'assistance en justice et psychologique relève du Service général d'Appui de la Direction générale de l'Audit, de la Coordination et de l'Appui.

§ 2. Dans la présente section, par Service concerné, il faut entendre le Service visé au § 1<sup>er</sup>.

Article 51*quaterdecies*. § 1<sup>er</sup>. La prise en charge des honoraires et des frais d'avocat, de procédure et de consultation psychologique et/ou psychiatrique ne peut pas excéder, par sinistre, 3.718,40 euros.

§ 2. A titre exceptionnel, sur demande dûment motivée, la prise en charge peut excéder le seuil prévu au paragraphe 1<sup>er</sup>. La victime ou, en cas de force majeure dûment justifié, son représentant, introduit cette demande dûment motivée auprès du Service concerné.

§ 3. Les frais remboursés ou pris en charge, totalement ou partiellement, soit en vertu d'une autre disposition légale ou réglementaire, soit en vertu d'un contrat d'assurance souscrit par la victime ou par tout tiers, ne donnent pas lieu à une intervention.

§ 4. La victime communique au Service concerné les pièces justifiant les dépenses. A cet effet, sont communiqués, notamment, les citations, assignations et généralement tous les actes judiciaires dans les 10 jours ouvrables de leur remise ou signification.

§ 5. Le Service concerné apprécie les états de frais et d'honoraires visés aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2. Ce Service peut refuser ou interrompre son intervention lorsqu'il juge :

- 1° que la thèse de la victime n'est pas défendable;
- 2° que la proposition transactionnelle faite par le tiers est équitable et sérieuse;
- 3° qu'un recours contre une décision judiciaire intervenue ne présente pas de chance sérieuse de succès.

Toutefois, les frais ou honoraires pour lesquels le Service concerné a refusé ou interrompu son intervention en application de l'alinéa précédent sont pris en charge conformément au présent titre lorsque la victime obtient gain de cause par une décision définitive non susceptible de recours ordinaire ou extraordinaire.

La décision du Service concerné de refuser ou d'interrompre son intervention est susceptible de recours auprès du Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions dans un délai de 20 jours ouvrables à dater de la réception de ladite décision.

Article 51*quindecies*. Les crédits nécessaires à couvrir les dépenses générées par les assistances en justice et psychologiques sont inscrits au budget de la Communauté française dans le cadre des crédits octroyés au service concerné. ».

Sous-section II. — Des modifications à l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française

**Art. 59.** A l'alinéa 3 de l'article 37*quater* de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française, le chiffre « 37*decies* » est remplacé par le mot : « 37*sedecies* ».

**Art. 60.** Dans l'arrêté royal du 25 octobre 1971, il est inséré dans le chapitre VIII*ter*, une section 7 intitulée comme suit : « De l'assistance en justice et de l'assistance psychologique ».

**Art. 61.** La section 7, insérée par l'article 60 dans le chapitre VIII*ter* de l'arrêté royal du 25 octobre 1971, est rédigée comme suit :

« Article 37*undecies*. Dans la présente section, on entend par « victime », le "membre du personnel victime d'un acte de violence" tel que défini à l'article 37*quater*, alinéa 2.

Article 37*duodecies*. § 1<sup>er</sup>. La victime peut bénéficier d'une assistance en justice visée au § 2 et/ou de l'assistance psychologique visée au § 3.

§ 2. L'assistance en justice consiste en la prise en charge totale ou partielle des honoraires et des frais d'avocat et de procédure.

§ 3. L'assistance psychologique consiste en la prise en charge de maximum douze séances de consultation auprès d'un psychologue et/ou d'un psychiatre dans le but de fournir une aide immédiate à la victime d'un acte de violence.

§ 4. La victime recourt au prestataire de l'assistance de son choix.

Le cas échéant, le Service concerné visé à l'article 51*terdecies* lui communique, à sa demande et à titre indicatif, une liste de prestataires à contacter en cas d'agression.

La victime communique à ce Service concerné le nom du/des prestataire(s) de son choix qui prend/prennent en charge son dossier.

Article 37*terdecies*. § 1<sup>er</sup>. Sauf cas de force majeure dûment justifiée, la victime introduit la demande d'assistance en justice visée à l'article 51*decies*, § 2, et/ou psychologique visée à l'article 51*decies*, § 3, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans le mois qui suit la survenance des faits.

Lorsque la victime exerce ses fonctions dans l'Enseignement obligatoire, la demande visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est introduite auprès de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire. Celle-ci vérifie si les conditions de la présente section sont remplies.

Lorsque la victime exerce sa fonction au sein d'un établissement d'enseignement supérieur non universitaire, la demande visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est introduite auprès de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire.

§ 2. Dans le même délai, la victime envoie également par lettre recommandée avec accusé de réception, copie de la demande au chef d'établissement pour les établissements, au directeur du centre pour les centres-psycho-médico-sociaux.

§ 3. La demande indique, dans la mesure du possible, les causes, les circonstances et les conséquences probables de l'acte de violence.

§ 4. Le chef d'établissement ou le directeur du centre, selon le cas, dont relève la victime, fait parvenir son avis à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou à la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire, dans les trois jours ouvrables de la réception de la copie de la demande visée au § 1<sup>er</sup>.

Il remet à la victime une copie de son avis.

Article 37*quaterdecies*. § 1<sup>er</sup>. La décision d'octroi d'assistance est prise dans les 15 jours ouvrables qui suivent la réception de la demande visée à l'article 51*undecies*, § 1<sup>er</sup>, par la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire selon le cas.

§ 2. En cas de refus, le membre du personnel ou, en cas de force majeure dûment justifié, son représentant, peut introduire, via la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire, un recours auprès du Ministre fonctionnel.

Le recours est introduit par lettre recommandée dans les 15 jours ouvrables qui suivent la notification du refus d'octroi d'assistance.

Article 37*quindecies*. § 1<sup>er</sup>. La gestion de l'assistance en justice et psychologique relève du Service général d'Appui de la Direction générale de l'Audit, de la Coordination et de l'Appui.

§ 2. Dans la présente section, par Service concerné, il faut entendre le Service visé au § 1<sup>er</sup>.

Article 37*sedecies*. § 1<sup>er</sup>. La prise en charge des honoraires et des frais d'avocat, de procédure et de consultation psychologique et/ou psychiatrique ne peut pas excéder, par sinistre, 3.718,40 euros.

§ 2. A titre exceptionnel, sur demande dûment motivée, la prise en charge peut excéder le seuil prévu au paragraphe 1<sup>er</sup>. La victime ou, en cas de force majeure dûment justifié, son représentant, introduit cette demande dûment motivée auprès du Service concerné.

§ 3. Les frais remboursés ou pris en charge, totalement ou partiellement, soit en vertu d'une autre disposition légale ou réglementaire, soit en vertu d'un contrat d'assurance souscrit par la victime ou par tout tiers, ne donnent pas lieu à une intervention.

§ 4. La victime communique au Service concerné les pièces justifiant les dépenses. A cet effet, sont communiqués, notamment, les citations, assignations et généralement tous les actes judiciaires dans les 10 jours ouvrables de leur remise ou signification.

§ 5. Le Service concerné apprécie les états de frais et d'honoraires visés aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2. Ce Service peut refuser ou interrompre son intervention lorsqu'il juge :

- 1° que la thèse de la victime n'est pas défendable;
- 2° que la proposition transactionnelle faite par le tiers est équitable et sérieuse;
- 3° qu'un recours contre une décision judiciaire intervenue ne présente pas de chance sérieuse de succès.

Toutefois, les frais ou honoraires pour lesquels le Service concerné a refusé ou interrompu son intervention en application de l'alinéa précédent sont pris en charge conformément au présent titre lorsque la victime obtient gain de cause par une décision définitive non susceptible de recours ordinaire ou extraordinaire.

La décision du Service concerné de refuser ou d'interrompre son intervention est susceptible de recours auprès du Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions dans un délai de 20 jours ouvrables à dater de la réception de ladite décision.

Article 37*septiesdecies*. Les crédits nécessaires à couvrir les dépenses générées par les assistances en justice et psychologiques sont inscrits au budget de la Communauté française dans le cadre des crédits octroyés au service concerné. »

Sous-section III. — Des modifications à l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des centres psycho-médico-sociaux spécialisés de la Communauté française, des centres de formation de la Communauté française ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux, des offices d'orientation scolaire et professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux spécialisés

**Art. 62.** Dans l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des Centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des Centres psycho-médico-sociaux spécialisés de la Communauté française, des Centres de formation de la Communauté française ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des Centres psycho-médico-sociaux, des offices d'orientation scolaire et professionnelle et des Centres psycho-médico-sociaux spécialisés, il est inséré dans le chapitre II une section 1/1 intitulée comme suit : « De l'assistance en justice et de l'assistance psychologique ».

**Art. 63.** La section 1/1, insérée par l'article 62 dans le chapitre II du même arrêté royal du 27 juillet 1979, est rédigée comme suit :

« Article 2*sexies*. Dans la présente section, il faut entendre par « acte de violence », toute atteinte physique et/ou psychologique commise avec une intention malveillante, toute agression à caractère racial, religieux ou sexiste contre un membre du personnel ainsi que toute détérioration aux biens de celui-ci commise soit par un élève, soit par un tiers sur instigation ou avec la complicité de celui-ci, soit par un membre de la famille de l'élève ou toute personne habitant sous le même toit, dans le cadre du service du membre du personnel ou en relation directe avec celui-ci, soit par tout autre personne n'appartenant pas au personnel de l'établissement, pour autant qu'il soit démontré par la victime que l'acte de violence est en relation directe avec le service.

Il faut entendre par « victime » : le membre du personnel visé par le présent décret qui est reconnu victime d'un accident de travail résultant de l'acte défini à l'alinéa 1<sup>er</sup> par le service du Gouvernement visé à l'article 6 de l'arrêté royal du 24 janvier 1969 relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel du secteur public, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail. ».

Article 2*septies*. § 1<sup>er</sup>. La victime peut bénéficier d'une assistance en justice visée au § 2 et/ou de l'assistance psychologique visée au § 3.

§ 2. L'assistance en justice consiste en la prise en charge totale ou partielle des honoraires et des frais d'avocat et de procédure.

§ 3. L'assistance psychologique consiste en la prise en charge de maximum douze séances de consultation auprès d'un psychologue et/ou d'un psychiatre dans le but de fournir une aide immédiate à la victime d'un acte de violence.

§ 4. L'assistance en justice et l'assistance psychologique telles que définies aux paragraphes 2 et 3 ne sont octroyées que pour autant que la victime ait déposé plainte auprès des autorités judiciaires.

§ 5. La victime recourt au prestataire de l'assistance de son choix.

Le cas échéant, le Service concerné visé à l'article 51*terdecies* lui communique, à sa demande et à titre indicatif, une liste de prestataires à contacter en cas d'agression.

La victime communique à ce Service concerné le nom du/des prestataire(s) de son choix qui prend/prennent en charge son dossier.

Article 2*octies*. § 1<sup>er</sup>. Sauf cas de force majeure dûment justifiée, la victime introduit la demande d'assistance en justice visée à l'article 51*decies*, § 2, et/ou psychologique visée à l'article 51*decies*, § 3, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans le mois qui suit la survenance des faits.

Lorsque la victime exerce ses fonctions dans l'Enseignement obligatoire, la demande visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est introduite auprès de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire. Celle-ci vérifie si les conditions de la présente section sont remplies.

Lorsque la victime exerce sa fonction au sein d'un établissement d'enseignement supérieur non universitaire, la demande visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est introduite auprès de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire.

§ 2. Dans le même délai, la victime envoie également par lettre recommandée avec accusé de réception, copie de la demande au chef d'établissement pour les établissements, au directeur du centre pour les Centres-psycho-médico-sociaux.

§ 3. La demande indique, dans la mesure du possible, les causes, les circonstances et les conséquences probables de l'acte de violence.

§ 4. Le chef d'établissement ou le directeur du centre, selon le cas, dont relève la victime, fait parvenir son avis à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou à la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire, dans les trois jours ouvrables de la réception de la copie de la demande visée au paragraphe 1<sup>er</sup>.

Il remet à la victime une copie de son avis.

Article 2*nonies*. § 1<sup>er</sup>. La décision d'octroi d'assistance est prise dans les quinze jours ouvrables qui suivent la réception de la demande visée à l'article 51*undecies*, § 1<sup>er</sup>, par la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire selon le cas.

§ 2. En cas de refus, le membre du personnel ou, en cas de force majeure dûment justifié, son représentant, peut introduire, via la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire, un recours auprès du Ministre fonctionnel.

Le recours est introduit par lettre recommandée dans les quinze jours ouvrables qui suivent la notification du refus d'octroi d'assistance.

Article 2*decies*. § 1<sup>er</sup>. La gestion de l'assistance en justice et psychologique relève du Service général d'Appui de la Direction générale de l'Audit, de la Coordination et de l'Appui.

§ 2. Dans la présente section, par Service concerné, il faut entendre le Service visé au paragraphe 1<sup>er</sup>.

Article 2*undecies*. § 1<sup>er</sup>. La prise en charge des honoraires et des frais d'avocat, de procédure et de consultation psychologique et/ou psychiatrique ne peut pas excéder, par sinistre, 3.718,40 euros.

§ 2. A titre exceptionnel, sur demande dûment motivée, la prise en charge peut excéder le seuil prévu au paragraphe 1<sup>er</sup>. La victime ou, en cas de force majeure dûment justifié, son représentant, introduit cette demande dûment motivée auprès du Service concerné.

§ 3. Les frais remboursés ou pris en charge, totalement ou partiellement, soit en vertu d'une autre disposition légale ou réglementaire, soit en vertu d'un contrat d'assurance souscrit par la victime ou par tout tiers, ne donnent pas lieu à une intervention.

§ 4. La victime communique au Service concerné les pièces justifiant les dépenses. A cet effet, sont communiqués, notamment, les citations, assignations et généralement tous les actes judiciaires dans les dix jours ouvrables de leur remise ou signification.

§ 5. Le Service concerné apprécie les états de frais et d'honoraires visés aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2. Ce Service peut refuser ou interrompre son intervention lorsqu'il juge :

- 1° que la thèse de la victime n'est pas défendable;
- 2° que la proposition transactionnelle faite par le tiers est équitable et sérieuse;
- 3° qu'un recours contre une décision judiciaire intervenue ne présente pas de chance sérieuse de succès.

Toutefois, les frais ou honoraires pour lesquels le Service concerné a refusé ou interrompu son intervention en application de l'alinéa précédent sont pris en charge conformément au présent titre lorsque la victime obtient gain de cause par une décision définitive non susceptible de recours ordinaire ou extraordinaire.

La décision du Service concerné de refuser ou d'interrompre son intervention est susceptible de recours auprès du Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions dans un délai de vingt jours ouvrables à dater de la réception de ladite décision.

Article 2*duodecies*. Les crédits nécessaires à couvrir les dépenses générées par les assistances en justice et psychologiques sont inscrits au budget de la Communauté française dans le cadre des crédits octroyés au service concerné. ».

Sous-section IV. — Des modifications du décret du 1<sup>er</sup> février 1993  
fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné

**Art. 64.** Dans le décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, il est inséré un chapitre II/1 intitulé comme suit : « De l'assistance en justice et de l'assistance psychologique ».

**Art. 65.** Le nouveau chapitre II/1, inséré par l'article 64 dans le même décret du 1<sup>er</sup> février 1993, est rédigé comme suit.

« Article 27<sup>ter</sup>. Dans le présent décret, on entend par « victime », le « membre du personnel victime d'un acte de violence » tel que défini au paragraphe 2 de l'article 34<sup>quinquies</sup>.

Article 27<sup>quater</sup>. § 1<sup>er</sup>. La victime peut bénéficier d'une assistance en justice visée au paragraphe 2 et/ou de l'assistance psychologique visée au paragraphe 3.

§ 2. L'assistance en justice consiste en la prise en charge totale ou partielle des honoraires et des frais d'avocat et de procédure.

§ 3. L'assistance psychologique consiste en la prise en charge de maximum douze séances de consultation auprès d'un psychologue et/ou d'un psychiatre dans le but de fournir une aide immédiate à la victime d'un acte de violence.

§ 4. L'assistance en justice et l'assistance psychologique telles que définies aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 ne sont octroyées que pour autant que la victime ait déposé plainte auprès des autorités judiciaires.

§ 5. La victime recourt au prestataire de l'assistance de son choix.

Le cas échéant, le Service concerné visé à l'article 34<sup>sexies</sup>/6 lui communique, à sa demande et à titre indicatif, une liste de prestataires à contacter en cas d'agression.

La victime communique à ce Service concerné le nom du/des prestataire(s) de son choix qui prend/prennent en charge son dossier.

Article 27<sup>quinquies</sup>. § 1<sup>er</sup>. Sauf cas de force majeure dûment justifiée, la victime introduit la demande d'assistance en justice et/ou psychologique visée à l'article 34<sup>sexies</sup>/2, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans le mois qui suit la survenance des faits.

Lorsque la victime exerce ses fonctions dans l'Enseignement obligatoire, la demande visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est introduite auprès de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire. Celle-ci vérifie si les conditions de la présente section sont remplies.

Lorsque la victime exerce sa fonction au sein d'un établissement d'enseignement supérieur non universitaire, la demande visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est introduite auprès de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire.

§ 2. Dans le même délai, la victime envoie également par lettre recommandée avec accusé de réception, copie de la demande à son pouvoir organisateur.

§ 3. La demande indique, dans la mesure du possible, les causes, les circonstances et les conséquences probables de l'acte de violence.

§ 4. Le pouvoir organisateur dont relève la victime fait parvenir son avis à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou à la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire, dans les trois jours ouvrables de la réception de la copie de la demande visée au § 1<sup>er</sup>.

Il remet à la victime une copie de son avis.

Article 27<sup>sexies</sup>. § 1<sup>er</sup>. La décision d'octroi d'assistance est prise dans les 15 jours ouvrables qui suivent la réception de la demande visée à l'article 34<sup>sexies</sup>/3 par la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire selon le cas.

§ 2. En cas de refus, le membre du personnel ou, en cas de force majeure dûment justifié, son représentant, peut introduire, via la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire, un recours auprès du Ministre fonctionnel.

Le recours est introduit par lettre recommandée dans les 15 jours ouvrables qui suivent la notification du refus d'octroi d'assistance.

Article 27<sup>septies</sup>. § 1<sup>er</sup>. La gestion de l'assistance en justice et psychologique relève du Service général d'Appui de la Direction générale de l'Audit, de la Coordination et de l'Appui.

§ 2. Dans le présent décret, par Service concerné, il faut entendre le Service visé au § 1<sup>er</sup>.

Article 27<sup>octies</sup>. § 1<sup>er</sup>. La prise en charge des honoraires et des frais d'avocat, de procédure et de consultation psychologique et/ou psychiatrique ne peut pas excéder, par sinistre, 3.718,40 euros.

§ 2. A titre exceptionnel, sur demande dûment motivée, la prise en charge peut excéder le seuil prévu au paragraphe 1<sup>er</sup>. La victime ou, en cas de force majeure dûment justifié, son représentant, introduit cette demande dûment motivée auprès du Service concerné.

§ 3. Les frais remboursés ou pris en charge, totalement ou partiellement, soit en vertu d'une autre disposition légale ou réglementaire, soit en vertu d'un contrat d'assurance souscrit par la victime ou par tout tiers, ne donnent pas lieu à une intervention.

§ 4. La victime communique au Service concerné les pièces justifiant les dépenses. A cet effet, sont communiqués, notamment, les citations, assignations et généralement tous les actes judiciaires dans les 10 jours ouvrables de leur remise ou signification.

§ 5. Le Service concerné apprécie les états de frais et d'honoraires visés aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2. Ce Service peut refuser ou interrompre son intervention lorsqu'il juge :

1° que la thèse de la victime n'est pas défendable;

2° que la proposition transactionnelle faite par le tiers est équitable et sérieuse;

3° qu'un recours contre une décision judiciaire intervenue ne présente pas de chance sérieuse de succès.

Toutefois, les frais ou honoraires pour lesquels le Service concerné a refusé ou interrompu son intervention en application de l'alinéa précédent sont pris en charge conformément au présent titre lorsque la victime obtient gain de cause par une décision définitive non susceptible de recours ordinaire ou extraordinaire.



La décision du Service concerné de refuser ou d'interrompre son intervention est susceptible de recours auprès du Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions dans un délai de 20 jours ouvrables à dater de la réception de ladite décision.

Article 27*nonies*. Les crédits nécessaires à couvrir les dépenses générées par les assistances en justice et psychologiques sont inscrits au budget de la Communauté française dans le cadre des crédits octroyés au service concerné. ».

Sous-section V. — Des modifications du décret du 6 juin 1994  
fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné

**Art. 66.** Dans le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, il est inséré dans la section 5 du chapitre III, une sous-section 5 intitulée comme suit : « De l'assistance en justice et de l'assistance psychologique ».

**Art. 67.** La sous-section 5, insérée par l'article 66 dans le décret du 6 juin 1994, est rédigée comme suit :

« Article 36*sexies*. § 1<sup>er</sup>. Dans la présente section, on entend par « victime » le « membre du personnel victime d'un acte de violence » tel que défini à l'article 36*bis*, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

§ 2. L'assistance en justice et l'assistance psychologique ne sont octroyées que pour autant que la victime ait déposé une plainte auprès des autorités judiciaires.

Article 36*septies*. § 1<sup>er</sup>. La victime peut bénéficier d'une assistance en justice visée au § 2 et/ou de l'assistance psychologique visée au § 3.

§ 2. L'assistance en justice consiste en la prise en charge totale ou partielle des honoraires et des frais d'avocat et de procédure.

§ 3. L'assistance psychologique consiste en la prise en charge de maximum douze séances de consultation auprès d'un psychologue et/ou d'un psychiatre dans le but de fournir une aide immédiate à la victime d'un acte de violence.

§ 4. L'assistance en justice et l'assistance psychologique telles que définies aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 ne sont octroyées que pour autant que la victime ait déposé plainte auprès des autorités judiciaires.

§ 5. La victime recourt au prestataire de l'assistance de son choix.

Le cas échéant, le Service concerné visé à l'article 37*nonies* lui communique, à sa demande et à titre indicatif, une liste de prestataires à contacter en cas d'agression.

La victime communique au Service concerné le nom du/des prestataire(s) de son choix qui prend/prennent en charge son dossier.

Article 36*octies*. § 1<sup>er</sup>. Sauf cas de force majeure dûment justifiée, la victime introduit la demande d'assistance en justice visée à l'article 37*sexies*, § 2, et/ou psychologique visée à l'article 37*sexies*, § 3, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans le mois qui suit la survenance des faits.

Lorsque la victime exerce ses fonctions dans l'Enseignement obligatoire, la demande visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est introduite auprès de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire. Celle-ci vérifie si les conditions de la présente section sont remplies.

Lorsque la victime exerce sa fonction au sein d'un établissement d'enseignement supérieur non universitaire, la demande visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est introduite auprès de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire.

§ 2. Dans le même délai, la victime envoie également par lettre recommandée avec accusé de réception, copie de la demande à son pouvoir organisateur.

§ 3. La demande indique, dans la mesure du possible, les causes, les circonstances et les conséquences probables de l'acte de violence.

§ 4. Le pouvoir organisateur dont relève la victime, fait parvenir son avis à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou à la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire, dans les trois jours ouvrables de la réception de la copie de la demande visée au § 1<sup>er</sup>.

Il remet à la victime une copie de son avis.

Article 36*nonies*. § 1<sup>er</sup>. La décision d'octroi d'assistance est prise dans les 15 jours ouvrables qui suivent la réception de la demande visée à l'article 37*septies*, par la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire selon le cas.

§ 2. En cas de refus, le membre du personnel ou, en cas de force majeure dûment justifié, son représentant, peut introduire, via la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire, un recours auprès du Ministre fonctionnel.

Le recours est introduit par lettre recommandée dans les quinze jours ouvrables qui suivent la notification du refus d'octroi d'assistance.

Article 36*decies*. § 1<sup>er</sup>. La gestion de l'assistance en justice et psychologique relève du Service général d'Appui de la Direction générale de l'Audit, de la Coordination et de l'Appui.

§ 2. Dans la présente section, par Service concerné, il faut entendre le Service visé au paragraphe 1<sup>er</sup>.

Article 36*undecies*. § 1<sup>er</sup>. La prise en charge des honoraires et des frais d'avocat, de procédure et de consultation psychologique et/ou psychiatrique ne peut pas excéder, par sinistre, 3.718 ,40 euros.

§ 2. A titre exceptionnel, sur demande dûment motivée, la prise en charge peut excéder le seuil prévu au paragraphe 1<sup>er</sup>. La victime ou, en cas de force majeure dûment justifié, son représentant, introduit cette demande dûment motivée auprès du Service concerné.

§ 3. Les frais remboursés ou pris en charge, totalement ou partiellement, soit en vertu d'une autre disposition légale ou réglementaire, soit en vertu d'un contrat d'assurance souscrit par la victime ou par tout tiers, ne donnent pas lieu à une intervention.

§ 4. La victime communique au Service concerné les pièces justifiant les dépenses. A cet effet, sont communiqués, notamment, les citations, assignations et généralement tous les actes judiciaires dans les 10 jours ouvrables de leur remise ou signification.

§ 5. Le Service concerné apprécie les états de frais et d'honoraires visés aux paragraphes 1 et 2. Ce Service peut refuser ou interrompre son intervention lorsqu'il juge :

- 1° que la thèse de la victime n'est pas défendable;
- 2° que la proposition transactionnelle faite par le tiers est équitable et sérieuse;
- 3° qu'un recours contre une décision judiciaire intervenue ne présente pas de chance sérieuse de succès.

Toutefois, les frais ou honoraires pour lesquels le Service concerné a refusé ou interrompu son intervention en application de l'alinéa précédent sont pris en charge conformément au présent titre lorsque la victime obtient gain de cause par une décision définitive non susceptible de recours ordinaire ou extraordinaire.

La décision du Service concerné de refuser ou d'interrompre son intervention est susceptible de recours auprès du Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions dans un délai de vingt jours ouvrables à dater de la réception de ladite décision.

Article 36*duodecies*. Les crédits nécessaires à couvrir les dépenses générées par les assistances en justice et psychologiques sont inscrits au budget de la Communauté française dans le cadre des crédits octroyés au service concerné. ».

Sous-section VI. — Des modifications du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des Centres psycho-médico-sociaux subventionnés officiels

**Art. 68.** Dans le décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux subventionnés officiels, il est inséré un chapitre II/1 intitulé comme suit : « De l'assistance en justice et de l'assistance psychologique ».

**Art. 69.** Le chapitre II/1 inséré par l'article 68 dans le même décret du 31 janvier 2002 est rédigé comme suit :

« Article 16/1 Dans la présente section, il faut entendre par « acte de violence », toute atteinte physique et/ou psychologique commise avec une intention malveillante, toute agression à caractère racial, religieux ou sexiste contre un membre du personnel ainsi que toute détérioration aux biens de celui-ci commise soit par un élève, soit par un tiers sur instigation ou avec la complicité de celui-ci, soit par un membre de la famille de l'élève ou toute personne habitant sous le même toit, dans le cadre du service du membre du personnel ou en relation directe avec celui-ci, soit par tout autre personne n'appartenant pas au personnel de l'établissement, pour autant qu'il soit démontré par la victime que l'acte de violence est en relation directe avec le service.

Il faut entendre par « victime » : le membre du personnel visé par le présent décret qui est reconnu victime d'un accident de travail résultant de l'acte défini à l'alinéa 1<sup>er</sup> par le service du Gouvernement visé à l'article 6 de l'arrêté royal du 24 janvier 1969 relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel du secteur public, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail. ».

Article 16/2. § 1<sup>er</sup>. La victime peut bénéficier d'une assistance en justice visée au paragraphe 2 et/ou de l'assistance psychologique visée au paragraphe 3.

§ 2. L'assistance en justice consiste en la prise en charge totale ou partielle des honoraires et des frais d'avocat et de procédure.

§ 3. L'assistance psychologique consiste en la prise en charge de maximum douze séances de consultation auprès d'un psychologue et/ou d'un psychiatre dans le but de fournir une aide immédiate à la victime d'un acte de violence.

§ 4. L'assistance en justice et l'assistance psychologique telles que définies aux paragraphes 2 et 3 ne sont octroyées que pour autant que la victime ait déposé plainte auprès des autorités judiciaires.

§ 5. La victime recourt au prestataire de l'assistance de son choix.

Le cas échéant, le Service concerné visé à l'article 51*terdecies* lui communique, à sa demande et à titre indicatif, une liste de prestataires à contacter en cas d'agression.

La victime communique à ce Service concerné le nom du/des prestataire(s) de son choix qui prend/prennent en charge son dossier.

Article 16/3. § 1<sup>er</sup>. Sauf cas de force majeure dûment justifiée, la victime introduit la demande d'assistance en justice visée à l'article 51*decies*, § 2, et/ou psychologique visée à l'article 51*decies*, § 3, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans le mois qui suit la survenance des faits.

Lorsque la victime exerce ses fonctions dans l'Enseignement obligatoire, la demande visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est introduite auprès de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire. Celle-ci vérifie si les conditions de la présente section sont remplies.

Lorsque la victime exerce sa fonction au sein d'un établissement d'enseignement supérieur non universitaire, la demande visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est introduite auprès de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire.

§ 2. Dans le même délai, la victime envoie également par lettre recommandée avec accusé de réception, copie de la demande au chef d'établissement pour les établissements, au directeur du centre pour les Centres-psycho-médico-sociaux.

§ 3. La demande indique, dans la mesure du possible, les causes, les circonstances et les conséquences probables de l'acte de violence.

§ 4. Le chef d'établissement ou le directeur du centre, selon le cas, dont relève la victime, fait parvenir son avis à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou à la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire, dans les trois jours ouvrables de la réception de la copie de la demande visée au § 1<sup>er</sup>.

Il remet à la victime une copie de son avis.

Article 16/4. § 1<sup>er</sup>. La décision d'octroi d'assistance est prise dans les 15 jours ouvrables qui suivent la réception de la demande visée à l'article 51*undecies*, § 1<sup>er</sup>, par la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire selon le cas.

§ 2. En cas de refus, le membre du personnel ou, en cas de force majeure dûment justifié, son représentant, peut introduire, via la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire, un recours auprès du Ministre fonctionnel.

Le recours est introduit par lettre recommandée dans les 15 jours ouvrables qui suivent la notification du refus d'octroi d'assistance.

Article 16/5. § 1<sup>er</sup>. La gestion de l'assistance en justice et psychologique relève du Service général d'Appui de la Direction générale de l'Audit, de la Coordination et de l'Appui.

§ 2. Dans la présente section, par Service concerné, il faut entendre le Service visé au § 1<sup>er</sup>.

Article 16/6. § 1<sup>er</sup>. La prise en charge des honoraires et des frais d'avocat, de procédure et de consultation psychologique et/ou psychiatrique ne peut pas excéder, par sinistre, 3.718,40 euros.

§ 2. A titre exceptionnel, sur demande dûment motivée, la prise en charge peut excéder le seuil prévu au paragraphe 1<sup>er</sup>. La victime ou, en cas de force majeure dûment justifié, son représentant, introduit cette demande dûment motivée auprès du Service concerné.

§ 3. Les frais remboursés ou pris en charge, totalement ou partiellement, soit en vertu d'une autre disposition légale ou réglementaire, soit en vertu d'un contrat d'assurance souscrit par la victime ou par tout tiers, ne donnent pas lieu à une intervention.

§ 4. La victime communique au Service concerné les pièces justifiant les dépenses. A cet effet, sont communiqués, notamment, les citations, assignations et généralement tous les actes judiciaires dans les 10 jours ouvrables de leur remise ou signification.

§ 5. Le Service concerné apprécie les états de frais et d'honoraires visés aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2. Ce Service peut refuser ou interrompre son intervention lorsqu'il juge :

1° que la thèse de la victime n'est pas défendable;

2° que la proposition transactionnelle faite par le tiers est équitable et sérieuse;

3° qu'un recours contre une décision judiciaire intervenue ne présente pas de chance sérieuse de succès.

Toutefois, les frais ou honoraires pour lesquels le Service concerné a refusé ou interrompu son intervention en application de l'alinéa précédent sont pris en charge conformément au présent titre lorsque la victime obtient gain de cause par une décision définitive non susceptible de recours ordinaire ou extraordinaire.

La décision du Service concerné de refuser ou d'interrompre son intervention est susceptible de recours auprès du Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions dans un délai de 20 jours ouvrables à dater de la réception de ladite décision.

Article 16/7. Les crédits nécessaires à couvrir les dépenses générées par les assistances en justice et psychologiques sont inscrits au budget de la Communauté française dans le cadre des crédits octroyés au service concerné. ».

Sous-section VII. — Des modifications du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des Centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés

**Art. 70.** Dans le décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des Centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés, il est inséré un chapitre II/1 intitulé comme suit : « De l'assistance en justice et de l'assistance psychologique ».

**Art. 71.** Le chapitre II/1 inséré par l'article 70 dans le même décret du 31 janvier 2002 est rédigé comme suit :

« Article 24<sup>ter</sup>. Dans la présente section, il faut entendre par « acte de violence », toute atteinte physique et/ou psychologique commise avec une intention malveillante, toute agression à caractère racial, religieux ou sexiste contre un membre du personnel ainsi que toute détérioration aux biens de celui-ci commise soit par un élève, soit par un tiers sur instigation ou avec la complicité de celui-ci, soit par un membre de la famille de l'élève ou toute personne habitant sous le même toit, dans le cadre du service du membre du personnel ou en relation directe avec celui-ci, soit par tout autre personne n'appartenant pas au personnel de l'établissement, pour autant qu'il soit démontré par la victime que l'acte de violence est en relation directe avec le service.

Il faut entendre par « victime » : le membre du personnel visé par le présent décret qui est reconnu victime d'un accident de travail résultant de l'acte défini à l'alinéa 1<sup>er</sup> par le service du Gouvernement visé à l'article 6 de l'arrêté royal du 24 janvier 1969 relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel du secteur public, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail. ».

Article 24<sup>quater</sup>. § 1<sup>er</sup>. La victime peut bénéficier d'une assistance en justice visée au paragraphe 2 et/ou de l'assistance psychologique visée au paragraphe 3.

§ 2. L'assistance en justice consiste en la prise en charge totale ou partielle des honoraires et des frais d'avocat et de procédure.

§ 3. L'assistance psychologique consiste en la prise en charge de maximum douze séances de consultation auprès d'un psychologue et/ou d'un psychiatre dans le but de fournir une aide immédiate à la victime d'un acte de violence.

§ 4. L'assistance en justice et l'assistance psychologique telles que définies aux paragraphes 2 et 3 ne sont octroyées que pour autant que la victime ait déposé plainte auprès des autorités judiciaires.

§ 5. La victime recourt au prestataire de l'assistance de son choix.

Le cas échéant, le Service concerné visé à l'article 51<sup>terdecies</sup> lui communique, à sa demande et à titre indicatif, une liste de prestataires à contacter en cas d'agression.

La victime communique à ce Service concerné le nom du/des prestataire(s) de son choix qui prend/prennent en charge son dossier.

Article 24<sup>quinquies</sup>. § 1<sup>er</sup>. Sauf cas de force majeure dûment justifiée, la victime introduit la demande d'assistance en justice visée à l'article 51<sup>decies</sup>, § 2, et/ou psychologique visée à l'article 51<sup>decies</sup>, § 3, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans le mois qui suit la survenance des faits.

Lorsque la victime exerce ses fonctions dans l'Enseignement obligatoire, la demande visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est introduite auprès de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire. Celle-ci vérifie si les conditions de la présente section sont remplies.

Lorsque la victime exerce sa fonction au sein d'un établissement d'enseignement supérieur non universitaire, la demande visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est introduite auprès de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire.

§ 2. Dans le même délai, la victime envoie également par lettre recommandée avec accusé de réception, copie de la demande au chef d'établissement pour les établissements, au directeur du centre pour les Centres-psycho-médico-sociaux.

§ 3. La demande indique, dans la mesure du possible, les causes, les circonstances et les conséquences probables de l'acte de violence.

§ 4. Le chef d'établissement ou le directeur du centre, selon le cas, dont relève la victime, fait parvenir son avis à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou à la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire, dans les trois jours ouvrables de la réception de la copie de la demande visée au § 1<sup>er</sup>.

Il remet à la victime une copie de son avis.

Article 24*sexies*. § 1<sup>er</sup>. La décision d'octroi d'assistance est prise dans les 15 jours ouvrables qui suivent la réception de la demande visée à l'article 51*undecies*, § 1<sup>er</sup>, par la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire selon le cas.

§ 2. En cas de refus, le membre du personnel ou, en cas de force majeure dûment justifié, son représentant, peut introduire, via la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire, un recours auprès du Ministre fonctionnel.

Le recours est introduit par lettre recommandée dans les quinze jours ouvrables qui suivent la notification du refus d'octroi d'assistance.

Article 24*septies*. § 1<sup>er</sup>. La gestion de l'assistance en justice et psychologique relève du Service général d'Appui de la Direction générale de l'Audit, de la Coordination et de l'Appui.

§ 2. Dans la présente section, par Service concerné, il faut entendre le Service visé au § 1<sup>er</sup>.

Article 24*octies*. § 1<sup>er</sup>. La prise en charge des honoraires et des frais d'avocat, de procédure et de consultation psychologique et/ou psychiatrique ne peut pas excéder, par sinistre, 3.718,40 euros.

§ 2. A titre exceptionnel, sur demande dûment motivée, la prise en charge peut excéder le seuil prévu au paragraphe 1<sup>er</sup>. La victime ou, en cas de force majeure dûment justifié, son représentant, introduit cette demande dûment motivée auprès du Service concerné.

§ 3. Les frais remboursés ou pris en charge, totalement ou partiellement, soit en vertu d'une autre disposition légale ou réglementaire, soit en vertu d'un contrat d'assurance souscrit par la victime ou par tout tiers, ne donnent pas lieu à une intervention.

§ 4. La victime communique au Service concerné les pièces justifiant les dépenses. A cet effet, sont communiqués, notamment, les citations, assignations et généralement tous les actes judiciaires dans les dix jours ouvrables de leur remise ou signification.

§ 5. Le Service concerné apprécie les états de frais et d'honoraires visés aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2. Ce Service peut refuser ou interrompre son intervention lorsqu'il juge :

- 1° que la thèse de la victime n'est pas défendable;
- 2° que la proposition transactionnelle faite par le tiers est équitable et sérieuse;
- 3° qu'un recours contre une décision judiciaire intervenue ne présente pas de chance sérieuse de succès.

Toutefois, les frais ou honoraires pour lesquels le Service concerné a refusé ou interrompu son intervention en application de l'alinéa précédent sont pris en charge conformément au présent titre lorsque la victime obtient gain de cause par une décision définitive non susceptible de recours ordinaire ou extraordinaire.

La décision du Service concerné de refuser ou d'interrompre son intervention est susceptible de recours auprès du Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions dans un délai de vingt jours ouvrables à dater de la réception de ladite décision.

Article 24*nonies*. Les crédits nécessaires à couvrir les dépenses générées par les assistances en justice et psychologiques sont inscrits au budget de la Communauté française dans le cadre des crédits octroyés au service concerné. ».

Sous-section VIII. — Des modifications au décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté

**Art. 72.** A l'alinéa 3 de l'article 89 du décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté, le mot « 95 » est remplacé par le mot : « 95*octies* ».

**Art. 73.** Dans le même décret du 12 mai 2004, il est inséré dans le chapitre VI du titre II, une section 7 intitulée comme suit : « De l'assistance en justice et de l'assistance psychologique ».

**Art. 74.** La section 7, insérée par l'article 73 dans le chapitre VI du titre II du même décret du 12 mai 2004, est rédigée comme suit :

« Article 95*bis*. Dans la présente section, on entend par « victime » membre du personnel administratif victime d'un acte de violence tel que défini à l'article 89, alinéa 2.

Article 95*ter*. § 1<sup>er</sup>. La victime peut bénéficier d'une assistance en justice visée au paragraphe 2 et/ou de l'assistance psychologique visée au paragraphe 3.

§ 2. L'assistance en justice consiste en la prise en charge totale ou partielle des honoraires et des frais d'avocat et de procédure.

§ 3. L'assistance psychologique consiste en la prise en charge de maximum douze séances de consultation auprès d'un psychologue et/ou d'un psychiatre dans le but de fournir une aide immédiate à la victime d'un acte de violence.

§ 4. La victime recourt au prestataire de l'assistance de son choix.

Le cas échéant, le Service concerné visé à l'article 51*terdecies* lui communique, à sa demande et à titre indicatif, une liste de prestataires à contacter en cas d'agression.

La victime communique à ce Service concerné le nom du/des prestataire(s) de son choix qui prend/prennent en charge son dossier.

Article 95*quater*. § 1<sup>er</sup>. Sauf cas de force majeure dûment justifiée, la victime introduit la demande d'assistance en justice visée à l'article 51*decies*, § 2, et/ou psychologique visée à l'article 51*decies*, § 3, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans le mois qui suit la survenance des faits.

Lorsque la victime exerce ses fonctions dans l'Enseignement obligatoire, la demande visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est introduite auprès de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire. Celle-ci vérifie si les conditions de la présente section sont remplies.

Lorsque la victime exerce sa fonction au sein d'un établissement d'enseignement supérieur non universitaire, la demande visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est introduite auprès de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire.

§ 2. Dans le même délai, la victime envoie également par lettre recommandée avec accusé de réception, copie de la demande au chef d'établissement pour les établissements, au directeur du centre pour les Centres-psycho-médico-sociaux.

§ 3. La demande indique, dans la mesure du possible, les causes, les circonstances et les conséquences probables de l'acte de violence.

§ 4. Le chef d'établissement ou le directeur du centre, selon le cas, dont relève la victime, fait parvenir son avis à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou à la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire, dans les trois jours ouvrables de la réception de la copie de la demande visée au § 1<sup>er</sup>.

Il remet à la victime une copie de son avis.

Article 95quinquies. § 1<sup>er</sup>. La décision d'octroi d'assistance est prise dans les 15 jours ouvrables qui suivent la réception de la demande visée à l'article 51undecies, § 1<sup>er</sup>, par la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire selon le cas.

§ 2. En cas de refus, le membre du personnel ou, en cas de force majeure dûment justifié, son représentant, peut introduire, via la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire, un recours auprès du Ministre fonctionnel.

Le recours est introduit par lettre recommandée dans les quinze jours ouvrables qui suivent la notification du refus d'octroi d'assistance.

Article 95sexies. § 1<sup>er</sup>. La gestion de l'assistance en justice et psychologique relève du Service général d'Appui de la Direction générale de l'Audit, de la Coordination et de l'Appui.

§ 2. Dans la présente section, par Service concerné, il faut entendre le Service visé au paragraphe 1<sup>er</sup>.

Article 95septies. § 1<sup>er</sup>. La prise en charge des honoraires et des frais d'avocat, de procédure et de consultation psychologique et/ou psychiatrique ne peut pas excéder, par sinistre, 3.718,40 euros.

§ 2. A titre exceptionnel, sur demande dûment motivée, la prise en charge peut excéder le seuil prévu au paragraphe 1<sup>er</sup>. La victime ou, en cas de force majeure dûment justifié, son représentant, introduit cette demande dûment motivée auprès du Service concerné.

§ 3. Les frais remboursés ou pris en charge, totalement ou partiellement, soit en vertu d'une autre disposition légale ou réglementaire, soit en vertu d'un contrat d'assurance souscrit par la victime ou par tout tiers, ne donnent pas lieu à une intervention.

§ 4. La victime communique au Service concerné les pièces justifiant les dépenses. A cet effet, sont communiqués, notamment, les citations, assignations et généralement tous les actes judiciaires dans les dix jours ouvrables de leur remise ou signification.

§ 5. Le Service concerné apprécie les états de frais et d'honoraires visés aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2. Ce Service peut refuser ou interrompre son intervention lorsqu'il juge :

- 1° que la thèse de la victime n'est pas défendable;
- 2° que la proposition transactionnelle faite par le tiers est équitable et sérieuse;
- 3° qu'un recours contre une décision judiciaire intervenue ne présente pas de chance sérieuse de succès.

Toutefois, les frais ou honoraires pour lesquels le Service concerné a refusé ou interrompu son intervention en application de l'alinéa précédent sont pris en charge conformément au présent titre lorsque la victime obtient gain de cause par une décision définitive non susceptible de recours ordinaire ou extraordinaire.

La décision du Service concerné de refuser ou d'interrompre son intervention est susceptible de recours auprès du Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions dans un délai de vingt jours ouvrables à dater de la réception de ladite décision.

Article 95octies. Les crédits nécessaires à couvrir les dépenses générées par les assistances en justice et psychologiques sont inscrits au budget de la Communauté française dans le cadre des crédits octroyés au service concerné. ».

**Art. 75.** A l'alinéa 3 de l'article 236 du décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté, le mot « 239 » est remplacé par le mot : « 239octies ».

**Art. 76.** Dans le même décret du 12 mai 2004, il est inséré dans le chapitre VI du titre III, une section 4 intitulée comme suit : « De l'assistance en justice et de l'assistance psychologique ».

**Art. 77.** La section 4 insérée dans le chapitre VI du titre III du même décret du 12 mai 2004, est rédigée comme suit :

« Article 239/1. Dans la présente section, on entend par « victime » : le « membre du personnel ouvrier victime d'un acte de violence » tel que défini à l'article 236, alinéa 2.

Article 239/2. § 1<sup>er</sup>. La victime peut bénéficier d'une assistance en justice visée au § 2 et/ou de l'assistance psychologique visée au § 3.

§ 2. L'assistance en justice consiste en la prise en charge totale ou partielle des honoraires et des frais d'avocat et de procédure.

§ 3. L'assistance psychologique consiste en la prise en charge de maximum douze séances de consultation auprès d'un psychologue et/ou d'un psychiatre dans le but de fournir une aide immédiate à la victime d'un acte de violence.

§ 4. La victime recourt au prestataire de l'assistance de son choix.

Le cas échéant, le Service concerné visé à l'article 51terdecies lui communique, à sa demande et à titre indicatif, une liste de prestataires à contacter en cas d'agression.

La victime communique à ce Service concerné le nom du/des prestataire(s) de son choix qui prend/prennent en charge son dossier.

Article 239/3 § 1<sup>er</sup>. Sauf cas de force majeure dûment justifiée, la victime introduit la demande d'assistance en justice visée à l'article 51<sup>decies</sup>, § 2, et/ou psychologique visée à l'article 51<sup>decies</sup>, § 3, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans le mois qui suit la survenance des faits.

Lorsque la victime exerce ses fonctions dans l'Enseignement obligatoire, la demande visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est introduite auprès de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire. Celle-ci vérifie si les conditions de la présente section sont remplies.

Lorsque la victime exerce sa fonction au sein d'un établissement d'enseignement supérieur non universitaire, la demande visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est introduite auprès de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire.

§ 2. Dans le même délai, la victime envoie également par lettre recommandée avec accusé de réception, copie de la demande au chef d'établissement pour les établissements, au directeur du centre pour les Centres-psycho-médico-sociaux.

§ 3. La demande indique, dans la mesure du possible, les causes, les circonstances et les conséquences probables de l'acte de violence.

§ 4. Le chef d'établissement ou le directeur du centre, selon le cas, dont relève la victime, fait parvenir son avis à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou à la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire, dans les trois jours ouvrables de la réception de la copie de la demande visée au paragraphe 1<sup>er</sup>.

Il remet à la victime une copie de son avis.

Article 239/4. § 1<sup>er</sup>. La décision d'octroi d'assistance est prise dans les 15 jours ouvrables qui suivent la réception de la demande visée à l'article 51<sup>undecies</sup>, § 1<sup>er</sup>, par la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire selon le cas.

§ 2. En cas de refus, le membre du personnel ou, en cas de force majeure dûment justifié, son représentant, peut introduire, via la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire, un recours auprès du Ministre fonctionnel.

Le recours est introduit par lettre recommandée dans les quinze jours ouvrables qui suivent la notification du refus d'octroi d'assistance.

Article 239/5. § 1<sup>er</sup>. La gestion de l'assistance en justice et psychologique relève du Service général d'Appui de la Direction générale de l'Audit, de la Coordination et de l'Appui.

§ 2. Dans la présente section, par Service concerné, il faut entendre le Service visé au paragraphe 1<sup>er</sup>.

Article 239/6. § 1<sup>er</sup>. La prise en charge des honoraires et des frais d'avocat, de procédure et de consultation psychologique et/ou psychiatrique ne peut pas excéder, par sinistre, 3.718,40 euros.

§ 2. A titre exceptionnel, sur demande dûment motivée, la prise en charge peut excéder le seuil prévu au paragraphe 1<sup>er</sup>. La victime ou, en cas de force majeure dûment justifié, son représentant, introduit cette demande dûment motivée auprès du Service concerné.

§ 3. Les frais remboursés ou pris en charge, totalement ou partiellement, soit en vertu d'une autre disposition légale ou réglementaire, soit en vertu d'un contrat d'assurance souscrit par la victime ou par tout tiers, ne donnent pas lieu à une intervention.

§ 4. La victime communique au Service concerné les pièces justifiant les dépenses. A cet effet, sont communiqués, notamment, les citations, assignations et généralement tous les actes judiciaires dans les dix jours ouvrables de leur remise ou signification.

§ 5. Le Service concerné apprécie les états de frais et d'honoraires visés aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2. Ce Service peut refuser ou interrompre son intervention lorsqu'il juge :

- 1° que la thèse de la victime n'est pas défendable;
- 2° que la proposition transactionnelle faite par le tiers est équitable et sérieuse;
- 3° qu'un recours contre une décision judiciaire intervenue ne présente pas de chance sérieuse de succès.

Toutefois, les frais ou honoraires pour lesquels le Service concerné a refusé ou interrompu son intervention en application de l'alinéa précédent sont pris en charge conformément au présent titre lorsque la victime obtient gain de cause par une décision définitive non susceptible de recours ordinaire ou extraordinaire.

La décision du Service concerné de refuser ou d'interrompre son intervention est susceptible de recours auprès du Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions dans un délai de vingt jours ouvrables à dater de la réception de ladite décision.

Article 239/7. Les crédits nécessaires à couvrir les dépenses générées par les assistances en justice et psychologiques sont inscrits au budget de la Communauté française dans le cadre des crédits octroyés au service concerné. ».

#### *Section I<sup>re</sup>. — Des modifications à d'autres décrets*

**Art. 78.** L'article 28 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives est remplacé par un texte rédigé comme suit :

« Le Gouvernement arrête les modalités selon lesquelles toute personne exerçant sa fonction en tout ou en partie ou chargée d'une mission dans un établissement d'enseignement supérieur non universitaire bénéficie gratuitement d'une assistance en justice pour toute agression subie dans le cadre de son service ou en relation directe avec ce service.

Le Gouvernement arrête les modalités selon lesquelles ces membres du personnel bénéficient gratuitement d'une assistance psychologique d'urgence pour toute agression subie dans le cadre de son service ou en relation directe avec ce service.

Les membres du personnel concernés aux alinéas précédents sont ceux que visent :

- le décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;
- le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statuts des personnels, droits et devoirs des étudiants);

- le décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisés par la Communauté française;
- le décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française. ».

**Art. 79.** A l'article 3, point 4 du décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française, les termes « la cellule administrative de coordination des actions de prévention du décrochage scolaire et de la violence créée par le décret du 12 mai 2004 » sont remplacés par les termes : « la cellule administrative de coordination des actions de prévention de la violence en milieu scolaire, de l'absentéisme, du décrochage scolaire et de l'abandon scolaire précoce créée par l'article 22 du décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire ».

**Art. 80.** A l'article 4, alinéa 2, du décret « encadrement différencié », les termes « Pour les élèves mineurs séjournant illégalement sur le territoire tels que visés à l'article 40 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, et pour les élèves considérés comme primo-arrivants en vertu du décret du 14 juin 2001 visant à l'insertion des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française » sont remplacés par les termes suivants :

« Pour les élèves mineurs séjournant illégalement sur le territoire tels que visés à l'article à l'article 79bis du décret « Missions » du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, et pour les élèves considérés comme primo-arrivants en vertu de l'article 2, § 1<sup>er</sup>, du décret du 18 mai 2012 visant à la mise en place d'un dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ».

**Art. 81.** Dans le chapitre IV du décret « encadrement différencié », il est inséré un article 16/1 rédigé comme suit :

« Article 16/1. Les travaux nécessaires à l'installation dans les établissements ou implantations bénéficiaires d'un encadrement différencié de classes 1 à 3, telles que visées à l'article 4, alinéas 5 et 6 des infrastructures propres à prévenir les intrusions, dans les cas où celles-ci revêtent un caractère de gravité ou de répétition tel que les conditions de travail et d'études sont lourdement perturbées, bénéficient de la priorité dans les affectations des fonds visés aux articles 5, 7 et 9 du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française ».

### CHAPITRE III. — Mesures abrogatoires et finales

**Art. 82.** Le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives est abrogé, à l'exception de l'article 28 et du titre II.

**Art. 83.** Le décret du 12 mai 2004 portant diverses mesures de lutte contre le décrochage scolaire, l'exclusion et la violence scolaire est abrogé.

**Art. 84.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2014.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 21 novembre 2013.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,  
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,  
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,  
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances,  
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale  
Mme M.-M. SCHYNS

—  
Note

Session 2013-2014.

*Documents du Parlement.* — Projet de décret, n° 554-1. — Amendements de commission, n° 554-2. — Rapport, n° 554-3.

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 20 novembre 2013.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29203]

**21 NOVEMBER 2013. — Decreet tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtiging hetgeen volgt :

## Titel I. — Toepassingsgebied, doel en definities

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

**Artikel 1.** Het gebruik in dit decreet van de mannelijke namen voor de verschillende titels en ambten is gemeenschaptig met het oog op een betere leesbaarheid van de tekst, niettegenstaande de bepalingen van het decreet van 21 juni 1993 betreffende de vervrouwelijking van de namen van beroep, ambt, graad of titel.

**Art. 2.** Tenzij anders wordt bepaald, is dit decreet van toepassing op de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde inrichtingen voor gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, en op de psycho-medisch-sociale centra.

HOOFDSTUK II. — *Doel*

**Art. 3.** Dit decreet heeft tot doel, binnen de in artikel 2 bedoelde inrichtingen, te zorgen voor de bevordering van :

- 1° welzijn van jongeren op school;
- 2° schoolherinschakeling, inzonderheid door de preventie van schooluitval, schoolverzuim en uitsluiting;
- 3° preventie van geweld op school;
- 4° begeleiding van studieoriëntatie.

HOOFDSTUK III. — *Definities*

**Art. 4.** In het kader van dit decreet, wordt verstaan onder :

1° schoolverzuim : gedrag van een leerling die, alhoewel hij regelmatig ingeschreven is, zonder geldige reden, vaak de lessen niet bijwoont;

2° crisistoestand : toestand die een schoolinrichting ondergaat als gevolg van een welbepaald feit;

3° schooluitval :

a) toestand van een leerplichtige leerling die :

1° in een inrichting ingeschreven is maar daar zonder geldige reden feitelijk niet school is gelopen;

2° in geen inrichting ingeschreven is en geen lessen thuis volgt.

b) toestand van een leerplichtige leerling, die in een inrichting ingeschreven is maar die daar zo vaak zonder geldige reden afwezig is geweest dat hij meer dan 20 halve dagen ongewettigde afwezigheid telt;

4° vroegtijdig schoolverlaten : toestand van een leerling die de school verlaat of ophoudt een vorming te volgen en die alleen het niveau van het secundair onderwijs van de eerste cyclus of minder heeft bereikt en geen studies of vorming volgt;

5° onderwijsteam : het geheel van de personeelsleden die het geheel of een deel van hun ambt in één zelfde inrichting of één zelfde vestiging uitoefenen, met uitsluiting van de leden van het administratief, meesters-, vak- en dienstpersoneel;

6° algemene overlegraad voor het secundair onderwijs : de algemene overlegraad voor het secundair onderwijs, opgericht bij het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs;

7° vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan : elk vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan dat erkend is overeenkomstig artikel 5 bis van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving;

8° psycho-medisch-sociaal centrum : centrum, zoals bedoeld in titel 1 van het decreet van 14 juli 2006 betreffende de opdrachten, programma's en activiteitenverslag van de psycho-medisch-sociale centra;

9° Waarnemingscentrum voor Kind, Jeugd en Hulpverlening aan de Jeugd : het orgaan opgericht bij het decreet van 12 mei 2004 houdende de oprichting van het " Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse " (Waarnemingscentrum voor Kind, Jeugd en Hulpverlening aan de Jeugd);

10° diensten voor schoolherinschakeling : de voorzieningen opgericht bij titel I, hoofdstuk 3, van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van een gemeenschappelijk beleid inzake leerplichtonderwijs en hulpverlening aan de jeugd ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van de studieoriëntatie en die de in de artikelen 31, 32 en 33 bedoelde minderjarigen ontvangen;

11° sturingscommissie : de commissie opgericht bij het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap;

12° plaatselijke overlegcel : de cel bedoeld in artikel 4, § 3 van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van een gemeenschappelijk beleid inzake leerplichtonderwijs en hulpverlening aan de jeugd ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van de studieoriëntatie;

13° facilitatoren : de leden van het team bedoeld in artikel 18 van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van een gemeenschappelijk beleid inzake leerplichtonderwijs en hulpverlening aan de jeugd ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van de studieoriëntatie;

14° zone : de overlegzones ingesteld bij artikel 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1993 tot vaststelling van de verplichtingen tot overleg tussen gelijkaardige inrichtingen in het secundair onderwijs met volledig leerplan, bij toepassing van artikel 24 van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan;



15° adviseur voor hulpverlening aan de jeugd : de adviseur bedoeld in artikel 1 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

16° directeur voor hulpverlening aan de jeugd : de directeur bedoeld in artikel 1 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

17° decreet “verloven wegens opdracht” : het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verloven wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs;

18° takendecreet : het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

19° decreet “gedifferentieerde omkadering” : het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving ;

20° “intersectoraal” decreet Onderwijs – Hulpverlening aan de Jeugd : decreet van 21 november 2013 tot organisatie van een gemeenschappelijk beleid inzake leerplichtonderwijs en hulpverlening aan de jeugd ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van de studieoriëntatie.

Titel II. — Stelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie

HOOFDSTUK I. — Rol en onderlinge afstemming van de verschillende schoolactoren

Afdeling I. — Inrichtingshoofd en onderwijsteam

**Art. 5.** Het inrichtingshoofd en het onderwijsteam ontwikkelen een sfeer op school die bevorderlijk is voor het welzijn van de leerlingen, het samen leven en de sereniteit die gunstig is voor de leeractiviteit. Ze streven ernaar de toestand van de leerlingen te verbeteren zowel op het vlak van hun studies als van hun persoonlijke ontwikkeling.

Afdeling II. — Psycho-medisch-sociaal centrum en dienst voor gezondheidspromotie op school

**Art. 6.** § 1. Het team van het psycho-medisch-sociaal centrum en de dienst voor gezondheidspromotie op school dragen, elk voor hun aandeel, bij tot de in artikel 5 bedoelde doelstellingen.

§ 2. Het team van het psycho-medisch-sociaal centrum draagt bij tot die doelstellingen, tot de interface tussen de schoolwereld en de optredende personen buiten de school.

Het begeleidt, op diens verzoek, iedere leerling, elke ouder, elk lid van het onderwijsteam.

Het steunt elke collectieve actie tot verbetering van de sfeer op school.

Het treedt op met acties die een gepast antwoord geven op toestanden die als problematisch worden ondervonden.

§ 3. Jaarlijks organiseert het inrichtingshoofd een ontmoeting tussen de afgevaardigden van het onderwijsteam, het psycho-medisch-sociale centrum en de dienst voor gezondheidspromotie op school. De ontmoeting kan open staan voor andere actoren die met de school medewerken.

De schoolbemiddelaar die voor een bepaalde inrichting aangewezen is, woont de ontmoeting bij.

Die ontmoeting heeft tot doel :

1° van gedachten te laten wisselen over :

a) de educatieve, pedagogische en inrichtingsprojecten van de school, bedoeld in de artikelen 63, 65 en 67 van het takendecreet;

b) het project van het psycho-medisch-sociaal centrum bedoeld in artikel 36 van het decreet van 14 juli 2006 betreffende de opdrachten, programma's en activiteitenverslag van de psycho-medisch-sociale centra, inzonderheid over de in artikel 41 bedoelde begeleiding van de studieoriëntatie;

c) het dienstproject bedoeld in artikel 5 van het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school;

d) het dienstproject van de schoolbemiddelingsdienst, wanneer een bemiddelaar voor de inrichting aangewezen is;

2° de specifieke behoeften van de school te bepalen inzake welzijn van de jongeren, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie;

3° prioriteiten voor de komende jaren te bepalen;

4° inzetbare interne en externe hulpmiddelen te bepalen;

5° de rol van iedereen te bepalen, inzonderheid een refertepersoon voor elke prioriteit aan te wijzen;

6° ingeval een bemiddelaar voor een inrichting aangewezen is, een medewerkingsprotocol tussen de betrokken actoren te bepalen;

7° een balans van de ondernomen acties en van de ontwikkelde medewerkingsverbanden op te maken.

§ 4. Wanneer de plaatselijke overlegcel geïnstalleerd is, worden het overleg en de acties bedoeld in paragraaf 3 inzonderheid binnen die cel georganiseerd.

Afdeling III. — Schoolbemiddeling

**Art. 7.** § 1. Binnen de algemene directie leerplichtonderwijs wordt een schoolbemiddelingsdienst opgericht, die wordt belast, door bemiddelingsacties als derde, met het voorkomen van geweld, schooluitval en schoolverzuim in de inrichtingen voor secundair onderwijs.

De bemiddeling heeft tot doel de vertrouwenssfeer te bevorderen, te behouden of te herstellen die moet heersen in de betrekkingen tussen de leerlingen en de leden van het onderwijsteam, tussen de leerlingen en de directie van de inrichting, tussen de leerling en zijn ouders, alsook tussen de leerling, zijn ouders of de persoon die met het ouderlijk gezag bekleed is, als hij minderjarig is, en de schoolinrichting.

De bemiddelingsdienst is structureel onafhankelijk van de inrichtingshoofden en de PMS-centra.

§ 2. De bemiddelingsdienst treedt op op verzoek van de inrichtende macht, in het gesubsidieerd onderwijs, en op verzoek van de Regering of het inrichtingshoofd, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, in voorkomend geval met een voorstel gericht aan het inrichtingshoofd of aan de inrichtende macht door de diensten van de Regering, wanneer een probleem dat zich in de inrichting voordoet inzonderheid door ouders of leerlingen aan die wordt voorgelegd.

Wanneer een bemiddelaar voor een inrichting aangewezen wordt in het kader van een bemiddeling als derde tussen partijen, zoals bepaald in § 1, kan een aanvraag om optreden aan hem rechtstreeks worden gericht, inzonderheid door ouders of leerlingen. Hij zal die behandelen overeenkomstig het medewerkingsprotocol bedoeld in artikel 6, § 3, derde lid, 6°.

Op aanvraag van de Regering of het inrichtingshoofd, kan de bemiddelingsdienst acties organiseren voor het sensibiliseren tot het conflictenbeheer.

§ 3. In uitzonderlijke omstandigheden, kan de algemene directie leerplichtonderwijs, onder voorbehoud dat ze de voorafgaandelijke toestemming heeft gekregen van het inrichtingshoofd, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, of van de inrichtende macht, in het gesubsidieerd onderwijs, het optreden van de bemiddelingsdienst in een inrichting voor basisonderwijs aanvragen.

**Art. 8.** § 1. De bemiddelingsdienst bestaat uit bemiddelaars en drie coördinatoren, aangewezen door de Regering en geplaatst onder het hiërarchische gezag van de algemene directie leerplichtonderwijs. De Regering bepaalt het aantal en de nadere regels voor de aanwijzing van de bemiddelaars.

§ 2. De bemiddelaars zijn :

1° ofwel personeelsleden die een verlof wegens opdracht krijgen, overeenkomstig het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verlopen wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs;

2° ofwel personeelsleden van de Diensten van de Regering;

3° ofwel personeelsleden met een arbeidsovereenkomst in het kader van een expertiseopdracht;

§ 3. De Regering wijst de bemiddelaars ofwel voor een geheel van inrichtingen ofwel voor een inrichting aan. De aanwijzing geschiedt op aanvraag van de inrichtende macht van die inrichting(en). Voor de door de Franse Gemeenschap georganiseerde inrichting, wordt de aanvraag door het inrichtingshoofd gericht.

Wanneer de bemiddelaar voor een inrichting aangewezen wordt, is de duur van zijn mandaat drie jaar; dat mandaat kan na evaluatie worden hernieuwd.

De coördinatoren delen het inrichtingshoofd de normale dienstregeling van de bemiddelaar(s) die voor zijn inrichting aangewezen is(zijn) mee.

**Art. 9.** § 1. De coördinatoren zijn :

1° ofwel personeelsleden met verlof wegens opdracht, overeenkomstig artikel 6 van het decreet “verloven wegens opdracht”;

2° ofwel personeelsleden van de Diensten van de Regering;

3° ofwel personeelsleden met een arbeidsovereenkomst in het kader van een expertiseopdracht.

§ 2. Twee coördinatoren worden belast met de bemiddeling in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest; de derde coördinator wordt belast met de bemiddeling in het Waalse Gewest.

§ 3. De coördinatoren worden inzonderheid ermee belast :

1° de bemiddelaars te begeleiden;

2° de hulpmiddelen te beheren en te ontwikkelen die de bemiddelaars bij de uitoefening van hun opdracht kunnen helpen;

3° het door de bemiddelaars geleverde werk te evalueren op grond van een geheel van indicatoren die door de dienst worden ontworpen en door de Regering vastgesteld op de voordracht van de bemiddelingsraad bedoeld in artikel 12;

4° de naleving van de dienstregeling en de uitvoering van de taken door elke bemiddelaar te controleren;

5° aan de evaluatie van de dienst samen met de diensten van de Regering deel te nemen;

6° een interface te zijn tussen de dienst en de verantwoordelijken van de schoolinrichtingen en de psycho-medisch-sociale centra;

7° de dienst te vertegenwoordigen;

8° elk jaar de Regering een verslag mee te delen over de resultaten die worden behaald inzake :

a) preventie van geweld;

b) strijd tegen schooluitval en schoolverzuim;

medewerking met de diensten voor hulpverlening aan de jeugd (SAJ).

**Art. 10.** De bemiddelaars en de coördinatoren zijn tot het beroepsgeheim gehouden betreffende hun betrekkingen met de leerlingen, de schoolinrichtingen en de andere optredende personen.

De bemiddelaar zorgt ervoor het vertrouwen van de leerlingen te behouden. Daartoe is hij niet verplicht het inrichtingshoofd feiten mee te delen waarvan hij acht kennis te hebben genomen in het kader van een geheim toevertrouwd als gevolg van dat vertrouwen. In voorkomend geval gaat hij te rade bij zijn coördinator en volgt hij de richtlijnen die hij van hem krijgt.

De bemiddelaar zorgt ervoor elke daad, elk woord, elk initiatief die/dat het gezag van het inrichtingshoofd zou kunnen aantasten, te vermijden.

In de mishandelingsgevallen, interpelleert de bemiddelaar één van de specifieke instanties of diensten bedoeld in artikel 3, § 2 van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de hulpverlening aan mishandelde kinderen, en bij voorrang de teams van het psycho-medisch-sociaal centrum en van de dienst voor gezondheidspromotie op school.

**Art. 11.** Wanneer de coördinatoren en bemiddelaars, in het kader van hun opdracht, contacten moeten opnemen met de werknemers van de sector van de permanente opvoeding, de verschillende diensten voor hulpverlening aan de jeugd, onder welke de adviseurs voor hulpverlening aan de jeugd, en met de sociaal optredende personen die door de steden en gemeenten worden aangeworven in het kader van de veiligheidscontracten, de bedrijfscontracten en de acties voor preventie van drugsverslaving, brengen ze het inrichtingshoofd en de leden van het team van het psycho-medisch-sociaal centrum van de inrichting daar op de hoogte van. Die acties worden gevoerd in samenhang met de globale strategieën die tussen de betrokken actoren worden bepaald, in voorkomend geval binnen de plaatselijke overlegel, en daar waar een bemiddelaar voor een inrichting wordt aangewezen, overeenkomstig de bepalingen van artikel 6.

**Art. 12.** De bemiddelingsdienst geniet de adviezen en voorstellen van de Bemiddelingsraad, die wordt voorgezeten door de directeur-generaal van het bestuur voor het leerplichtonderwijs en samengesteld uit deze, de drie coördinatoren van de schoolbemiddelingsdienst, de coördinator van de mobiele teams bedoeld in artikel 14, § 3, alsook uit vier leden die door de Regering worden aangewezen op de voordracht van de algemene overlegraad voor het secundair onderwijs.

**Art. 13.** De Regering kan bijkomende nadere regels vaststellen voor de werking van de bemiddelingsdienst.

#### Afdeling IV. — Mobiele teams

**Art. 14.** § 1. Binnen de algemene directie leerplichtonderwijs wordt een dienst mobiele teams opgericht.

§ 2. Onder mobiel team wordt verstaan, een geheel van personen die gespecialiseerd zijn in het beheer van crisistoestanden die een schoolinrichting treffen ten gevolge van een bijzonder feit en die kunnen optreden in dat soort toestand alsook in het kader van de strijd tegen schooluitval in de zin van artikel 4, 3°, a) in de inrichtingen voor basis- en secundair gewoon en gespecialiseerd onderwijs. Ze moeten bovendien optreden in het kader van de strijd tegen schoolverzuim in de zin van artikel 4, 1° in de inrichtingen voor basisonderwijs.

§ 3. De dienst mobiele teams bestaat uit zesentwintig optredende personen en een coördinator, die alle door de Regering worden aangesteld en die onder het gezag staan van de algemene directie leerplichtonderwijs.

**Art. 15.** De optredende personen van de mobiele teams zijn :

1° ofwel personeelsleden die met verlof wegens opdracht worden gesteld overeenkomstig artikel 6 van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verloven wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs;

2° ofwel personeelsleden van de Diensten van de Regering;

3° ofwel personeelsleden die onder arbeidsovereenkomst worden aangeworven in het kader van een expertiseopdracht.

**Art. 16.** § 1. De mobiele teams treden op op aanvraag van de inrichtende macht, in het gesubsidieerd onderwijs, en op aanvraag van de Regering of van een inrichtingshoofd, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs :

1° in een crisistoestand in de school;

2° om de dialoog weer op gang te brengen binnen de inrichting die een crisistoestand heeft beleefd;

3° op vooruitlopende wijze, ingeval het onderwijsteam wenst zich voor te bereiden voor een crisistoestand.

§ 2. In het kader van hun optreden, stellen de mobiele teams hun expertise ter beschikking van het onderwijsteam van de betrokken schoolinrichting, van het psycho-medisch-sociaal centrum verbonden aan de inrichting en de andere betrokken diensten.

Ze brengen het onderwijsteam en het team van het psycho-medisch-sociaal centrum op de hoogte van hun optreden.

§ 3. Wanneer de algemene directie leerplichtonderwijs op de hoogte is van de schooluitval van een minderjarige bedoeld in artikel 4, 3°, a), kan ze het optreden van de mobiele teams bij die minderjarige en zijn ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent, aanvragen.

**Art. 17.** § 1. De in artikel 14, § 3, bedoelde coördinator is :

1° ofwel een personeelslid dat met verlof wegens opdracht wordt gesteld overeenkomstig artikel 6 van het decreet "verloven wegens opdracht";

2° ofwel een personeelslid van de Diensten van de Regering;

3° ofwel een personeelslid dat onder arbeidsovereenkomst wordt aangeworven in het kader van een expertiseopdracht.

§ 2. De coördinator wordt inzonderheid ermee belast :

1° de hulpmiddelen te beheren en te ontwikkelen die de personeelsleden bij de uitoefening van hun opdracht kunnen helpen;

2° de behandeling van de aanvragen om optreden, bedoeld in artikel 16, § 1, aan de bevoegde personeelsleden toe te kennen en te zorgen voor het opvolgen ervan;

3° de optredende personen te begeleiden;

4° de naleving van de dienstregeling en de uitvoering van de taken door elke optredende persoon te controleren;

5° het door de optredende personen geleverde werk te evalueren op grond van een geheel van indicatoren die door de dienst worden ontworpen en door de Regering;

6° aan de evaluatie van de dienst deel te nemen;

7° een interface te zijn tussen de dienst en de verantwoordelijken van de schoolinrichtingen en de psycho-medisch-sociale centra, en tussen de dienst en de andere diensten van de Regering;

8° de dienst te vertegenwoordigen;

9° elk jaar de Regering een verslag mee te delen over de resultaten die worden behaald in het kader van de opdrachten van de mobiele teams bedoeld in artikel 16.

**Art. 18.** De mobiele teams en de coördinator zijn gehouden tot het beroepsgeheim betreffende hun betrekkingen met de leerlingen, de schoolinrichtingen en de andere optredende personen.

In de mishandelingsgevallen, interpelleren de mobiele teams één van de specifieke instanties of diensten bedoeld in artikel 3, § 2 van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de hulpverlening aan mishandelde kinderen, en bij voorrang de teams van het psycho-medisch-sociaal centrum en van de dienst voor gezondheidspromotie op school.

*Afdeling V. — Opleiding van leerlingen tot bemiddeling of afvaardiging van leerlingen*

**Art. 19.** De opleiding tot afvaardiging van leerlingen of tot bemiddeling door gelijken heeft tot doel een positieve dynamiek te ontwikkelen en democratische praktijken binnen de schoolinrichtingen te bevorderen.

Binnen de perken van de beschikbare begrotingsmiddelen, zorgt de Regering van de Franse Gemeenschap voor de financiering van de opleiding van leerlingen bedoeld in het vorige lid.

In het kader van hun Algemeen Actieproject voor de gedifferentieerde omkadering, bedoeld in artikel 8 van het decreet “gedifferentieerde omkadering”, kunnen de inrichtingen voor gedifferentieerde omkadering een deel van de bijkomende kredieten bedoeld in artikel 7 van hetzelfde decreet aanwenden om de in het eerste lid bedoelde opleidingen te financieren.

**Art. 20.** § 1. De Regering stelt de criteria voor de opleidingsoperatoren vast en bepaalt de lijst van operatoren die kunnen worden gesubsidieerd, inzonderheid op grond van de deskundigheid waarvan ze het bewijs kunnen leveren, waarbij wordt gezorgd voor een evenwichtige vertegenwoordiging van die.

§ 2. Als gevolg van een oproep tot kandidaturen, selecteert ze, op de voordracht van de in paragraaf 3 bedoelde commissie, de schoolinrichtingen waarvan de vertegenwoordigers ertoe zullen worden toegelaten de opleiding bedoeld in artikel 19 te volgen, waarbij wordt gezorgd voor een billijke verdeling over de netten, met voorrang voor de schoolinrichtingen die deze opleiding nog niet hebben gekregen.

Ze stelt de criteria voor de selectie van de kandidaten van schoolinrichtingen vast.

§ 3. Er wordt een commissie voor de selectie van de in paragraaf 2 bedoelde kandidaten opgericht.

Ze is samengesteld, met oog voor het evenwicht van de karakters, uit zeven vertegenwoordigers die worden voorgedragen door de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen bedoeld in artikel 5 bis van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, één vertegenwoordiger die wordt voorgedragen door de algemene dienst voor het door de Federatie Wallonië-Brussel georganiseerde onderwijs, alsook uit de directeur-generaal van de administratie voor het leerplichtonderwijs, die er de voorzitter van is.

De Regering benoemt er de leden van en stelt er de nadere regels voor de werking van.

Het secretariaat van de Commissie wordt door de diensten van de Regering waargenomen.

*Afdeling VI. — Waarnemingscentrum voor geweld en schooluitval*

**Art. 21.** § 1. Binnen de algemene directie leerplichtonderwijs wordt een Waarnemingscentrum voor geweld op school en schooluitval opgericht, samengesteld als volgt :

1° twee personeelsleden van niveau 1;

2° een personeelslid van niveau 2+.

§ 2. Het Waarnemingscentrum bedoeld in paragraaf 1 wordt inzonderheid belast met :

1° het kwantitatief en kwalitatief analyseren van de gegevens over geweld, schoolverzuim, schooluitval en vroegtijdig schoolverlaten waarover de verschillende diensten van de Regering beschikken.

2° het richten van aanbevelingen aan de algemene directie leerplichtonderwijs, om :

a) alle diensten in staat te stellen de uitslagen van de analyses bedoeld in 1° te gebruiken;

b) acties of denkpistes te ontwikkelen die door de diensten zouden kunnen worden gevoerd om de kwaliteit van het uit te voeren werk te verbeteren.

3° het meedelen aan de diensten van de algemene directie leerplichtonderwijs van alle nuttige inlichtingen en aanbevelingen die ze in staat moeten stellen voorstellen tot actie of wijziging van de regeling te doen aan de minister van leerplichtonderwijs en de Regering;

4° het analyseren, in overleg met het Waarnemingscentrum voor Kind, Jeugd en Hulpverlening aan de Jeugd, van geweld- en schooluitvalverschijnselen, inzonderheid via een slachtofferstudie;

5° het meedelen aan de algemene dienst sturing van het onderwijssysteem van de gegevens die noodzakelijk zijn voor de bepaling van indicatoren inzake geweld op school, schoolverzuim, schooluitval en vroegtijdig schoolverlaten;

6° het richten voor 15 september van elk jaar naar de sturingscommissie van aanbevelingen voor de jaarlijkse bepaling van de studierichtingen en prioritaire opleidingsthema's, in het kader van de opdracht bedoeld in artikel 3, punt 4 van het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap;

7° het uitvoeren van een regelmatige telling van de wetenschappelijke studies en enquêtes over geweld op school, schoolverzuim, schooluitval en vroegtijdig schoolverlaten, vooral in België en in Europa;

8° het aanmoedigen en laten kennen bij de onderwijsactoren van initiatieven tot preventie en beheer van geweld op school, rekening houdend met de oriëntaties die door het sturingscomité worden voorgesteld, bedoeld in artikel 11 van het “intersectoraal” decreet Onderwijs – Hulpverlening aan de Jeugd;

9° het opmaken om de drie jaar van een verslag voor de evaluatie van de stelsels bedoeld in de afdelingen 3 tot 6 van dit hoofdstuk en in afdeling 1 van hoofdstuk 2 van deze titel en, voor de eerste keer, vóór 31 december 2014; dat verslag wordt overgezonden aan de Regering een aan de sturingscommissie.

*Afdeling VII.* — Administratieve cel voor de coördinatie van acties inzake preventie van geweld op school, schoolverzuim, schooluitval en vroegtijdig schoolverlaten

**Art. 22.** § 1. Binnen de algemene directie leerplichtonderwijs wordt een administratieve cel voor de coördinatie van acties inzake preventie van geweld op school, schoolverzuim, schooluitval en vroegtijdig schoolverlaten opgericht, samengesteld als volgt :

- 1° twee personeelsleden van niveau 1;
- 2° een personeelslid van niveau 2+;
- 3° een personeelslid van niveau 2.

§ 2. De cel wordt inzonderheid belast met :

- 1° het coördineren en administratief opvolgen van de actie van de diensten bedoeld in titel II, hoofdstuk 1, afdelingen 3 tot 6 en in hoofdstuk 2, afdeling 1;
- 2° het administratief opvolgen van de actie van de diensten voor schoolherinschakeling;
- 3° het coördineren en administratief ondersteunen van de opleiding van de leerlingen tot de bemiddeling of de afvaardiging van leerlingen zoals bedoeld in artikel 19, om de jongeren voor te bereiden tot deelneming aan de preventie van geweld op school.

HOOFDSTUK II. — *Schoolherinschakeling*

*Afdeling I.* — Preventie van schooluitval

**Art. 23.** Vanaf de tiende halve dag ongewettigde afwezigheid van een leerling, roept het inrichtingshoofd of zijn afgevaardigde de leerling en zijn ouders, of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, als hij minderjarig is, op, bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, volgens door de Regering nader te bepalen regels.

Het inrichtingshoofd of zijn afgevaardigde verwijst de leerling en zijn ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, als hij minderjarig is, naar de bepalingen inzake schoolverzuim. Het bereidt met hen acties voor tot voorkomen van afwezigheden en verwijst ze naar hun verantwoordelijkheden.

De Regering bepaalt de aard en de duur van de afwezigheden die als gewettigd worden beschouwd, zoals de ziekte van de leerling die door een medisch attest wordt gedekt, de oproeping door een overheid, het overlijden van een verwant, de deelneming aan wedstrijden voor de topsporters. Ze bepaalt ook de aard en de duur van de afwezigheden waarvan de rechtvaardiging aan de beoordeling van het inrichtingshoofd kan worden overgelaten, inzonderheid overmacht of uitzonderlijke omstandigheden in verband met gezinsproblemen, geestelijke of lichamelijke gezondheid, vervoer. Het huishoudelijk reglement van de inrichting vermeldt die bepalingen.

**Art. 24.** Als niemand zich aanmeldt bij de oproeping bedoeld in artikel 23, en telkens als hij dit nuttig acht na de beoordeling van de toestand,

- 1° ofwel vaardigt het inrichtingshoofd bij de woonplaats of de verblijfplaats van de leerling een lid van het opvoedend hulppersoneel af of geeft hem opdracht contact op te nemen met het gezin door enig ander middel;
- 2° ofwel vraagt het inrichtingshoofd de bevoegde coördinator van de in artikel 11 bedoelde bemiddelingsdienst het optreden van een bemiddelaar;
- 3° ofwel vraagt het inrichtingshoofd de directeur van het psycho-medisch-sociaal centrum het optreden van een lid van zijn team.

**Art. 25.** Wanneer het inrichtingshoofd vaststelt dat een leerplichtige minderjarige leerling ofwel in moeilijkheid verkeert, ofwel dat zijn gezondheid of zijn veiligheid worden bedreigd ofwel dat de voorwaarden voor zijn opvoeding worden bedreigd door zijn gedrag, dat van zijn gezin of zijn naastverwanten, inzonderheid bij verdacht schoolverzuim, moet hij dit aangeven aan de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd volgens de door deze nader te bepalen regels inzake mededeling en motivatie.

Wanneer een leerplichtige minderjarige leerling in het secundair onderwijs meer dan 20 halve dagen ongewettigde afwezigheidsdagen telt, moet het inrichtingshoofd dit aangeven aan de algemene directie leerplichtonderwijs.

Elke nieuwe ongewettigde afwezigheid moet maandelijks worden aangegeven volgens dezelfde procedures.

De afwezigheden worden in aanmerking genomen vanaf de 5<sup>de</sup> werkdag van september.

**Art. 26.** Vanaf de tweede graad van het secundair onderwijs, verliest de leerling die gedurende één zelfde schooljaar meer dan 20 halve dagen ongewettigde afwezigheid telt de hoedanigheid van regelmatig leerling, behalve afwijking die door de Minister wegens uitzonderlijke omstandigheden wordt toegestaan.

De meerderjarige leerling die gedurende één zelfde schooljaar meer dan 20 halve dagen ongewettigde afwezigheid telt, kan uit de inrichting worden uitgesloten volgens de nadere regels bepaald in de artikelen 81, § 2, en 82 van het takendecreet.

Voor de toepassing van het eerste lid en het tweede lid, worden de ongewettigde afwezigheden die in het gewoon onderwijs met volledig leerplan worden vastgesteld, niet meegeteld, wanneer een leerling zich inschrijft in het gespecialiseerd onderwijs of in het alternerend secundair onderwijs gedurende één zelfde schooljaar.

**Art. 27.** Uiterlijk voor 31 augustus van het verlopen schooljaar, deelt de algemene directie leerplichtonderwijs de Regering de opgave, in voorkomend geval voor elke inrichtende macht en elke inrichting, mee, van :

- 1° de leerplichtige leerlingen die niet ingeschreven zijn in een door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde inrichting en die niet ertoe worden toegelaten lessen thuis te volgen;
- 2° de leerlingen die aan de algemene directie leerplichtonderwijs worden aangegeven krachtens artikel 25, tweede lid;
- 3° de afwezige leerlingen aan wie de minister een afwijking wegens laattijdige aankomst heeft toegestaan op grond van artikel 79, § 1, tweede lid van het takendecreet.

*Afdeling II. — Intern stelsel voor schoolherinschakeling*

**Art. 28.** § 1. In het kader van hun inrichtingsproject bedoeld in artikel 67 van het takendecreet, en, in voorkomend geval, van hun Algemeen Actieproject voor de gedifferentieerde omkadering, kunnen de inrichtingen voor gewoon secundair onderwijs een intern stelsel voor schoolherinschakeling invoeren.

§ 2. Het intern stelsel voor schoolherinschakeling heeft tot doel :

1° de in artikel 4, 3°, b) bedoelde schooluitval van leerlingen die moeilijkheden met de school hebben, te voorkomen;

2° de leerlingen die dit genieten, helpen zelfvertrouwen en zelfachting opnieuw te verwerven en zowel een persoonlijk project als een opleidingsproject te ontwikkelen.

Dit project kadert in een globaal inrichtingsbeleid om een welzijnssfeer in de school te creëren, dat, in voorkomend geval, binnen de plaatselijke overlegcel wordt bepaald.

§ 3. De opvatting en het beheer van het intern stelsel voor schoolherinschakeling worden toevertrouwd aan een multidisciplinair team, dat kan worden samengesteld uit leerkrachten, leden van het opvoedend hulp personeel, leden van het team van het psycho-medisch-social centrum. Er kan ook een beroep worden gedaan aan externe partners.

**Art. 29.** De klassenraad wijst de leerlingen aan die het intern stelsel voor schoolherinschakeling kunnen genieten.

Voor de minderjarige leerlingen is de toestemming van de ouders of van de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, vereist.

De leerlingen die het intern stelsel voor schoolherinschakeling genieten, blijven in hun oorspronkelijke klas ingeschreven; hun administratieve toestand is niet gewijzigd.

**Art. 30.** § 1. Samen met het psycho-medisch-sociaal centrum en met de leden van het team dat met het intern stelsel voor schoolherinschakeling wordt belast, stelt de klassenraad een persoonlijk plan vast voor elk van de leerlingen bedoeld in artikel 29, na overleg met de leerling en zijn ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, als hij minderjarig is.

§ 2. Het persoonlijk plan, dat voor en met de jongere wordt opgemaakt, kan de volgende gegevens inhouden :

1° lessen gemeenschappelijke vorming;

2° aanvullende activiteiten;

3° ateliers voor samenwerking, socialisatie, mededeling of expressie;

4° tijd en acties voor schooloriëntatie, voor opmaken van een persoonlijk project;

5° observatie- en initiatiestages;

6° activiteiten ter bevordering van motivatie, zelfvertrouwen, zelfachting;

7° taalbadonderwijs in verschillende onderwijsvormen en -richtingen;

8° verwezenlijking van een project op een bepaald gebied of een interdisciplinair project, een artistiek, technologisch, sport- of ander project;

9° verwezenlijking door een externe dienst;

10° sociale, burger- (inter)culturele acties;

11° voorbereiding tot de voorstelling van een externe examencommissie.

§ 3. De klassenraad wordt belast met het beoordelen, het nader bepalen, of zelfs het wijzigen van het persoonlijk plan.

§ 4. Het persoonlijk plan wordt voor een periode van één maand opgemaakt, met als doel, op het einde van de bepaalde periode, de leerling opnieuw in te schakelen in zijn klas of in een ander schooltraject, met inachtneming van de toelatingsvoorwaarden.

§ 5. Na de beoordeling kan het persoonlijk plan elke maand door de klassenraad worden verlengd. De ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, worden daar op de hoogte van gebracht.

§ 6. De betrokken leerling kan te allen tijde door een dienst voor schoolherinschakeling worden begeleid, met inachtneming van de toelatingsvoorwaarden.

§ 7. Het persoonlijk plan wordt ter beschikking van de inspectiedienst en van de diensten van de Regering gehouden.

§ 8. Iedere leerling die een persoonlijk plan in het kader van een intern stelsel voor schoolherinschakeling volgt, geniet de begeleiding van een refertepersoon.

§ 9. De begeleiding van activiteiten in verband met het persoonlijk plan kan in het kader van zijn ambt worden toegekend aan ieder lid van het bestuurs- en onderwijzend personeel of van het opvoedend hulp personeel.

*Afdeling III. — Interne stelsels voor schoolherinschakeling*

**Art. 31.** Wanneer een uitgesloten minderjarige niet opnieuw in een schoolinrichting kan worden ingeschakeld, overeenkomstig de artikelen 82, vierde lid, en 90, § 2, vijfde lid, van het takendecreet, kan de minister beschouwen als voldoende aan de verplichtingen inzake schoollopen :

1° de begeleiding, voor een één keer hernieuwbare periode van niet meer dan drie maanden, van een jongere door de diensten die hun bijstand verlenen aan de uitvoering van individuele beslissingen in het kader van hulpverleningsprogramma's die ofwel door de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd ofwel door de directeur voor hulpverlening aan de jeugd, ofwel door de jeugdrechtbank worden opgemaakt;

2° de begeleiding, voor een één keer hernieuwbare periode van niet meer dan drie maanden, van een jongere door één van de diensten voor schoolherinschakeling.

Op grond van een met redenen omklede aanvraag die door de dienst voor schoolherinschakeling aan de algemene directie leerplichtonderwijs wordt gericht, kan de minister bevoegd voor het leerplichtonderwijs een jongere een vrijstelling verlenen opdat hij zou kunnen worden begeleid door de dienst voor schoolherinschakeling na 15 april en tot het einde van het lopende schooljaar, ook al is de totale duur van de begeleiding langer dan de in artikel 34 vastgestelde maximumduur.

De adviseur voor hulpverlening aan de jeugd, de directeur voor hulpverlening aan de jeugd, de jeugdrechtbank of de dienst voor schoolherinschakeling delen de algemene directie leerplichtonderwijs de datum van het begin en van het einde van de begeleiding mee, volgens door de Regering nader te bepalen regels.

**Art. 32.** In de toestanden bedoeld in artikel 4, 1°, 2° en 3°, b), op gezamenlijke aanvraag van de minderjarige, zijn ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, van het inrichtingshoofd, voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap, van de inrichtende macht of haar afgevaardigde, voor het gesubsidieerd onderwijs, na het advies te hebben ingewonnen van de klassenraad en van het psycho-medisch-sociale centrum, kan de minister een leerling, die in zijn inrichting regelmatig blijft ingeschreven, ertoe machtigen, voor een één keer hernieuwbare periode van niet meer dan drie maanden, te worden begeleid door :

1° diensten die hun bijstand verlenen aan de uitvoering van individuele beslissingen in het kader van hulpverleningsprogramma's die ofwel door de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd, ofwel door de directeur voor hulpverlening aan de jeugd, ofwel door de jeugdrechtbank worden opgemaakt;

2° één van de diensten voor schoolherinschakeling.

Als het psycho-medisch-sociale centrum het in het eerste lid bedoelde advies niet binnen de 10 werkdagen na de aanvraag heeft uitgebracht, wordt het advies als gunstig geacht.

Op grond van een met redenen omklede aanvraag die door de dienst voor schoolherinschakeling aan de algemene directie leerplichtonderwijs wordt gericht, kan de minister bevoegd voor het leerplichtonderwijs een jongere een vrijstelling verlenen opdat hij zou kunnen worden begeleid door de dienst voor schoolherinschakeling na 15 april en tot het einde van het lopende schooljaar, ook al is de totale duur van de begeleiding langer dan de in artikel 34 vastgestelde maximumduur.

De adviseur voor hulpverlening aan de jeugd, de directeur voor hulpverlening aan de jeugd, de jeugdrechtbank of de dienst voor schoolherinschakeling delen de algemene directie leerplichtonderwijs de datum van het begin en van het einde van de begeleiding mee, volgens door de Regering nader te bepalen regels.

**Art. 33.** In de toestanden bedoeld in artikel 4, 3°, a), 1) of 2), op gezamenlijke aanvraag van de minderjarige, zijn ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, en na gunstig advies van de zonale aanstellingscommissie, of bij ontstentenis daarvan, van het vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de bevoegde inrichtende machten, kan de minister een leerling ertoe toelaten, voor een één keer hernieuwbare periode van niet meer dan drie maanden, te worden begeleid door :

1° diensten die hun bijstand verlenen aan de uitvoering van individuele beslissingen in het kader van hulpverleningsprogramma's die ofwel door de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd, ofwel door de directeur voor hulpverlening aan de jeugd, ofwel door de jeugdrechtbank worden opgemaakt;

2° één van de diensten voor schoolherinschakeling.

Op grond van een met redenen omklede aanvraag die door de dienst voor schoolherinschakeling aan de algemene directie leerplichtonderwijs wordt gericht, kan de minister bevoegd voor het leerplichtonderwijs een jongere een vrijstelling verlenen opdat hij door de dienst voor schoolherinschakeling zou kunnen worden begeleid na 15 april en tot het einde van het lopende schooljaar, ook al is de totale duur van de begeleiding langer dan de in artikel 34 vastgestelde maximumduur.

De adviseur voor hulpverlening aan de jeugd, de directeur voor hulpverlening aan de jeugd, de jeugdrechtbank of de dienst voor schoolherinschakeling bedoeld in het eerste lid, 2°, delen de algemene directie leerplichtonderwijs de datum van het begin en van het einde van de begeleiding mee, volgens door de Regering nader te bepalen regels.

**Art. 34.** De begeleiding van een minderjarige door één van de diensten bedoeld in de artikelen 31, 32 en 33 kan in totaal niet langer dan zes maanden per schooljaar en niet langer dan één jaar voor de gehele schooltijd van de minderjarige duren. De begeleidingsperiode gedurende de verlof – en schoolvakantie wordt niet in aanmerking genomen bij de berekening van de duur van de begeleiding van de minderjarige.

#### *Afdeling IV. — Stelsel voor de geslaagde terugkeer naar school*

**Art. 35.** § 1. Het inrichtingshoofd stelt de bepalingen vast die, zowel op collectief als op individueel niveau, het een minderjarige die de diensten van één van de diensten voor schoolherinschakeling heeft genoten mogelijk zullen maken, opnieuw naar school te gaan in de beste omstandigheden.

§ 2. Het neemt de in paragraaf 1 bedoelde bepalingen in overleg met de betrokken actoren, binnen de plaatselijke overlegcel, als deze geïnstalleerd is.

Voor de toepassing ervan,

1° steunt het op de interne stelsels, zoals die bepaald zijn in artikel 1, 4°, van het "intersectoraal" decreet Onderwijs – Hulpverlening aan de Jeugd;

2° werkt het in nauw overleg met het psycho-medisch-sociaal centrum samen, om de maatregelen inzake pedagogische begeleiding, die onder het onderwijsteam ressorteren, en de maatregelen inzake psycho-medisch-sociale kwesties, die onder het team van het psycho-medisch-sociale centrum ressorteren, op elkaar af te stemmen.

§ 3. De leden van het team van het psycho-medisch-sociaal centrum bevorderen het optreden van de externe diensten, zoals bepaald in artikel 1, 5°, van het "intersectoraal" decreet Onderwijs – Hulpverlening aan de Jeugd, waarop de school een beroep kan doen, om de inschakeling of herinschakeling van de jongere in de inrichting en de opbouw van een persoonlijk project te vergemakkelijken.

**Art. 36.** De leerling die in een schoolinrichting ingeschakeld of opnieuw ingeschakeld wordt op het einde van de begeleiding bedoeld in de artikelen 31, 32 en 33, kan de dienst voor schoolherinschakeling die voor zijn begeleiding heeft gezorgd, raadplegen in verhouding tot hoogstens twee halve dagen per week gedurende de twee maanden volgend op zijn inschakeling of herinschakeling.

De raadpleging van de dienst voor schoolherinschakeling gedurende die periode wordt geregeld in een overeenkomst tussen het inrichtingshoofd, de leerling, zijn ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, het psycho-medisch-sociaal centrum en de dienst voor schoolherinschakeling.

**Art. 37.** § 1. Om te zorgen in de best mogelijke omstandigheden voor de inschakeling of de herinschakeling van de leerlingen waarvan de begeleiding door een dienst voor schoolherinschakeling ten einde is gelopen, krijgt de schoolinrichting die het eerst een jongere op het einde van zijn begeleiding ontvangt, voor elke opnieuw ingeschakelde leerling, zes bijkomende lestijden boven het totale aantal lestijden/leraar in het gewoon onderwijs of zes bijkomende lestijden boven het lestijdenpakket in het gespecialiseerd onderwijs, waarbij een totaal van vierentwintig lestijden per inrichting nooit kan worden overschreden.

Wanneer een leerling werd begeleid door een dienst voor schoolherinschakeling tot 30 juni van een schooljaar en in een schoolinrichting opnieuw wordt ingeschakeld op het begin van het volgende schooljaar, kan de inrichting die hem ontvangt de aanwending van die bijkomende middelen op dat ogenblik vragen.

Het inrichtingshoofd brengt de algemene directie leerplichtonderwijs op de hoogte van zijn aanvraag om aanwending van die bijkomende middelen.

Zodra de in het vorige lid bedoelde aanvraag werd overgezonden volgens de door de Regering nader te bepalen regels, kunnen de bijkomende middelen worden aangewend, voor een periode van twee maanden (waarbij de schoolvakantie- en -verlofperioden tussen 1 september en 30 juni niet worden meegerekend), vanaf de elfde schooldag volgend op de inschakeling of herinschakeling van de jongere in de schoolinrichting.

§ 2. Een personeelslid van de schoolinrichting kan worden aangewezen voor de begeleiding van de inschakeling of de herinschakeling van de in paragraaf 1 bedoelde leerlingen.

De in paragraaf 1 bedoelde bijkomende middelen maken de aanwijzing voor de begeleiding van de leerling(en) mogelijk van :

1° een lid van het onderwijzend personeel of het opvoedend hulppersoneel dat tijdelijk wordt gedetacheerd van het geheel of een deel van het ambt dat het in de inrichting in vast verband uitoefent, waarbij hijzelf wordt vervangen, in verhouding tot het aantal detacheringssuren, door een tijdelijk aangesteld personeelslid;

2° een lid van het onderwijzend personeel of het opvoedend hulppersoneel dat tijdelijk wordt aangeworven of aangesteld.

§ 3. Wanneer een schoolinrichting die voor een eerste leerling reeds zes bijkomende lestijden overeenkomstig paragraaf 1 geniet, een tweede leerling ontvangt waarvan de begeleiding door een dienst voor schoolherinschakeling ten einde is gelopen, kan de opdracht van het personeelslid belast met de begeleiding overeenkomstig paragraaf 2 worden uitgebreid.

Wanneer dat personeelslid tijdelijk werd aangewezen of aangesteld, wordt zijn tijdelijke aanwijzing of aanstelling verlengd, zodat de tweede leerling de begeleiding voor een periode van twee maanden geniet.

Hetzelfde stelsel wordt toegepast voor elke bijkomende leerling, waarbij de detachering, de aanwijzing of de aanstelling bedoeld in de vorige leden, niet verder kunnen reiken dan 30 juni van het lopende schooljaar.

**Art. 38.** Het lid van het onderwijzend personeel of van het opvoedend hulppersoneel, dat aangewezen wordt voor de begeleiding van de inschakeling of herinschakeling van één of meer leerlingen overeenkomstig artikel 37, kan een leerling binnen de dienst voor schoolherinschakeling begeleiden, wanneer die deze raadpleegt met toepassing van de in artikel 36 bedoelde overeenkomst.

**Art. 39.** Schoolinrichtingen kunnen de bijkomende middelen waarop ze aanspraak kunnen maken krachtens artikel 37 gemeenschappelijk aanwenden en zich bij overeenkomst ertoe verbinden die toe te kennen aan een personeelslid van één van de inrichtingen die partner zijn bij die overeenkomst.

**Art. 40.** De facilitatoren bedoeld bij artikel 18 van het "intersectoraal" decreet Onderwijs – Hulpverlening aan de Jeugd van 21 november 2013 verlenen bijstand voor het globaal op elkaar afstemmen van de acties die worden gevoerd in de zone waarvoor ze aangewezen zijn, zowel in de schoolinrichtingen als in de diensten voor schoolherinschakeling, ten aanzien van de leerlingen die worden begeleid door één van de diensten voor schoolherinschakeling, gedurende die begeleiding en na de (her)inschakeling van de leerling in de school.

### HOOFDSTUK III. — *Begeleiding van studieoriëntatie*

**Art. 41.** § 1. Wat de begeleiding van de studieoriëntatie betreft, hebben de ontmoetingen bedoeld in artikel 6, § 3, inzonderheid betrekking op de volgende punten :

1° de leerling in het leerproces opnemen, als actor van zijn eigen studieoriëntatie en niet als persoon die het proces ondergaat;

2° de leerling de mogelijkheid bieden om zich bewust te worden van zijn persoonlijke kenmerken en die te ontwikkelen met de gezamenlijke zorg zowel voor de solidaire samenleving als voor de ontwikkeling van zijn persoonlijkheid en zijn verantwoordelijkheid;

3° ontdekken en experimenteren bevorderen als voorwaarde voor het ontwikkelen van de capaciteit om studiekeuzen en levenskeuzen te doen die voor de leerlingen zinvol zijn;

4° de leerlingen ertoe aanzetten het mogelijkheidsveld uit te breiden, hun nieuwsgierigheid en hun wens alternatieven te ontdekken, stimuleren;

5° de leerlingen begeleiden bij hun vragen in verband met de waarden en het doel met betrekking tot hun keuze;

6° oriëntatie beschouwen als een doorlopend proces voor steunverlening gedurende hun hele leven, opdat ze hun persoonlijke project, hun school- en beroepsproject in het werk zouden stellen, waarbij een beter inzicht in hun wensen en hun competenties wordt verschaft door hun informatie en raad te geven over de realiteit van het werk, de evolutie van de vakken en beroepen, de tewerkstelling, de economische realiteit, het opleidingsaanbod en de evolutie van de samenleving.

§ 2. De acties en de medewerkingsverbanden hebben tot doel een positieve en globale oriëntatie te ontwikkelen, die rekening houdt met de verscheidenheid en de complexiteit, die het mogelijkheidsveld uitbreidt en die zich ontwikkelt gedurende hun hele schooltijd met een focus op de spilmomenten van het studietraject, inzonderheid gericht op de besluitvorming voortvloeiend uit de keuze van een optie, een school of een beroep.



## Titel III. — Wijzigings-, opheffings- en slotbepalingen

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingsbepalingen*

*Afdeling I.* — Wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren

**Art. 42.** In het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, wordt het opschrift van hoofdstuk VIII vervangen als volgt : “Toegang tot inrichtingen”.

**Art. 43.** In het takendecreet, wordt artikel 74, opgeheven bij het decreet van 14 november 2002, hersteld als volgt :

“Artikel 74. De personeelsleden, de leerlingen en de leden van de psycho-medisch-sociale centra en van de dienst voor gezondheids promotie op school die in de inrichting werken, hebben toegang tot de lokalen gedurende en buiten de klasuren, naar gelang van de noodwendigheden van de dienst en de pedagogische activiteiten, volgens de regels die nader worden bepaald door het inrichtingshoofd, in het gemeenschapsonderwijs, en door de inrichtende macht, in het gesubsidieerd onderwijs.

De ouders en de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen hebben ook toegang tot de inrichting volgens de regels die nader worden bepaald door het inrichtingshoofd, in het gemeenschapsonderwijs, en door de inrichtende macht, in het gesubsidieerd onderwijs.

Tenzij het inrichtingshoofd, voor het gemeenschapsonderwijs, en de inrichtende macht, voor het gesubsidieerd onderwijs, of hun afgevaardigden, dit toelaat, hebben de ouders geen toegang tot de lokalen waar de lessen worden gegeven en waar de pedagogische activiteiten gedurende de duur ervan plaatsvinden.”.

**Art. 44.** In het takendecreet, wordt artikel 75, dat bij het decreet van 14 november 2002 werd opgeheven, hersteld als volgt :

“Artikel 75. § 1. Bij de uitoefening van hun ambt hebben ook toegang tot de schoolinrichtingen :

1° de afgevaardigden van de Regering;

2° de afgevaardigden van de inrichtende macht, voor het onderwijs die ze organiseert;

3° de inspecteurs en verificateurs die daartoe door de Franse Gemeenschap behoorlijk worden aangesteld;

4° de inspecteurs en afgevaardigden van de verschillende diensten van de Staat, belast met de inspecties inzake volksgezondheid en de naleving van de arbeidswetgeving;

5° de burgemeester en zijn afgevaardigden voor brandpreventie;

6° de officieren van gerechtelijke politie, de ambtenaren van het openbaar ministerie, de leden van de politiediensten die in het bezit zijn van een bevel tot medebrenging, tot aanhouding of tot huiszoeking of in het geval van heterdaad of misdaad;

7° het verzorgend en verplegend personeel waarvan het optreden werd gevraagd.

Buiten dringende gevallen of op heterdaad ontdekte misdrijven of misdaden, meldt de in het eerste lid bedoelde persoon zich eerst bij het inrichtingshoofd of zijn afgevaardigde.

§ 2. In het niet confessioneel onderwijs, hebben de hoofden van de eredienst en hun afgevaardigden van rechtswege toegang tot de lokalen waar de cursus godsdienst wordt verstrekt, gedurende de duur ervan. Ze melden zich eerst bij het inrichtingshoofd of zijn afgevaardigde aan.”.

**Art. 45.** In het takendecreet, wordt een nieuw artikel 75bis ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 75bis. § 1. Iedere persoon die niet beantwoordt aan de voorwaarden van de artikelen 74 en 75 moet het inrichtingshoofd of zijn afgevaardigde de toelating aanvragen om de lokalen binnen te treden.

§ 2. Iedere persoon die de lokalen van een schoolinrichting binnentreedt tegen de wil in van het inrichtingshoofd of zijn afgevaardigde, ofwel door personen te bedreigen of geweld tegen die te plegen, ofwel door braak, inklimming of valse sleutels, valt onder de toepassing van artikel 439 van het Strafwetboek.

§ 3. Gedurende de opendeurdagen, verliezen de schoolinrichtingen de bescherming die ze op grond van hun hoedanigheid als woonplaats genieten.”.

**Art. 46.** In het takendecreet wordt een artikel 79bis ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 79 bis. § 1. De minderjarigen die illegaal op het grondgebied verblijven, voor zover ze daar samen met hun ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, verblijven, worden in de schoolinrichtingen toegelaten.

De inrichtingshoofden krijgen ook de inschrijving van niet-begeleide minderjarigen. In dat geval zorgen ze ervoor dat de minderjarige de stappen onderneemt die leiden tot zijn begeleiding door een instelling opdat de ouderlijke macht in zijn voordeel zou worden uitgeoefend.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde minderjarige leerling wordt in aanmerking genomen voor de berekening van de omkadering, de subsidies of de dotaties binnen de inrichting waarin hij school loopt.

§ 3. Als er twijfel bestaat, beslist de Regering :

1° of de leerling waarvan de leeftijd niet door de ouders kan worden bewezen al dan niet als een minderjarige kan worden beschouwd;

2° of de leerling wordt beschouwd als samen verblijvend met zijn ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent;

3° of de leerling als een regelmatige leerling kan worden beschouwd.

§ 4. Wanneer de in paragraaf 1 bedoelde minderjarige leerling die school loopt in een schoolinrichting die de in paragraaf 2 bedoelde bepaling geniet, meerderjarig wordt, wordt hij in aanmerking genomen voor de berekening van de omkadering, de subsidies of de dotaties binnen die inrichting, of, als hij die verlaat, binnen elke andere door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde inrichting voor secundair onderwijs waarin hij ingeschreven is, onder voorbehoud dat hij voldoet aan de voorwaarden om regelmatige leerling te zijn op het ogenblik van de telling.”.

**Art. 47.** In het takendecreet, in artikel 81,

1° wordt paragraaf 1 aangevuld met de woorden “zoals bepaald in paragraaf 1/1”;

2° wordt een paragraaf 1/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“§ 1/1. Worden inzonderheid beschouwd als feiten die een aantasting betekenen van de lichamelijke, psychologische, of morele integriteit van een lid van het personeel of van een leerling, of die de goede organisatie of de werking van de inrichting in het gedrang brengen, en die de definitieve uitsluiting kunnen verantwoorden :

1° elke slag of verwonding die door een leerling opzettelijk wordt toegebracht aan een andere leerling of een personeelslid binnen de inrichting of buiten deze, die een – zelfs in de tijd beperkte - arbeidsongeschiktheid of ongeschiktheid lessen te volgen tot gevolg heeft gehad;

2° elke slag of verwonding die door een leerling opzettelijk wordt toegebracht aan een afgevaardigde van de inrichtende macht, aan een lid van de diensten inspectie of verificatie, aan een afgevaardigde van de Franse Gemeenschap, binnen of buiten de inrichting, die een – zelfs in de tijd beperkte – arbeidsongeschiktheid tot gevolg heeft gehad;

3° elke slag of verwonding die door een leerling opzettelijk wordt toegebracht aan een persoon die toegelaten wordt de inrichting binnen te treden, wanneer die binnen de inrichting worden toegebracht, die een – zelfs in de tijd beperkte – arbeidsongeschiktheid tot gevolg heeft gehad;

4° de invoering of de bezitting door een leerling binnen een schoolinrichting of in de naaste omgeving van die inrichting, van ongeacht welk wapen dat, in ongeacht welke categorie, bedoeld is in artikel 3 van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van den handel in en het dragen van wapenen en op den handel in munitie;

5° elk gebruik, buiten zijn didactische bestemming, van een instrument dat wordt gebruikt in het kader van sommige cursussen of pedagogische activiteiten, wanneer dat instrument verwondingen kan veroorzaken;

6° de invoering of de bezitting door een leerling, zonder wettige reden, binnen een schoolinrichting of in de naaste omgeving van die inrichting, van elk instrument, werktuig, snijdend, stekend of kneuzend voorwerp;

7° de invoering of de bezitting door een leerling binnen een schoolinrichting of in de naaste omgeving van die inrichting, van ontvlambare stoffen, behalve als deze noodzakelijk zijn voor de pedagogische activiteiten en uitsluitend in het kader van deze worden gebruikt;

8° de invoering of de bezitting door een leerling binnen een schoolinrichting of in de naaste omgeving van die inrichting, van stoffen bedoeld in artikel 1 van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, psychotrope stoffen, ontsmettingsstoffen en antiseptica, in overtreding van de regels die worden vastgesteld voor het gebruik van, de handel in en het opslaan van die stoffen;

9° het afpersen, door middel van geweld of bedreigingen, van gelden, waarden, voorwerpen, beloften van een andere leerling of een personeelslid binnen of buiten de inrichting;

10° het opzettelijke en herhaaldelijke uitoefenen op een andere leerling of op een personeelslid van een onverdraaglijke psychologische druk door scheldwoorden, beledigingen, laster of eerroof.

De Regering stelt de bijzondere nadere regels vast voor de toepassing van het eerste lid, 4°, in de inrichtingen die een optie “wapensector” organiseren.”.

**Art. 48.** In het takendecreet wordt in artikel 81 een paragraaf 1/2 ingevoegd, luidend als volgt :

“§ 1/2. Wanneer het bewijs kan worden geleverd dat een persoon die niet behoort tot de inrichting één van de in paragraaf 1/1 bedoelde ernstige feiten heeft gepleegd op aansporing van of met de medeplichtigheid van een leerling van de inrichting, wordt deze beschouwd als iemand die een feit heeft gepleegd dat de lichamelijke, psychologische of morele integriteit van een personeelslid of van een leerling aantast of dat de organisatie of de goede werking van een schoolinrichting in het gedrang brengt, wat de in de artikelen 81 en 89 van het decreet bedoelde definitieve uitsluiting kan rechtvaardigen.

Het eerste lid is niet van toepassing op een minderjarige leerling, voor een feit dat door zijn ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent wordt gepleegd.

**Art. 49.** In het takendecreet worden de artikelen 84, 85, 92 en 93 opgeheven.

**Art. 50.** In het takendecreet, in artikel 89,

1° wordt paragraaf 1 aangevuld met de woorden “zoals bepaald in paragraaf 1/1”;

2° wordt een paragraaf 1/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“§ 1/1. Worden inzonderheid beschouwd als feiten die een aantasting betekenen van de lichamelijke, psychologische, of morele integriteit van een lid van het personeel of van een leerling, of die de goede organisatie of de werking van de inrichting in het gedrang brengen en die de definitieve uitsluiting kunnen rechtvaardigen :

1° elke slag of verwonding die door een leerling opzettelijk wordt toegebracht aan een andere leerling of een personeelslid binnen de inrichting of buiten deze, die een – zelfs in de tijd beperkte - arbeidsongeschiktheid of ongeschiktheid lessen te volgen tot gevolg heeft gehad;

2° elke slag of verwonding die door een leerling opzettelijk wordt toegebracht aan een afgevaardigde van de inrichtende macht, aan een lid van de diensten inspectie of verificatie, aan een afgevaardigde van de Franse Gemeenschap, binnen of buiten de inrichting, die een – zelfs in de tijd beperkte – arbeidsongeschiktheid tot gevolg heeft gehad;

3° elke slag of verwonding die door een leerling opzettelijk wordt toegebracht aan een persoon die toegelaten wordt de inrichting binnen te treden, wanneer die binnen de inrichting worden toegebracht, die een – zelfs in de tijd beperkte – arbeidsongeschiktheid tot gevolg heeft gehad;

4° de invoering of de bezitting door een leerling binnen een schoolinrichting of in de naaste omgeving van die inrichting, van ongeacht welk wapen dat, in ongeacht welke categorie, bedoeld is in artikel 3 van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van den handel in en het dragen van wapenen en op den handel in munitie;

5° elk gebruik, buiten zijn didactische bestemming, van een instrument dat wordt gebruikt in het kader van sommige cursussen of pedagogische activiteiten, wanneer dat instrument verwondingen kan veroorzaken;

6° de invoering of de bezitting door een leerling, zonder wettige reden, binnen een schoolinrichting of in de naaste omgeving van die inrichting, van elk instrument, werktuig, snijdend, stekend of kneuzend voorwerp;

7° de invoering of de bezitting door een leerling binnen een schoolinrichting of in de naaste omgeving van die inrichting, van ontvlambare stoffen, behalve als deze noodzakelijk zijn voor de pedagogische activiteiten en uitsluitend in het kader van deze worden gebruikt;

8° de invoering of de bezitting door een leerling binnen een schoolinrichting of in de naaste omgeving van die inrichting, van stoffen bedoeld in artikel 1 van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, psychotrope stoffen, ontsmettingsstoffen en antiseptica, in overtreding van de regels die worden vastgesteld voor het gebruik van, de handel in en het opslaan van die stoffen;

9° het afpersen, door middel van geweld of bedreigingen, van gelden, waarden, voorwerpen, beloften van een andere leerling of een personeelslid binnen of buiten de inrichting;

10° het opzettelijke en herhaaldelijke uitoefenen op een andere leerling of op een personeelslid van een onverdraaglijke psychologische druk door scheldwoorden, beledigingen, laster of eerroof.

De Regering stelt de bijzondere nadere regels vast voor de toepassing van het eerste lid, 4°, in de inrichtingen die een optie "wapensector" organiseren."

**Art. 51.** In het takendecreet, wordt in artikel 89, een paragraaf 1/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"§ 1/2. Wanneer het bewijs kan worden geleverd dat een persoon die niet behoort tot de inrichting één van de in paragraaf 1/1 bedoelde ernstige feiten heeft gepleegd op aansporing van of met de medeplichtigheid van een leerling van de inrichting, wordt deze beschouwd als iemand die een feit heeft gepleegd dat de lichamelijke, psychologische of morele integriteit van een personeelslid of van een leerling aantast of dat de organisatie of de goede werking van een schoolinrichting in het gedrang brengt, wat de in de artikelen 81 en 89 van het decreet bedoelde definitieve uitsluiting kan rechtvaardigen.

Het eerste lid is niet van toepassing op een minderjarige leerling, voor een feit dat door zijn ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, wordt gepleegd."

*Afdeling II. — Wijziging van het decreet van 14 juli 2006 betreffende de opdrachten, programma's en activiteitenverslag van de psycho-medisch-sociale centra*

**Art. 52.** In het decreet van 14 juli 2006 betreffende de opdrachten, programma's en activiteitenverslag van de psycho-medisch-sociale centra, wordt een artikel 9/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 9/1. De psycho-medisch-sociale centra verlenen hun medewerking voor het beleid en de stelsels die worden ingesteld bij het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van een gemeenschappelijk beleid inzake leerplichtonderwijs en hulpverlening aan de jeugd ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van de studieoriëntatie, en bij het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie."

**Art. 53.** In hetzelfde decreet, in artikel 10,

1° wordt het enige lid paragraaf 1;

2° wordt een paragraaf 2 ingevoegd, luidend als volgt :

"§ 2. Het psycho-medisch-sociaal centrum oefent die activiteiten uit in de interface tussen :

1° de interne hulpmiddelen van de school en deze die in de familiale en persoonlijke omgeving van de leerling kunnen worden aangewend;

2° de interne hulpmiddelen van de school en de hulpmiddelen van de buitenschoolse wereld die zowel op individueel als op collectief niveau kunnen worden aangewend."

**Art. 54.** In hetzelfde decreet, wordt de titel van afdeling IX van hoofdstuk II "Gezondheidsopvoeding" vervangen door "Opvoeding tot gezondheid en welzijn van jongeren op school en promotie ervan".

**Art. 55.** In hetzelfde decreet wordt artikel 31 vervangen als volgt :

"§ 1. Samen met de directie van de schoolinrichting en met het onderwijsteam, alsook, in voorkomend geval, met de dienst voor gezondheids promotie op school, stelt het centrum een project en acties voor de promotie van gezondheid en welzijn van jongeren op school in of zorgt het voor de toepassing ervan.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde projecten en acties hebben tot doel een schoolsfeer te creëren die gunstig is voor het welzijn van leerlingen, de samenleving en de sereniteit die bevorderlijk is voor de leerprocessen, inzonderheid door :

1° leerlingen inlichtingen te verschaffen betreffende hun keuze en hun keuzepotentieel te ontwikkelen;

2° het collectieve handelingspotentieel te verhogen, opdat de schoolgemeenschap zelf de veranderingen in het werk zou stellen die bevorderlijk zijn voor haar leefomgeving.

§ 3. Voorrang wordt verleend aan de projecten die de nadruk leggen op een globale en duurzame aanpak van gezondheid en welzijn van jongeren, waarbij de lichamelijke, psychologische en sociale aspecten in aanmerking worden genomen.

§ 4. De activiteiten hebben betrekking op zowel individuele begeleiding als op collectieve acties. Ze beogen gelijktijdig het zoeken naar oplossingen voor vastgestelde problemen en preventie."

**HOOFDSTUK II. — Wijziging van de decreten en besluiten die het statuut van de leden van het onderwijspersoneel vaststellen**

**Onderafdeling I. — Wijziging van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen**

**Art. 56.** In het derde lid van artikel 51 bis van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, wordt het woord "acties" vervangen door het woord "quindécies".

**Art. 57.** In hetzelfde koninklijk besluit van 22 maart 1969, wordt in hoofdstuk III bis een afdeling 7 ingevoegd, luidend als volgt : “Gerechtelijke bijstand en psychologische bijstand”.

**Art. 58.** In hetzelfde koninklijk besluit van 22 maart 1969, wordt een afdeling 7 ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 51*nonies*. In deze afdeling, wordt onder “slachtoffer” verstaan het “personeelslid dat het slachtoffer is van een gewelddaad”, zoals bepaald in artikel 51*bis*, tweede lid van dit besluit.

Artikel 51*decies*. § 1. Het slachtoffer kan de gerechtelijke bijstand bedoeld in § 2 en/of psychologische bijstand bedoeld in § 3 genieten.

§ 2. Gerechtelijke bijstand is de gehele of gedeeltelijke tenlasteneming van de erelonen en kosten van advocaten en rechtspleging.

§ 3. Psychologische bijstand is de tenlasteneming van hoogstens twaalf consultaties bij een psycholoog en/of een psychiater om onmiddellijk hulp te verlenen aan het slachtoffer van een gewelddaad.

§ 4. Het slachtoffer doet een beroep op de bijstandsverlener die het mag kiezen.

In voorkomend geval, deelt de betrokken dienst bedoeld in artikel 51 terdecies hem, op zijn aanvraag en bij wijze van inlichting, een lijst van de bijstandsverleners op wie in geval van agressie een beroep kan worden gedaan, mee.

Het slachtoffer deelt die betrokken dienst de naam van de door hem gekozen bijstandsverlener(s) mee die zijn dossier behandelt(en).

Artikel 51*undecies*. § 1. Behoudens bij behoorlijk bewezen overmacht, dient het slachtoffer de aanvraag om gerechtelijke bijstand, bedoeld in artikel 51*decies*, § 2, en/of psychologische bijstand, bedoeld in artikel 51*decies*, § 3, in bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, binnen de maand volgend op het gebeuren van de feiten.

Wanneer het slachtoffer zijn ambt in het leerplichtonderwijs uitoefent, wordt de aanvraag bedoeld in het eerste lid bij de algemene directie leerplichtonderwijs ingediend. Deze kijkt na of de voorwaarden van deze afdeling vervuld zijn.

Wanneer het slachtoffer zijn ambt binnen een instelling voor hoger onderwijs buiten de universiteit uitoefent, wordt de in het eerste lid bedoelde aanvraag bij de algemene directie niet verplicht onderwijs ingediend.

§ 2. Binnen dezelfde termijn, zendt het slachtoffer eveneens bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, een afschrift van de aanvraag aan het inrichtingshoofd, voor de inrichtingen, aan de directeur, voor de psycho-medisch-sociale centra.

§ 3. De aanvraag vermeldt, voor zover dit mogelijk is, de oorzaken, de omstandigheden en de waarschijnlijke gevolgen van de gewelddaad.

§ 4. Het hoofd van de inrichting of de directeur van het centrum, naargelang van het geval, waaronder het slachtoffer ressorteert, deelt zijn advies mee aan de algemene directie leerplichtonderwijs of aan de algemene directie niet verplicht onderwijs, binnen de drie werkdagen na de ontvangst van het afschrift van de aanvraag bedoeld in § 1.

Het deelt het slachtoffer een afschrift van zijn advies mee.

Artikel 51*duodecies*. § 1. De beslissing tot verlening van bijstand wordt genomen, binnen vijftien werkdagen volgend op de ontvangst van de in artikel 51*undecies* bedoelde aanvraag, door de algemene directie leerplichtonderwijs of de algemene directie niet-verplicht onderwijs, naar gelang van het geval.

§ 2. Bij weigering, kan het personeelslid of, bij behoorlijk aangetoonde overmacht, kan zijn vertegenwoordiger, via de algemene directie leerplichtonderwijs of via de algemene directie niet verplicht onderwijs, een beroep indienen bij de functionele minister.

Het beroep wordt bij aangetekend schrijven ingediend binnen vijftien werkdagen volgend op de kennisgeving van de weigering van de bijstandsverlening.

Artikel 51*ter decies*. Het beheer van gerechtelijke bijstand en psychologische bijstand ressorteert onder de algemene dienst Steun van de algemene directie audit, coördinatie en steun.

§ 2. In deze afdeling, onder betrokken dienst, wordt de in § 1 bedoelde dienst verstaan.

Artikel 51*quaterdecies*. § 1. De tenlasteneming van de erelonen en de kosten voor advocaten, de rechtspleging en de psychologische en/of psychiatrische raadpleging kan, voor elk schadegeval, niet hoger zijn dan 3.718,40 euro.

§ 2. Bij wijze van uitzonderlijke maatregel, op behoorlijk met redenen omklede aanvraag, kan de tenlasteneming niet hoger zijn dan het in paragraaf 1 vastgestelde maximumbedrag. Het slachtoffer, of, bij behoorlijk aangetoonde overmacht, zijn vertegenwoordiger, dient deze behoorlijk met redenen omklede aanvraag bij de betrokken dienst in.

§ 3. De kosten die geheel of gedeeltelijk worden terugbetaald of ten laste genomen ofwel krachtens een andere wettelijke of verordeningbepaling, ofwel krachtens een verzekeringsovereenkomst die door het slachtoffer of door elke derde wordt aangegaan, geven geen recht op een tegemoetkoming.

§ 4. Het slachtoffer deelt de betrokken dienst de stukken ter verantwoording van de uitgaven mee. Daartoe worden inzonderheid de dagvaardingen en in het algemeen alle gerechtelijke akten binnen 10 werkdagen na hun uitreiking of betekening meegegeed.

§ 5. De betrokken dienst beoordeelt de in de paragrafen 1 en 2 bedoelde kosten- en ereloonstaten. Deze dienst kan zijn tegemoetkoming weigeren of onderbreken, wanneer hij van oordeel is dat :

- 1° de stelling van het slachtoffer niet geloofwaardig is;
- 2° het transactievoorstel van de derde billijk en serieus is;
- 3° een beroep tegen een rechterlijke beslissing niet veel kans op succes maakt.

De kosten en erelonen waarvoor de betrokken dienst bij toepassing van het vorige lid zijn tegemoetkoming heeft geweigerd of onderbroken, worden overeenkomstig deze titel ten laste genomen, wanneer het slachtoffer gelijk krijgt bij een definitieve beslissing waarvoor geen beroep voor een gewoon of buitengewoon gerecht kan worden aangetekend.

Tegen de beslissing van de betrokken dienst zijn tegemoetkoming te weigeren of te onderbreken kan beroep worden aangetekend bij de minister bevoegd voor de ambtenarenzaken binnen een termijn van 20 werkdagen, te rekenen vanaf de ontvangst van die beslissing.

Artikel 51*quindecies*. De kredieten die noodzakelijk zijn voor het dekken van de uitgaven die door de gerechtelijke bijstand en de psychologische bijstand worden voortgebracht, worden opgenomen in de begroting van de Franse Gemeenschap in het kader van de kredieten die aan de betrokken dienst worden toegekend.”.

Onderafdeling II. — Wijziging aan het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap,

**Art. 59.** In het derde lid van artikel 37<sup>quater</sup> van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, wordt het cijfer “37<sup>decies</sup>” vervangen door het woord : “37<sup>sedecies</sup>”.

**Art. 60.** In het koninklijk besluit van 25 oktober 1971, wordt in hoofdstuk VIII<sup>ter</sup> een afdeling 7 ingevoegd, luidend als volgt : “Gerechtelijke bijstand en psychologische bijstand”.

**Art. 61.** Afdeling 7, bij artikel 60 ingevoegd in hoofdstuk VIII<sup>ter</sup> van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971, luidt als volgt :

“Artikel 37<sup>undecies</sup>. In deze afdeling wordt onder “slachtoffer” verstaan, het “personeelslid dat het slachtoffer is van een gewelddaad” zoals bepaald in artikel 37<sup>quater</sup>, tweede lid.

Artikel 37<sup>duodecies</sup>. § 1. Het slachtoffer kan de gerechtelijke bijstand bedoeld in § 2 en/of psychologische bijstand bedoeld in § 3 genieten.

§ 2. Gerechtelijke bijstand is de gehele of gedeeltelijke tenlasteneming van de erelonen en kosten van advocaten en rechtspleging.

§ 3. Psychologische bijstand is de tenlasteneming van hoogstens twaalf consultaties bij een psycholoog en/of een psychiater om onmiddellijk hulp te verlenen aan het slachtoffer van een gewelddaad.

§ 4. Het slachtoffer doet een beroep op de bijstandsverlener die het mag kiezen.

In voorkomend geval, deelt de betrokken dienst bedoeld in artikel 51<sup>terdecies</sup> hem, op zijn aanvraag en bij wijze van inlichting, een lijst van de bijstandsverleners op wie in geval van agressie een beroep kan worden gedaan, mee.

Het slachtoffer deelt die betrokken dienst de naam van de door hem gekozen bijstandsverlener(s) mee die zijn dossier behandelt(en).

Artikel 37<sup>terdecies</sup>. § 1. Behoudens bij behoorlijk bewezen overmacht, dient het slachtoffer de aanvraag om gerechtelijke bijstand, bedoeld in artikel 51<sup>decies</sup>, § 2, en/of psychologische bijstand, bedoeld in artikel 51<sup>decies</sup>, § 3, in bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, binnen de maand volgend op het gebeuren van de feiten.

Wanneer het slachtoffer zijn ambt in het leerplichtonderwijs uitoefent, wordt de aanvraag bedoeld in het eerste lid bij de algemene directie leerplichtonderwijs ingediend. Deze kijkt na of de voorwaarden van deze afdeling vervuld zijn.

Wanneer het slachtoffer zijn ambt binnen een instelling voor hoger onderwijs buiten de universiteit uitoefent, wordt de in het eerste lid bedoelde aanvraag bij de algemene directie niet verplicht onderwijs ingediend.

§ 2. Binnen dezelfde termijn, zendt het slachtoffer eveneens bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, een afschrift van de aanvraag aan het inrichtingshoofd, voor de inrichtingen, aan de directeur, voor de psycho-medisch-sociale centra.

§ 3. De aanvraag vermeldt, voor zover dit mogelijk is, de oorzaken, de omstandigheden en de waarschijnlijke gevolgen van de gewelddaad.

§ 4. Het hoofd van de inrichting of de directeur van het centrum, naargelang van het geval, waaronder het slachtoffer ressorteert, deelt zijn advies mee aan de algemene directie leerplichtonderwijs of aan de algemene directie niet verplicht onderwijs, binnen de drie werkdagen na de ontvangst van het afschrift van de aanvraag bedoeld in § 1.

Het deelt het slachtoffer een afschrift van zijn advies mee.

Artikel 37<sup>quater decies</sup>. § 1. De beslissing tot verlening van bijstand wordt genomen, binnen vijftien werkdagen volgend op de ontvangst van de in artikel 51<sup>undecies</sup>, § 1, bedoelde aanvraag, door de algemene directie leerplichtonderwijs of de algemene directie niet-verplicht onderwijs, naar gelang van het geval.

§ 2. Bij weigering, kan het personeelslid of, bij behoorlijk aangetoonde overmacht, kan zijn vertegenwoordiger, via de algemene directie leerplichtonderwijs of de directie niet verplicht onderwijs, een beroep indienen bij de functionele minister.

Het beroep wordt bij aangetekend schrijven ingediend binnen vijftien werkdagen volgend op de kennisgeving van de weigering van de bijstandsverlening.

Artikel 37<sup>quindecies</sup>. § 1. Het beheer van gerechtelijke bijstand en psychologische bijstand ressorteert onder de algemene dienst Steun van de algemene directie audit, coördinatie en steun.

§ 2. In deze afdeling, onder betrokken dienst, wordt de in § 1 bedoelde dienst verstaan.

Artikel 37<sup>sedecies</sup>. § 1. De tenlasteneming van de erelonen en de kosten voor advocaten, de rechtspleging en de psychologische en/of psychiatrische raadpleging kan, voor elk schadegeval, niet hoger zijn dan 3.718,40 euro.

§ 2. Bij wijze van uitzonderlijke maatregel, op behoorlijk met redenen omklede aanvraag, kan de tenlasteneming niet hoger zijn dan het in paragraaf 1 vastgestelde maximumbedrag. Het slachtoffer, of, bij behoorlijk aangetoonde overmacht, zijn vertegenwoordiger, dient deze behoorlijk met redenen omklede aanvraag bij de betrokken dienst in.

§ 3. De kosten die geheel of gedeeltelijk worden terugbetaald of ten laste genomen ofwel krachtens een andere wettelijke of verordeningsbepaling, ofwel krachtens een verzekeringsovereenkomst die door het slachtoffer of door elke derde wordt aangegaan, geven geen recht op een tegemoetkoming.

§ 4. Het slachtoffer deelt de betrokken dienst de stukken ter verantwoording van de uitgaven mee. Daartoe worden inzonderheid de dagvaardingen en in het algemeen alle gerechtelijke akten binnen 10 werkdagen na hun uitreiking of betekening meegedeeld.

§ 5. De betrokken dienst beoordeelt de in de paragrafen 1 en 2 bedoelde kosten- en ereloonstaten. Deze dienst kan zijn tegemoetkoming weigeren of onderbreken, wanneer hij van oordeel is dat :

1° de stelling van het slachtoffer niet geloofwaardig is;

2° het transactievoorstel van de derde billijk en serieus is;

3° een beroep tegen een rechterlijke beslissing niet veel kans op succes maakt.

De kosten en erelonen waarvoor de betrokken dienst bij toepassing van het vorige lid zijn tegemoetkoming heeft geweigerd of onderbroken, worden overeenkomstig deze titel ten laste genomen, wanneer het slachtoffer gelijk krijgt bij een definitieve beslissing waarvoor geen beroep voor een gewoon of buitengewoon gerecht kan worden aangetekend.

Tegen de beslissing van de betrokken dienst zijn tegemoetkoming te weigeren of te onderbreken kan beroep worden aangetekend bij de minister bevoegd voor de ambtenarenzaken binnen een termijn van 20 werkdagen, te rekenen vanaf de ontvangst van die beslissing.

Artikel 37 *septies decies*. De kredieten die noodzakelijk zijn voor het dekken van de uitgaven die door de gerechtelijke bijstand en de psychologische bijstand worden voortgebracht, worden opgenomen in de begroting van de Franse Gemeenschap in het kader van de kredieten die aan de betrokken dienst worden toegekend.”.

Onderafdeling III. — Wijziging van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, van gespecialiseerde psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, van de vormingscentra van de Franse Gemeenschap en van de inspectiedienst belast met toezicht op de psycho-medisch-sociale centra, de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de gespecialiseerde psycho-medisch-sociale centra

**Art. 62.** In het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, van gespecialiseerde psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, van de vormingscentra van de Franse Gemeenschap en van de inspectiedienst belast met toezicht op de psycho-medisch-sociale centra, de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de gespecialiseerde psycho-medisch-sociale centra, wordt in hoofdstuk II een afdeling 1/1 ingevoegd, luidend als volgt : “Gerechtelijke bijstand en psychologische bijstand”.

**Art. 63.** Afdeling 1/1, bij artikel 62 ingevoegd in hoofdstuk II van hetzelfde koninklijk besluit van 27 juli 1979, luidt als volgt :

“Artikel 2 *sexies*. In deze afdeling wordt onder “gewelddaad” verstaan, elke kwaadwillige lichamelijke en/of psychologische aantasting, elke agressie van raciale, godsdienstige of seksistische aard tegen een personeelslid alsook elke beschadiging van de goederen van dat lid door ofwel een leerling, ofwel door een derde op aansporing van of met de medeplichtigheid van deze, ofwel door een lid van het gezin van de leerling of elke persoon die onder hetzelfde dak woont, in het kader van de dienst van het personeelslid of in rechtstreeks verband met deze, ofwel door elke andere persoon die niet tot de inrichting behoort, voor zover het slachtoffer het bewijs levert dat de gewelddaad in rechtstreeks verband met de dienst staat.

Onder “slachtoffer” dient te worden verstaan : het bij dit decreet bedoelde personeelslid, dat erkend wordt als slachtoffer van een arbeidsongeval voortvloeiend uit de daad bepaald in het eerste lid door de dienst van de Regering bedoeld in artikel 6 van het koninklijk besluit van 24 januari 1969 betreffende de schadevergoeding, ten gunste van de personeelsleden van de overheidssector, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk.”.

Artikel 2 *septies*. § 1. Het slachtoffer kan de gerechtelijke bijstand bedoeld in § 2 en/of psychologische bijstand bedoeld in § 3 genieten.

§ 2. Gerechtelijke bijstand is de gehele of gedeeltelijke tenlasteneming van de erelonen en kosten van advocaten en rechtspleging.

§ 3. Psychologische bijstand is de tenlasteneming van hoogstens twaalf consultaties bij een psycholoog en/of een psychiater om onmiddellijk hulp te verlenen aan het slachtoffer van een gewelddaad.

§ 4. De gerechtelijke bijstand en de psychologische bijstand, zoals bepaald in de paragrafen 2 en 3, worden alleen verleend voor zover het slachtoffer een klacht heeft ingediend bij de gerechtelijke overheid.

§ 5. Het slachtoffer doet een beroep op de bijstandsverlener die het mag kiezen.

In voorkomend geval, deelt de betrokken dienst bedoeld in artikel 51 *terdecies* hem, op zijn aanvraag en bij wijze van inlichting, een lijst van de bijstandsverleners op wie in geval van agressie een beroep kan worden gedaan, mee.

Het slachtoffer deelt die betrokken dienst de naam van de door hem gekozen bijstandsverlener(s) mee die zijn dossier behandelt(en).

Artikel 2 *octies*. § 1. Behoudens bij behoorlijk bewezen overmacht, dient het slachtoffer de aanvraag om gerechtelijke bijstand, bedoeld in artikel 51 *decies*, § 2, en/of psychologische bijstand, bedoeld in artikel 51 *decies*, § 3, in bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, binnen de maand volgend op het gebeuren van de feiten.

Wanneer het slachtoffer zijn ambt in het leerplichtonderwijs uitoefent, wordt de aanvraag bedoeld in het eerste lid bij de algemene directie leerplichtonderwijs ingediend. Deze kijkt na of de voorwaarden van deze afdeling vervuld zijn.

Wanneer het slachtoffer zijn ambt binnen een instelling voor hoger onderwijs buiten de universiteit uitoefent, wordt de in het eerste lid bedoelde aanvraag bij de algemene directie niet verplicht onderwijs ingediend.

§ 2. Binnen dezelfde termijn, zendt het slachtoffer, eveneens bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, een afschrift van de aanvraag aan het inrichtingshoofd, voor de inrichtingen, aan de directeur, voor de psycho-medisch-sociale centra.

§ 3. De aanvraag vermeldt, voor zover dit mogelijk is, de oorzaken, de omstandigheden en de waarschijnlijke gevolgen van de gewelddaad.

§ 4. Het hoofd van de inrichting of de directeur van het centrum, naargelang van het geval, waaronder het slachtoffer ressorteert, deelt zijn advies mee aan de algemene directie leerplichtonderwijs of aan de algemene directie niet verplicht onderwijs, binnen de drie werkdagen na de ontvangst van het afschrift van de aanvraag bedoeld in § 1.

Het deelt het slachtoffer een afschrift van zijn advies mee.

Artikel 2 *nonies*. § 1. De beslissing tot verlening van bijstand wordt genomen, binnen vijftien werkdagen volgend op de ontvangst van de in artikel 51 *undecies*, § 1, bedoelde aanvraag, door de algemene directie leerplichtonderwijs of de algemene directie niet-verplicht onderwijs, naar gelang van het geval.

§ 2. Bij weigering, kan het personeelslid of, bij behoorlijk aangetoonde overmacht, kan zijn vertegenwoordiger, via de algemene directie leerplichtonderwijs of de algemene directie niet verplicht onderwijs, een beroep indienen bij de functionele minister.

Het beroep wordt bij aangetekend schrijven ingediend binnen vijftien werkdagen volgend op de kennisgeving van de weigering van de bijstandsverlening.

Artikel 2 decies. § 1. Het beheer van gerechtelijke bijstand en psychologische bijstand ressorteert onder de algemene dienst Steun van de algemene directie audit, coördinatie en steun.

§ 2. In deze afdeling, onder betrokken dienst, wordt de in § 1 bedoelde dienst verstaan.

Artikel 2 undecies. § 1. De tenlasteneming van de erelonen en de kosten voor advocaten, de rechtspleging en de psychologische en/of psychiatrische raadpleging kan, voor elk schadegeval, niet hoger zijn dan 3.718,40 euro.

§ 2. Bij wijze van uitzonderlijke maatregel, op behoorlijk met redenen omklede aanvraag, kan de tenlasteneming niet hoger zijn dan het in paragraaf 1 vastgestelde maximumbedrag. Het slachtoffer, of, bij behoorlijk aangetoonde overmacht, zijn vertegenwoordiger, dient deze behoorlijk met redenen omklede aanvraag bij de betrokken dienst in.

§ 3. De kosten die geheel of gedeeltelijk worden terugbetaald of ten laste genomen ofwel krachtens een andere wettelijke of verordeningsbepaling, ofwel krachtens een verzekeringsovereenkomst die door het slachtoffer of door elke derde wordt aangegaan, geven geen recht op een tegemoetkoming.

§ 4. Het slachtoffer deelt de betrokken dienst de stukken ter verantwoording van de uitgaven mee. Daartoe worden inzonderheid de dagvaardingen en in het algemeen alle gerechtelijke akten binnen 10 werkdagen na hun uitreiking of betekening meegedeeld.

§ 5. De betrokken dienst beoordeelt de in de paragrafen 1 en 2 bedoelde kosten- en ereloonstaten. Deze dienst kan zijn tegemoetkoming weigeren of onderbreken, wanneer hij van oordeel is dat :

- 1° de stelling van het slachtoffer niet geloofwaardig is;
- 2° het transactievoorstel van de derde billijk en serieus is;
- 3° een beroep tegen een rechterlijke beslissing niet veel kans op succes maakt.

De kosten en erelonen waarvoor de betrokken dienst bij toepassing van het vorige lid zijn tegemoetkoming heeft geweigerd of onderbroken, worden echter overeenkomstig deze titel ten laste genomen, wanneer het slachtoffer gelijk krijgt bij een definitieve beslissing waarvoor geen beroep voor een gewoon of buitengewoon gerecht kan worden aangetekend.

Tegen de beslissing van de betrokken dienst zijn tegemoetkoming te weigeren of te onderbreken kan beroep worden aangetekend bij de minister bevoegd voor de ambtenarenzaken binnen een termijn van 20 werkdagen, te rekenen vanaf de ontvangst van die beslissing.

Artikel 2 duodicies. De kredieten die noodzakelijk zijn voor het dekken van de uitgaven die door de gerechtelijke bijstand en de psychologische bijstand worden voortgebracht, worden opgenomen in de begroting van de Franse Gemeenschap in het kader van de kredieten die aan de betrokken dienst worden toegekend.”.

Onderafdeling IV. — Wijziging van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs

**Art. 64.** In het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, wordt een hoofdstuk II/1 ingevoegd, luidend als volgt : “Gerechtelijke bijstand en psychologische bijstand”.

**Art. 65.** Het nieuwe hoofdstuk II/1, bij artikel 64 ingevoegd in hetzelfde decreet van 1 februari 1993, luidt als volgt :

“Artikel 27 *ter*. In dit decreet wordt onder “slachtoffer” verstaan, het “personeelslid dat het slachtoffer is van een gewelddaad” zoals bepaald in paragraaf 2 van artikel 34 *quinquies*.

Artikel 27 *quater*. § 1. Het slachtoffer kan de gerechtelijke bijstand bedoeld in § 2 en/of psychologische bijstand bedoeld in § 3 genieten.

§ 2. Gerechtelijke bijstand is de gehele of gedeeltelijke tenlasteneming van de erelonen en kosten van advocaten en rechtspleging.

§ 3. Psychologische bijstand is de tenlasteneming van hoogstens twaalf consultaties bij een psycholoog en/of een psychiater om onmiddellijk hulp te verlenen aan het slachtoffer van een gewelddaad.

§ 4. De gerechtelijke bijstand en de psychologische bijstand, zoals bepaald in de paragrafen 2 en 3, worden alleen verleend voor zover het slachtoffer een klacht heeft ingediend bij de gerechtelijke overheid.

§ 5. Het slachtoffer doet een beroep op de bijstandsverlener die het mag kiezen.

In voorkomend geval, deelt de betrokken dienst bedoeld in artikel 34 *sexies*/6 hem, op zijn aanvraag en bij wijze van inlichting, een lijst van de bijstandsverleners op wie in geval van agressie een beroep kan worden gedaan, mee.

Het slachtoffer deelt die betrokken dienst de naam van de door hem gekozen bijstandsverlener(s) mee die zijn dossier behandelt(en).

Artikel 27 *quinquies*. § 1. Behoudens bij behoorlijk bewezen overmacht, dient het slachtoffer de aanvraag om gerechtelijke bijstand en/of psychologische bijstand, bedoeld in artikel 34 *sexies*/2, in bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, binnen de maand volgend op het gebeuren van de feiten.

Wanneer het slachtoffer zijn ambt in het leerplichtonderwijs uitoefent, wordt de aanvraag bedoeld in het eerste lid bij de algemene directie leerplichtonderwijs ingediend. Deze kijkt na of de voorwaarden van deze afdeling vervuld zijn.

Wanneer het slachtoffer zijn ambt binnen een instelling voor hoger onderwijs buiten de universiteit uitoefent, wordt de in het eerste lid bedoelde aanvraag bij de algemene directie niet verplicht onderwijs ingediend.

§ 2. Binnen dezelfde termijn, zendt het slachtoffer eveneens bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, een afschrift van de aanvraag aan zijn inrichtende macht.

§ 3. De aanvraag vermeldt, voor zover dit mogelijk is, de oorzaken, de omstandigheden en de waarschijnlijke gevolgen van de gewelddaad.

§ 4. De inrichtende macht waaronder het slachtoffer ressorteert, deelt zijn advies mee aan de algemene directie leerplichtonderwijs of aan de algemene directie niet verplicht onderwijs, binnen de drie werkdagen na de ontvangst van het afschrift van de aanvraag bedoeld in § 1.

Het deelt het slachtoffer een afschrift van zijn advies mee.

Artikel 27 *sexies*. § 1. De beslissing tot verlening van bijstand wordt genomen, binnen vijftien werkdagen volgend op de ontvangst van de in artikel 34 *sexies*/3, bedoelde aanvraag, door de algemene directie leerplichtonderwijs of de algemene directie niet-verplicht onderwijs, naar gelang van het geval.

§ 2. Bij weigering, kan het personeelslid of, bij behoorlijk aangetoonde overmacht, zijn vertegenwoordiger, via de algemene directie leerplichtonderwijs of de directie niet verplicht onderwijs, een beroep indienen bij de functionele minister.

Het beroep wordt bij aangetekend schrijven ingediend binnen vijftien werkdagen volgend op de kennisgeving van de weigering van de bijstandsverlening.

Artikel 27 *septies*. § 1. Het beheer van gerechtelijke bijstand en psychologische bijstand ressorteert onder de algemene dienst Steun van de algemene directie audit, coördinatie en steun.

§ 2. In deze afdeling, onder betrokken dienst, wordt de in § 1 bedoelde dienst verstaan.

Artikel 27 *octies*. § 1. De tenlasteneming van de erelonen en de kosten voor advocaten, de rechtspleging en de psychologische en/of psychiatrische raadpleging kan, voor elk schadegeval, niet hoger zijn dan 3.718,40 euro.

§ 2. Bij wijze van uitzonderlijke maatregel, op behoorlijk met redenen omklede aanvraag, kan de tenlasteneming niet hoger zijn dan het in paragraaf 1 vastgestelde maximumbedrag. Het slachtoffer, of, bij behoorlijk aangetoonde overmacht, zijn vertegenwoordiger, dient deze behoorlijk met redenen omklede aanvraag bij de betrokken dienst in.

§ 3. De kosten die geheel of gedeeltelijk worden terugbetaald of ten laste genomen ofwel krachtens een andere wettelijke of verordeningbepaling, ofwel krachtens een verzekeringsovereenkomst die door het slachtoffer of door elke derde wordt aangegaan, geven geen recht op een tegemoetkoming.

§ 4. Het slachtoffer deelt de betrokken dienst de stukken ter verantwoording van de uitgaven mee. Daartoe worden inzonderheid de dagvaardingen en in het algemeen alle gerechtelijke akten binnen 10 werkdagen na hun uitreiking of betekening meegedeeld.

§ 5. De betrokken dienst beoordeelt de in de paragrafen 1 en 2 bedoelde kosten- en ereloonstaten. Deze dienst kan zijn tegemoetkoming weigeren of onderbreken, wanneer hij van oordeel is dat :

- 1° de stelling van het slachtoffer niet geloofwaardig is;
- 2° het transactievoorstel van de derde billijk en serieus is;
- 3° een beroep tegen een rechterlijke beslissing niet veel kans op succes maakt.

De kosten en erelonen waarvoor de betrokken dienst bij toepassing van het vorige lid zijn tegemoetkoming heeft geweigerd of onderbroken, worden echter overeenkomstig deze titel ten laste genomen, wanneer het slachtoffer gelijk krijgt bij een definitieve beslissing waarvoor geen beroep voor een gewoon of buitengewoon gerecht kan worden aangetekend.

Tegen de beslissing van de betrokken dienst zijn tegemoetkoming te weigeren of te onderbreken kan beroep worden aangetekend bij de minister bevoegd voor de ambtenarenzaken binnen een termijn van 20 werkdagen, te rekenen vanaf de ontvangst van die beslissing.

Artikel 37 *nonies*. De kredieten die noodzakelijk zijn voor het dekken van de uitgaven die door de gerechtelijke bijstand en de psychologische bijstand worden voortgebracht, worden opgenomen in de begroting van de Franse Gemeenschap in het kader van de kredieten die aan de betrokken dienst worden toegekend.”.

Onderafdeling V. — Wijziging van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs

**Art. 66.** In het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, wordt in afdeling 5 van hoofdstuk VIII een onderafdeling 5 ingevoegd, luidend als volgt : “Gerechtelijke bijstand en psychologische bijstand”.

**Art. 67.** De onderafdeling 5, bij artikel 66 ingevoegd in het decreet van 6 juni 1994, luidt als volgt :

“Artikel 36 *sexies*. § 1. In dit decreet wordt onder “slachtoffer” verstaan, het “personeelslid dat het slachtoffer is van een gewelddaad” zoals bepaald in artikel 36 bis, § 1, tweede lid.

§ 2. De gerechtelijke bijstand en de psychologische bijstand worden alleen verleend voor zover het slachtoffer een klacht heeft ingediend bij de gerechtelijke overheid.

Artikel 36 *septies*. § 1. Het slachtoffer kan de gerechtelijke bijstand bedoeld in § 2 en/of psychologische bijstand bedoeld in § 3 genieten.

§ 2. Gerechtelijke bijstand is de gehele of gedeeltelijke tenlasteneming van de erelonen en kosten van advocaten en rechtspleging.

§ 3. Psychologische bijstand is de tenlasteneming van hoogstens twaalf consultaties bij een psycholoog en/of een psychiater om onmiddellijk hulp te verlenen aan het slachtoffer van een gewelddaad.

§ 4. De gerechtelijke bijstand en de psychologische bijstand, zoals bepaald in de paragrafen 1 en 2, worden alleen verleend voor zover het slachtoffer een klacht heeft ingediend bij de gerechtelijke overheid.

§ 5. Het slachtoffer doet een beroep op de bijstandsverlener die het mag kiezen.

In voorkomend geval, deelt de betrokken dienst bedoeld in artikel 37 *nonies* hem, op zijn aanvraag en bij wijze van inlichting, een lijst van de bijstandsverleners op wie in geval van agressie een beroep kan worden gedaan, mee.

Het slachtoffer deelt die betrokken dienst de naam van de door hem gekozen bijstandsverlener(s) mee die zijn dossier behandelt(en).

Artikel 36 *octies*. § 1. Behoudens bij behoorlijk bewezen overmacht, dient het slachtoffer de aanvraag om gerechtelijke bijstand, bedoeld in artikel 37 *sexies*, § 2, en/of psychologische bijstand, bedoeld in artikel 37 *sexies*, § 3, in bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, binnen de maand volgend op het gebeuren van de feiten.

Wanneer het slachtoffer zijn ambt in het leerplichtonderwijs uitoefent, wordt de aanvraag bedoeld in het eerste lid bij de algemene directie leerplichtonderwijs ingediend. Deze kijkt na of de voorwaarden van deze afdeling vervuld zijn.

Wanneer het slachtoffer zijn ambt binnen een instelling voor hoger onderwijs buiten de universiteit uitoefent, wordt de in het eerste lid bedoelde aanvraag bij de algemene directie niet verplicht onderwijs ingediend.

§ 2. Binnen dezelfde termijn, zendt het slachtoffer eveneens bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, een afschrift van de aanvraag aan zijn inrichtingshoofd.

§ 3. De aanvraag vermeldt, voor zover dit mogelijk is, de oorzaken, de omstandigheden en de waarschijnlijke gevolgen van de gewelddaad.



§ 4. De inrichtende macht waaronder het slachtoffer ressorteert, deelt zijn advies mee aan de algemene directie leerplichtonderwijs of aan de algemene directie niet verplicht onderwijs, binnen de drie werkdagen na de ontvangst van het afschrift van de aanvraag bedoeld in § 1.

Het deelt het slachtoffer een afschrift van zijn advies mee.

Artikel 36 *nonies*. § 1. De beslissing tot verlening van bijstand wordt genomen, binnen vijftien werkdagen volgend op de ontvangst van de in artikel 37 *septies* bedoelde aanvraag, door de algemene directie leerplichtonderwijs of de algemene directie niet-verplicht onderwijs, naar gelang van het geval.

§ 2. Bij weigering, kan het personeelslid of, bij behoorlijk aangetoonde overmacht, zijn vertegenwoordiger, via de algemene directie leerplichtonderwijs of de directie niet verplicht onderwijs, een beroep indienen bij de functionele minister.

Het beroep wordt bij aangetekend schrijven ingediend binnen vijftien werkdagen volgend op de kennisgeving van de weigering van de bijstandsverlening.

Artikel 36 *decies*. § 1. Het beheer van gerechtelijke bijstand en psychologische bijstand ressorteert onder de algemene dienst Steun van de algemene directie audit, coördinatie en steun.

§ 2. In deze afdeling, onder betrokken dienst, wordt de in § 1 bedoelde dienst verstaan.

Artikel 36 *undecies*. § 1. De tenlasteneming van de erelonen en de kosten voor advocaten, de rechtspleging en de psychologische en/of psychiatrische raadpleging kan, voor elk schadegeval, niet hoger zijn dan 3.718,40 euro.

§ 2. Bij wijze van uitzonderlijke maatregel, op behoorlijk met redenen omklede aanvraag, kan de tenlasteneming niet hoger zijn dan het in paragraaf 1 vastgestelde maximumbedrag. Het slachtoffer, of, bij behoorlijk aangetoonde overmacht, zijn vertegenwoordiger, dient deze behoorlijk met redenen omklede aanvraag bij de betrokken dienst in.

§ 3. De kosten die geheel of gedeeltelijk worden terugbetaald of ten laste genomen ofwel krachtens een andere wettelijke of verordeningbepaling, ofwel krachtens een verzekeringsovereenkomst die door het slachtoffer of door elke derde wordt aangegaan, geven geen recht op een tegemoetkoming.

§ 4. Het slachtoffer deelt de betrokken dienst de stukken ter verantwoording van de uitgaven mee. Daartoe worden inzonderheid de dagvaardingen en in het algemeen alle gerechtelijke akten binnen 10 werkdagen na hun uitreiking of betekening meegedeeld.

§ 5. De betrokken dienst beoordeelt de in de paragrafen 1 en 2 bedoelde kosten- en ereloonstaten. Deze dienst kan zijn tegemoetkoming weigeren of onderbreken, wanneer hij van oordeel is dat :

- 1° de stelling van het slachtoffer niet geloofwaardig is;
- 2° het transactievoorstel van de derde billijk en serieus is;
- 3° een beroep tegen een rechterlijke beslissing niet veel kans op succes maakt.

De kosten en erelonen waarvoor de betrokken dienst bij toepassing van het vorige lid zijn tegemoetkoming heeft geweigerd of onderbroken, worden echter overeenkomstig deze titel ten laste genomen, wanneer het slachtoffer gelijk krijgt bij een definitieve beslissing waarvoor geen beroep voor een gewoon of buitengewoon gerecht kan worden aangetekend.

Tegen de beslissing van de betrokken dienst zijn tegemoetkoming te weigeren of te onderbreken kan beroep worden aangetekend bij de minister bevoegd voor de ambtenarenzaken binnen een termijn van 20 werkdagen, te rekenen vanaf de ontvangst van die beslissing.

Artikel 36 *duodecies*. De kredieten die noodzakelijk zijn voor het dekken van de uitgaven die door de gerechtelijke bijstand en de psychologische bijstand worden voortgebracht, worden opgenomen in de begroting van de Franse Gemeenschap in het kader van de kredieten die aan de betrokken dienst worden toegekend."

Onderafdeling VI. — Wijziging van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde officiële psycho-medisch-sociale centra

**Art. 68.** In het decreet 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde officiële psycho-medisch-sociale centra, wordt een hoofdstuk II/1 ingevoegd, luidend als volgt : "Gerechtelijke bijstand en psychologische bijstand".

**Art. 69.** Hoofdstuk II/1, bij artikel 68 in hetzelfde decreet van 31 januari 2002 ingevoegd, luidt als volgt :

"Artikel 16/1. In deze afdeling wordt onder "gewelddaad" verstaan, elke kwaadwillige lichamelijke en/of psychologische aantasting, elke agressie van raciale, godsdienstige of seksistische aard tegen een personeelslid alsook elke beschadiging van de goederen van dat lid door ofwel een leerling, ofwel door een derde op aansporing van of met de medeplichtigheid van deze, ofwel door een lid van het gezin van de leerling of elke persoon die onder hetzelfde dak woont, in het kader van de dienst van het personeelslid of in rechtstreeks verband met deze, ofwel door elke andere persoon die niet tot de inrichting behoort, voor zover het slachtoffer het bewijs levert dat de gewelddaad in rechtstreeks verband met de dienst staat.

Onder "slachtoffer" dient te worden verstaan : het bij dit decreet bedoelde personeelslid, dat erkend wordt als slachtoffer van een arbeidsongeval voortvloeiend uit de daad bepaald in het eerste lid door de dienst van de Regering bedoeld in artikel 6 van het koninklijk besluit van 24 januari 1969 betreffende de schadevergoeding, ten gunste van de personeelsleden van de overheidssector, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk."

Artikel 16/2. § 1. Het slachtoffer kan de gerechtelijke bijstand bedoeld in § 2 en/of psychologische bijstand bedoeld in § 3 genieten.

§ 2. Gerechtelijke bijstand is de gehele of gedeeltelijke tenlasteneming van de erelonen en kosten van advocaten en rechtspleging.

§ 3. Psychologische bijstand is de tenlasteneming van hoogstens twaalf consultaties bij een psycholoog en/of een psychiater om onmiddellijk hulp te verlenen aan het slachtoffer van een gewelddaad.

§ 4. De gerechtelijke bijstand en de psychologische bijstand, zoals bepaald in de paragrafen 2 en 3, worden alleen verleend voor zover het slachtoffer een klacht heeft ingediend bij de gerechtelijke overheid.

§ 5. Het slachtoffer doet een beroep op de bijstandsverlener die het mag kiezen.

In voorkomend geval, deelt de betrokken dienst bedoeld in artikel 51 *terdecies* hem, op zijn aanvraag en bij wijze van inlichting, een lijst van de bijstandsverleners op wie in geval van agressie een beroep kan worden gedaan, mee.

Het slachtoffer deelt die betrokken dienst de naam van de door hem gekozen bijstandsverlener(s) mee die zijn dossier behandelt(en).

Artikel 16/3. § 1. Behoudens bij behoorlijk bewezen overmacht, dient het slachtoffer de aanvraag om gerechtelijke bijstand, bedoeld in artikel 51 *decies*, § 2, en/of psychologische bijstand, bedoeld in artikel 51 *decies*, § 3, in bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, binnen de maand volgend op het gebeuren van de feiten.

Wanneer het slachtoffer zijn ambt in het leerplichtonderwijs uitoefent, wordt de aanvraag bedoeld in het eerste lid bij de algemene directie leerplichtonderwijs ingediend. Deze kijkt na of de voorwaarden van deze afdeling vervuld zijn.

Wanneer het slachtoffer zijn ambt binnen een instelling voor hoger onderwijs buiten de universiteit uitoefent, wordt de in het eerste lid bedoelde aanvraag bij de algemene directie niet verplicht onderwijs ingediend.

§ 2. Binnen dezelfde termijn, zendt het slachtoffer eveneens bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, een afschrift van de aanvraag aan het inrichtingshoofd, voor de inrichtingen, aan de directeur, voor de psycho-medisch-sociale centra.

§ 3. De aanvraag vermeldt, voor zover dit mogelijk is, de oorzaken, de omstandigheden en de waarschijnlijke gevolgen van de gewelddaad.

§ 4. Het hoofd van de inrichting of de directeur van het centrum, naargelang van het geval, waaronder het slachtoffer ressorteert, deelt zijn advies mee aan de algemene directie leerplichtonderwijs of aan de algemene directie niet verplicht onderwijs, binnen de drie werkdagen na de ontvangst van het afschrift van de aanvraag bedoeld in § 1.

Het deelt het slachtoffer een afschrift van zijn advies mee.

Artikel 16/4. § 1. De beslissing tot verlening van bijstand wordt genomen, binnen vijftien werkdagen volgend op de ontvangst van de in artikel 51 *undecies*, § 1, bedoelde aanvraag, door de algemene directie leerplichtonderwijs of de algemene directie niet-verplicht onderwijs, naar gelang van het geval.

§ 2. Bij weigering, kan het personeelslid of, bij behoorlijk aangetoonde overmacht, zijn vertegenwoordiger, via de algemene directie leerplichtonderwijs of de directie niet verplicht onderwijs, een beroep indienen bij de functionele minister.

Het beroep wordt bij aangetekend schrijven ingediend binnen vijftien werkdagen volgend op de kennisgeving van de weigering van de bijstandsverlening.

Artikel 16/5. § 1. Het beheer van gerechtelijke bijstand en psychologische bijstand ressorteert onder de algemene dienst Steun van de algemene directie audit, coördinatie en steun.

§ 2. In deze afdeling, onder betrokken dienst, wordt de in § 1 bedoelde dienst verstaan.

Artikel 16/6. § 1. De tenlasteneming van de erelonen en de kosten voor advocaten, de rechtspleging en de psychologische en/of psychiatrische raadpleging kan, voor elk schadegeval, niet hoger zijn dan 3.718,40 euro.

§ 2. Bij wijze van uitzonderlijke maatregel, op behoorlijk met redenen omklede aanvraag, kan de tenlasteneming niet hoger zijn dan het in paragraaf 1 vastgestelde maximumbedrag. Het slachtoffer, of, bij behoorlijk aangetoonde overmacht, zijn vertegenwoordiger, dient deze behoorlijk met redenen omklede aanvraag bij de betrokken dienst in.

§ 3. De kosten die geheel of gedeeltelijk worden terugbetaald of ten laste genomen ofwel krachtens een andere wettelijke of verordeningbepaling, ofwel krachtens een verzekeringsovereenkomst die door het slachtoffer of door elke derde wordt aangegaan, geven geen recht op een tegemoetkoming.

§ 4. Het slachtoffer deelt de betrokken dienst de stukken ter verantwoording van de uitgaven mee. Daartoe worden inzonderheid de dagvaardingen en in het algemeen alle gerechtelijke akten binnen 10 werkdagen na hun uitreiking of betekening meegedeeld.

§ 5. De betrokken dienst beoordeelt de in de paragrafen 1 en 2 bedoelde kosten- en ereloonstaten. Deze dienst kan zijn tegemoetkoming weigeren of onderbreken, wanneer hij van oordeel is dat :

- 1° de stelling van het slachtoffer niet geloofwaardig is;
- 2° het transactievoorstel van de derde billijk en serieus is;
- 3° een beroep tegen een rechterlijke beslissing niet veel kans op succes maakt.

De kosten en erelonen waarvoor de betrokken dienst bij toepassing van het vorige lid zijn tegemoetkoming heeft geweigerd of onderbroken, worden echter overeenkomstig deze titel ten laste genomen, wanneer het slachtoffer gelijk krijgt bij een definitieve beslissing waarvoor geen beroep voor een gewoon of buitengewoon gerecht kan worden aangetekend.

Tegen de beslissing van de betrokken dienst zijn tegemoetkoming te weigeren of te onderbreken kan beroep worden aangetekend bij de minister bevoegd voor de ambtenarenzaken binnen een termijn van 20 werkdagen, te rekenen vanaf de ontvangst van die beslissing.

Artikel 16/7. De kredieten die noodzakelijk zijn voor het dekken van de uitgaven die door de gerechtelijke bijstand en de psychologische bijstand worden voortgebracht, worden opgenomen in de begroting van de Franse Gemeenschap in het kader van de kredieten die aan de betrokken dienst worden toegekend."

Onderafdeling VII. — Wijziging van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde vrije psycho-medisch-sociale centra

**Art. 70.** In het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde officiële psycho-medisch-sociale centra, wordt een hoofdstuk II/1 ingevoegd, luidend als volgt : "Gerechtelijke bijstand en psychologische bijstand".

**Art. 71.** Hoofdstuk II/1, bij artikel 70 in hetzelfde decreet van 31 januari 2002 ingevoegd, luidt als volgt :

"Artikel 24 *ter*. In deze afdeling wordt onder "gewelddaad" verstaan, elke kwaadwillige lichamelijke en/of psychologische aantasting, elke agressie van raciale, godsdienstige of seksistische aard tegen een personeelslid alsook elke beschadiging van de goederen van dat lid door ofwel een leerling, ofwel door een derde op aansporing van of met de medeplichtigheid van deze, ofwel door een lid van het gezin van de leerling of elke persoon die onder hetzelfde dak woont, in het kader van de dienst van het personeelslid of in rechtstreeks verband met deze, ofwel door elke andere persoon die niet tot de inrichting behoort, voor zover het slachtoffer het bewijs levert dat de gewelddaad in rechtstreeks verband met de dienst staat.

Onder "slachtoffer" dient te worden verstaan : het bij dit decreet bedoelde personeelslid, dat erkend wordt als slachtoffer van een arbeidsongeval voortvloeiend uit de daad bepaald in het eerste lid door de dienst van de Regering bedoeld in artikel 6 van het koninklijk besluit van 24 januari 1969 betreffende de schadevergoeding, ten gunste van de personeelsleden van de overheidssector, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk."

Artikel 24 *quater*. § 1. Het slachtoffer kan de gerechtelijke bijstand bedoeld in § 2 en/of psychologische bijstand bedoeld in § 3 genieten.

§ 2. Gerechtelijke bijstand is de gehele of gedeeltelijke tenlasteneming van de erelonen en kosten van advocaten en rechtspleging.

§ 3. Psychologische bijstand is de tenlasteneming van hoogstens twaalf consultaties bij een psycholoog en/of een psychiater om onmiddellijk hulp te verlenen aan het slachtoffer van een gewelddaad.

§ 4. De gerechtelijke bijstand en de psychologische bijstand, zoals bepaald in de paragrafen 2 en 3, worden alleen verleend voor zover het slachtoffer een klacht heeft ingediend bij de gerechtelijke overheid.

§ 5. Het slachtoffer doet een beroep op de bijstandsverlener die het mag kiezen.

In voorkomend geval, deelt de betrokken dienst bedoeld in artikel 51 terdecies hem, op zijn aanvraag en bij wijze van inlichting, een lijst van de bijstandsverleners op wie in geval van agressie een beroep kan worden gedaan, mee.

Het slachtoffer deelt die betrokken dienst de naam van de door hem gekozen bijstandsverlener(s) mee die zijn dossier behandelt(en).

Artikel 24 *quinquies*. § 1. Behoudens bij behoorlijk bewezen overmacht, dient het slachtoffer de aanvraag om gerechtelijke bijstand, bedoeld in artikel 51 *decies*, § 2, en/of psychologische bijstand, bedoeld in artikel 51 *decies*, § 3, in bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, binnen de maand volgend op het gebeuren van de feiten.

Wanneer het slachtoffer zijn ambt in het leerplichtonderwijs uitoefent, wordt de aanvraag bedoeld in het eerste lid bij de algemene directie leerplichtonderwijs ingediend. Deze kijkt na of de voorwaarden van deze afdeling vervuld zijn.

Wanneer het slachtoffer zijn ambt binnen een instelling voor hoger onderwijs buiten de universiteit uitoefent, wordt de in het eerste lid bedoelde aanvraag bij de algemene directie niet verplicht onderwijs ingediend.

§ 2. Binnen dezelfde termijn, zendt het slachtoffer eveneens bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, een afschrift van de aanvraag aan het inrichtingshoofd, voor de inrichtingen, aan de directeur, voor de psycho-medisch-sociale centra.

§ 3. De aanvraag vermeldt, voor zover dit mogelijk is, de oorzaken, de omstandigheden en de waarschijnlijke gevolgen van de gewelddaad.

§ 4. Het hoofd van de inrichting of de directeur van het centrum, naargelang van het geval, waaronder het slachtoffer ressorteert, deelt zijn advies mee aan de algemene directie leerplichtonderwijs of aan de algemene directie niet verplicht onderwijs, binnen de drie werkdagen na de ontvangst van het afschrift van de aanvraag bedoeld in § 1.

Het deelt het slachtoffer een afschrift van zijn advies mee.

Artikel 24 *sexies*. § 1. De beslissing tot verlening van bijstand wordt genomen, binnen vijftien werkdagen volgend op de ontvangst van de in artikel 51 *undecies*, § 1, bedoelde aanvraag, door de algemene directie leerplichtonderwijs of de algemene directie niet-verplicht onderwijs, naar gelang van het geval.

§ 2. Bij weigering, kan het personeelslid of, bij behoorlijk aangetoonde overmacht, zijn vertegenwoordiger, via de algemene directie leerplichtonderwijs of de directie niet verplicht onderwijs, een beroep indienen bij de functionele minister.

Het beroep wordt bij aangetekend schrijven ingediend binnen vijftien werkdagen volgend op de kennisgeving van de weigering van de bijstandsverlening.

Artikel 24 *septies*. § 1. Het beheer van gerechtelijke bijstand en psychologische bijstand ressorteert onder de algemene dienst Steun van de algemene directie audit, coördinatie en steun.

§ 2. In deze afdeling, onder betrokken dienst, wordt de in § 1 bedoelde dienst verstaan.

Artikel 24 *octies*. § 1. De tenlasteneming van de erelonen en de kosten voor advocaten, de rechtspleging en de psychologische en/of psychiatrische raadpleging kan, voor elk schadegeval, niet hoger zijn dan 3.718,40 euro.

§ 2. Bij wijze van uitzonderlijke maatregel, op behoorlijk met redenen omklede aanvraag, kan de tenlasteneming niet hoger zijn dan het in paragraaf 1 vastgestelde maximumbedrag. Het slachtoffer, of, bij behoorlijk aangetoonde overmacht, zijn vertegenwoordiger, dient deze behoorlijk met redenen omklede aanvraag bij de betrokken dienst in.

§ 3. De kosten die geheel of gedeeltelijk worden terugbetaald of ten laste genomen ofwel krachtens een andere wettelijke of verordeningsbepaling, ofwel krachtens een verzekeringsovereenkomst die door het slachtoffer of door elke derde wordt aangegaan, geven geen recht op een tegemoetkoming.

§ 4. Het slachtoffer deelt de betrokken dienst de stukken ter verantwoording van de uitgaven mee. Daartoe worden inzonderheid de dagvaardingen en in het algemeen alle gerechtelijke akten binnen 10 werkdagen na hun uitreiking of betekening meegedeeld.

§ 5. De betrokken dienst beoordeelt de in de paragrafen 1 en 2 bedoelde kosten- en ereloonstaten. Deze dienst kan zijn tegemoetkoming weigeren of onderbreken, wanneer hij van oordeel is dat :

- 1° de stelling van het slachtoffer niet geloofwaardig is;
- 2° het transactievoorstel van de derde billijk en serieus is;
- 3° een beroep tegen een rechterlijke beslissing niet veel kans op succes maakt.

De kosten en erelonen waarvoor de betrokken dienst bij toepassing van het vorige lid zijn tegemoetkoming heeft geweigerd of onderbroken, worden echter overeenkomstig deze titel ten laste genomen, wanneer het slachtoffer gelijk krijgt bij een definitieve beslissing waarvoor geen beroep voor een gewoon of buitengewoon gerecht kan worden aangetekend.

Tegen de beslissing van de betrokken dienst zijn tegemoetkoming te weigeren of te onderbreken kan beroep worden aangetekend bij de minister bevoegd voor de ambtenarenzaken binnen een termijn van 20 werkdagen, te rekenen vanaf de ontvangst van die beslissing.

Artikel 24 *nonies*. De kredieten die noodzakelijk zijn voor het dekken van de uitgaven die door de gerechtelijke bijstand en de psychologische bijstand worden voortgebracht, worden opgenomen in de begroting van de Franse Gemeenschap in het kader van de kredieten die aan de betrokken dienst worden toegekend."

Onderafdeling VIII. — Wijziging van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap

**Art. 72.** In het derde lid van artikel 89 van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap, wordt het woord “95” vervangen door het woord “95 octies”.

**Art. 73.** In hetzelfde decreet van 12 mei 2004, wordt in hoofdstuk VI van titel II een afdeling 7 ingevoegd, luidend als volgt : “Gerechtelijke bijstand en psychologische bijstand”.

**Art. 74.** Afdeling 7, bij artikel 73 ingevoegd in hoofdstuk VI van titel II van hetzelfde decreet van 12 mei 2004, luidt als volgt :

“Artikel 95 bis. In deze afdeling wordt onder “slachtoffer” verstaan, het “personeelslid dat het slachtoffer is van een gewelddaad” zoals bepaald in artikel 89, tweede lid.

Artikel 95 ter. § 1. Het slachtoffer kan de gerechtelijke bijstand bedoeld in § 2 en/of psychologische bijstand bedoeld in § 3 genieten.

§ 2. Gerechtelijke bijstand is de gehele of gedeeltelijke tenlasteneming van de erelonen en kosten van advocaten en rechtspleging.

§ 3. Psychologische bijstand is de tenlasteneming van hoogstens twaalf consultaties bij een psycholoog en/of een psychiater om onmiddellijk hulp te verlenen aan het slachtoffer van een gewelddaad.

§ 4. Het slachtoffer doet een beroep op de bijstandsverlener die het mag kiezen.

In voorkomend geval, deelt de betrokken dienst bedoeld in artikel 51 terdecies hem, op zijn aanvraag en bij wijze van inlichting, een lijst van de bijstandsverleners op wie in geval van agressie een beroep kan worden gedaan, mee.

Het slachtoffer deelt die betrokken dienst de naam van de door hem gekozen bijstandsverlener(s) mee die zijn dossier behandelt(en).

Artikel 95 quater. § 1. Behoudens bij behoorlijk bewezen overmacht, dient het slachtoffer de aanvraag om gerechtelijke bijstand, bedoeld in artikel 51 decies, § 2, en/of psychologische bijstand, bedoeld in artikel 51 decies, § 3, in bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, binnen de maand volgend op het gebeuren van de feiten.

Wanneer het slachtoffer zijn ambt in het leerplichtonderwijs uitoefent, wordt de aanvraag bedoeld in het eerste lid bij de algemene directie leerplichtonderwijs ingediend. Deze kijkt na of de voorwaarden van deze afdeling vervuld zijn.

Wanneer het slachtoffer zijn ambt binnen een instelling voor hoger onderwijs buiten de universiteit uitoefent, wordt de in het eerste lid bedoelde aanvraag bij de algemene directie niet verplicht onderwijs ingediend.

§ 2. Binnen dezelfde termijn, zendt het slachtoffer eveneens bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, een afschrift van de aanvraag aan het inrichtingshoofd, voor de inrichtingen, aan de directeur, voor de psycho-medisch-sociale centra.

§ 3. De aanvraag vermeldt, voor zover dit mogelijk is, de oorzaken, de omstandigheden en de waarschijnlijke gevolgen van de gewelddaad.

§ 4. Het hoofd van de inrichting of de directeur van het centrum, naargelang van het geval, waaronder het slachtoffer ressorteert, deelt zijn advies mee aan de algemene directie leerplichtonderwijs of aan de algemene directie niet verplicht onderwijs, binnen de drie werkdagen na de ontvangst van het afschrift van de aanvraag bedoeld in § 1.

Het deelt het slachtoffer een afschrift van zijn advies mee.

Artikel 95 quinquies. § 1. De beslissing tot verlening van bijstand wordt genomen, binnen vijftien werkdagen volgend op de ontvangst van de in artikel 51 undecies, § 1, bedoelde aanvraag, door de algemene directie leerplichtonderwijs of de algemene directie niet-verplicht onderwijs, naar gelang van het geval.

§ 2. Bij weigering, kan het personeelslid of, bij behoorlijk aangetoonde overmacht, zijn vertegenwoordiger, via de algemene directie leerplichtonderwijs of de directie niet verplicht onderwijs, een beroep indienen bij de functionele minister.

Het beroep wordt bij aangetekend schrijven ingediend binnen vijftien werkdagen volgend op de kennisgeving van de weigering van de bijstandsverlening.

Artikel 95 sexies. § 1. Het beheer van gerechtelijke bijstand en psychologische bijstand ressorteert onder de algemene dienst Steun van de algemene directie audit, coördinatie en steun.

§ 2. In deze afdeling, onder betrokken dienst, wordt de in § 1 bedoelde dienst verstaan.

Artikel 95 septies. § 1. De tenlasteneming van de erelonen en de kosten voor advocaten, de rechtspleging en de psychologische en/of psychiatrische raadpleging kan, voor elk schadegeval, niet hoger zijn dan 3.718,40 euro.

§ 2. Bij wijze van uitzonderlijke maatregel, op behoorlijk met redenen omklede aanvraag, kan de tenlasteneming niet hoger zijn dan het in paragraaf 1 vastgestelde maximumbedrag. Het slachtoffer, of, bij behoorlijk aangetoonde overmacht, zijn vertegenwoordiger, dient deze behoorlijk met redenen omklede aanvraag bij de betrokken dienst in.

§ 3. De kosten die geheel of gedeeltelijk worden terugbetaald of ten laste genomen ofwel krachtens een andere wettelijke of verordeningsbepaling, ofwel krachtens een verzekeringsovereenkomst die door het slachtoffer of door elke derde wordt aangegaan, geven geen recht op een tegemoetkoming.

§ 4. Het slachtoffer deelt de betrokken dienst de stukken ter verantwoording van de uitgaven mee. Daartoe worden inzonderheid de dagvaarding en in het algemeen alle gerechtelijke akten binnen 10 werkdagen na hun uitreiking of betekening meegedeeld.

§ 5. De betrokken dienst beoordeelt de in de paragrafen 1 en 2 bedoelde kosten- en ereloonstaten. Deze dienst kan zijn tegemoetkoming weigeren of onderbreken, wanneer hij van oordeel is dat :

1° de stelling van het slachtoffer niet geloofwaardig is;

2° het transactievoorstel van de derde billijk en serieus is;

3° een beroep tegen een rechterlijke beslissing niet veel kans op succes maakt.

De kosten en erelonen waarvoor de betrokken dienst bij toepassing van het vorige lid zijn tegemoetkoming heeft geweigerd of onderbroken, worden echter overeenkomstig deze titel ten laste genomen, wanneer het slachtoffer gelijk krijgt bij een definitieve beslissing waarvoor geen beroep voor een gewoon of buitengewoon gerecht kan worden aangetekend.

Tegen de beslissing van de betrokken dienst zijn tegemoetkoming te weigeren of te onderbreken kan beroep worden aangetekend bij de minister bevoegd voor de ambtenarenzaken binnen een termijn van 20 werkdagen, te rekenen vanaf de ontvangst van die beslissing.

Artikel 95 *octies*. De kredieten die noodzakelijk zijn voor het dekken van de uitgaven die door de gerechtelijke bijstand en de psychologische bijstand worden voortgebracht, worden opgenomen in de begroting van de Franse Gemeenschap in het kader van de kredieten die aan de betrokken dienst worden toegekend.”.

**Art. 75.** In het derde lid van artikel 236 van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap, wordt het woord “239” vervangen door het woord “239 *octies*”.

**Art. 76.** In hetzelfde decreet van 12 mei 2004, wordt in hoofdstuk VI van titel III een afdeling 4 ingevoegd, luidend als volgt : “Gerechtelijke bijstand en psychologische bijstand”.

**Art. 77.** Afdeling 4, in hoofdstuk VI van titel III van hetzelfde decreet van 12 mei 2004 ingevoegd, luidt als volgt :  
“Artikel 239/1. In deze afdeling wordt onder “slachtoffer” verstaan, het “personeelslid dat het slachtoffer is van een gewelddaad” zoals bepaald in artikel 236, tweede lid.

Artikel 239/2. § 1. Het slachtoffer kan de gerechtelijke bijstand bedoeld in § 2 en/of psychologische bijstand bedoeld in § 3 genieten.

§ 2. Gerechtelijke bijstand is de gehele of gedeeltelijke tenlasteneming van de erelonen en kosten van advocaten en rechtspleging.

§ 3. Psychologische bijstand is de tenlasteneming van hoogstens twaalf consultaties bij een psycholoog en/of een psychiater om onmiddellijk hulp te verlenen aan het slachtoffer van een gewelddaad.

§ 4. Het slachtoffer doet een beroep op de bijstandsverlener die het mag kiezen.

In voorkomend geval, deelt de betrokken dienst bedoeld in artikel 51 terdecies hem, op zijn aanvraag en bij wijze van inlichting, een lijst van de bijstandsverleners op wie in geval van agressie een beroep kan worden gedaan, mee.

Het slachtoffer deelt die betrokken dienst de naam van de door hem gekozen bijstandsverlener(s) mee die zijn dossier behandelt(en).

Artikel 239/3. § 1. Behoudens bij behoorlijk bewezen overmacht, dient het slachtoffer de aanvraag om gerechtelijke bijstand, bedoeld in artikel 51 *decies*, § 2, en/of psychologische bijstand, bedoeld in artikel 51 *decies*, § 3, in bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, binnen de maand volgend op het gebeuren van de feiten.

Wanneer het slachtoffer zijn ambt in het leerplichtonderwijs uitoefent, wordt de aanvraag bedoeld in het eerste lid bij de algemene directie leerplichtonderwijs ingediend. Deze kijkt na of de voorwaarden van deze afdeling vervuld zijn.

Wanneer het slachtoffer zijn ambt binnen een instelling voor hoger onderwijs buiten de universiteit uitoefent, wordt de in het eerste lid bedoelde aanvraag bij de algemene directie niet verplicht onderwijs ingediend.

§ 2. Binnen dezelfde termijn, zendt het slachtoffer eveneens bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, een afschrift van de aanvraag aan het inrichtingshoofd, voor de inrichtingen, aan de directeur, voor de psycho-medisch-sociale centra.

§ 3. De aanvraag vermeldt, voor zover dit mogelijk is, de oorzaken, de omstandigheden en de waarschijnlijke gevolgen van de gewelddaad.

§ 4. Het hoofd van de inrichting of de directeur van het centrum, naargelang van het geval, waaronder het slachtoffer ressorteert, deelt zijn advies mee aan de algemene directie leerplichtonderwijs of aan de algemene directie niet verplicht onderwijs, binnen de drie werkdagen na de ontvangst van het afschrift van de aanvraag bedoeld in § 1.

Het deelt het slachtoffer een afschrift van zijn advies mee.

Artikel 239/4. § 1. De beslissing tot verlening van bijstand wordt genomen, binnen vijftien werkdagen volgend op de ontvangst van de in artikel 51 *undecies*, § 1, bedoelde aanvraag, door de algemene directie leerplichtonderwijs of de algemene directie niet-verplicht onderwijs, naar gelang van het geval.

§ 2. Bij weigering, kan het personeelslid of, bij behoorlijk aangetoonde overmacht, zijn vertegenwoordiger, via de algemene directie leerplichtonderwijs of de directie niet verplicht onderwijs, een beroep indienen bij de functionele minister.

Het beroep wordt bij aangetekend schrijven ingediend binnen vijftien werkdagen volgend op de kennisgeving van de weigering van de bijstandsverlening.

Artikel 239/5. § 1. Het beheer van gerechtelijke bijstand en psychologische bijstand ressorteert onder de algemene dienst Steun van de algemene directie audit, coördinatie en steun.

§ 2. In deze afdeling, onder betrokken dienst, wordt de in § 1 bedoelde dienst verstaan.

Artikel 239/6. § 1. De tenlasteneming van de erelonen en de kosten voor advocaten, de rechtspleging en de psychologische en/of psychiatrische raadpleging kan, voor elk schadegeval, niet hoger zijn dan 3.718,40 euro.

§ 2. Bij wijze van uitzonderlijke maatregel, op behoorlijk met redenen omklede aanvraag, kan de tenlasteneming niet hoger zijn dan het in paragraaf 1 vastgestelde maximumbedrag. Het slachtoffer, of, bij behoorlijk aangetoonde overmacht, zijn vertegenwoordiger, dient deze behoorlijk met redenen omklede aanvraag bij de betrokken dienst in.

§ 3. De kosten die geheel of gedeeltelijk worden terugbetaald of ten laste genomen ofwel krachtens een andere wettelijke of verordeningsbepaling, ofwel krachtens een verzekeringsovereenkomst die door het slachtoffer of door elke derde wordt aangegaan, geven geen recht op een tegemoetkoming.

§ 4. Het slachtoffer deelt de betrokken dienst de stukken ter verantwoording van de uitgaven mee. Daartoe worden inzonderheid de dagvaardingen en in het algemeen alle gerechtelijke akten binnen 10 werkdagen na hun uitreiking of betekening meegedeeld.

§ 5. De betrokken dienst beoordeelt de in de paragrafen 1 en 2 bedoelde kosten- en ereloonstaten. Deze dienst kan zijn tegemoetkoming weigeren of onderbreken, wanneer hij van oordeel is dat :

- 1° de stelling van het slachtoffer niet geloofwaardig is;
- 2° het transactievoorstel van de derde billijk en serieus is;
- 3° een beroep tegen een rechterlijke beslissing niet veel kans op succes maakt.

De kosten en erelonen waarvoor de betrokken dienst bij toepassing van het vorige lid zijn tegemoetkoming heeft geweigerd of onderbroken, worden echter overeenkomstig deze titel ten laste genomen, wanneer het slachtoffer gelijk krijgt bij een definitieve beslissing waarvoor geen beroep voor een gewoon of buitengewoon gerecht kan worden aangetekend.

Tegen de beslissing van de betrokken dienst zijn tegemoetkoming te weigeren of te onderbreken kan beroep worden aangetekend bij de minister bevoegd voor de ambtenarenzaken binnen een termijn van 20 werkdagen, te rekenen vanaf de ontvangst van die beslissing.

Artikel 239/7. De kredieten die noodzakelijk zijn voor het dekken van de uitgaven die door de gerechtelijke bijstand en de psychologische bijstand worden voortgebracht, worden opgenomen in de begroting van de Franse Gemeenschap in het kader van de kredieten die aan de betrokken dienst worden toegekend.”.

#### *Afdeling I. — Wijziging van andere decreten*

**Art. 78.** Artikel 28 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, wordt vervangen door en tekst, luidend als volgt :

“De Regering stelt de nadere regels vast volgens welke iedere persoon die zijn ambt geheel of gedeeltelijk uitoefent of wordt belast met een opdracht in een instelling voor hoger onderwijs buiten de universiteit, een dringende gerechtelijke bijstand kosteloos geniet voor een agressie die hij in het kader van zijn dienst of in rechtstreeks verband met deze dienst heeft geleden.

De Regering stelt de nadere regels vast volgens welke die personeelsleden een dringende psychologische bijstand kosteloos genieten voor een agressie die zij in het kader van hun dienst of in rechtstreeks verband met deze dienst hebben geleden.

De bij de vorige leden bedoelde personeelsleden zijn deze die bedoeld zijn bij :

— het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulp personeel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

— het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten);

— het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinstellingen ingericht door de Franse Gemeenschap;

het decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde Hogescholen.”.

**Art. 79.** In artikel 3, punt 4 van het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap, zullen de woorden “de administratieve coördinatiecel voor acties inzake preventie van schoolafhaken en van geweld, opgericht door het decreet van 12 mei 2004” vervangen door de woorden “de administratieve cel voor de coördinatie van acties inzake preventie van geweld op school, schoolverzuim, schooluitval en vroegtijdig schoolverlaten, opgericht door artikel 22 van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie”.

**Art. 80.** In artikel 4, tweede lid, van het decreet “gedifferentieerde omkadering”, worden de woorden “Voor de minderjarige leerlingen die onwettelijk op het grondgebied verblijven zoals bedoeld in artikel 40 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, en voor de leerlingen die als nieuwkomers worden beschouwd krachtens het decreet van 14 juni 2001 betreffende de integratie van nieuwkomers in het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap is ingericht of gesubsidieerd” vervangen door de volgende woorden :

“Voor de minderjarige leerlingen die onwettelijk op het grondgebied verblijven zoals bedoeld in artikel 79 bis van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, en voor de leerlingen die als nieuwkomers worden beschouwd krachtens artikel 2, § 1, van het decreet van 18 mei 2012 betreffende de organisatie van een stelsel voor het onthaal en de scholarisatie van nieuwkomers in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs.

**Art. 81.** In hoofdstuk IV van het decreet “gedifferentieerde omkadering”, wordt een artikel 16/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 16/1. De werken die noodzakelijk zijn voor de installatie in de inrichtingen of vestigingen die in aanmerking komen voor een gedifferentieerde omkadering van de klassen 1 tot 3, zoals bedoeld in artikel 4, vijfde lid en zesde lid, van de infrastructuur tot voorkoming van indringing, wanneer deze zo ernstig en zo vaak plaatsvindt dat de werk- en studieomstandigheden daardoor zwaar worden gehinderd, krijgen voorrang bij de bestemming van de gelden bedoeld in de artikelen 5, 7 en 9 van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap”.

HOOFDSTUK III. — *Opheffings- en slotbepalingen*

**Art. 82.** Het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, met uitzondering van artikel 28 en van titel II.

**Art. 83.** Het decreet van 12 mei 2004 betreffende diverse maatregelen inzake de strijd tegen schooluitval, uitsluiting en geweld op school wordt opgeheven.

**Art. 84.** Dit decreet treedt in werking op 1 september 2014.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 21 november 2013.

De Minister-President van de Regering van de Franse Gemeenschap,  
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,  
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd,  
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,  
Mevr. M.-M. SCHYNS

—  
Nota

(1) *Zitting 2013-2014.*

*Stukken van het Parlement.* — Ontwerp van decreet, nr. 554-1. — Commissie-amendementen, nr. 554-2. — Verslag, nr. 554-3.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 20 november 2013.

---

 MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2014/29205]

**21 NOVEMBRE 2013. — Décret organisant des politiques conjointes de l'enseignement obligatoire et de l'Aide à la jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**TITRE I<sup>er</sup>.** — **Des politiques conjointes de l'enseignement et de l'aide à la jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention des violences et de l'accompagnement des démarches d'orientation**

**1 - Chapitre I<sup>er</sup>.** — **Définitions et principes généraux**

**1.1 Section 1<sup>re</sup>.** — **Définitions**

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1° Enseignement : l'enseignement visé par le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre;

2° Aide à la Jeunesse : les dispositifs visés par le décret du 4 mars 1991 relatif à l'Aide à la Jeunesse;

3° Zone : les zones de concertation constituées par l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 mars 1993 fixant les obligations de concertation entre établissements de même caractère dans l'enseignement secondaire de plein exercice, en application de l'article 24 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice;

4° Services internes : les services structurellement actifs dans les établissements scolaires, notamment :

a) les centres psycho-médico-sociaux (CPMS) visés par le décret du 14 juillet 2006 relatif aux missions, programmes et rapport d'activités des Centres psycho-médico-sociaux;

b) les services de promotion de la santé à l'école (SPSE) visés par le décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école;

c) les dispositifs mis en place en interne par les établissements scolaires, notamment dans le cadre de leur Projet général d'action d'encadrement différencié (PGAED) visé à l'article 8 du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité;

d) dans les établissements scolaires qui bénéficient d'un médiateur, le service de médiation scolaire, tel que défini par l'article 11 du décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire;